

convaincu à mes dépens que le si glorifié et si célèbre centralisme du Parti italien (1) se ramenait dans la réalité à une très banale carence dans la division du travail et dans la répartition précise des responsabilités et des compétences. Dans les conversations que j'ai eues avec Tito, j'ai eu la nette impression qu'il partageait lui aussi en grande partie cette appréciation et qu'il n'est pas peu démoralisé par le manque d'égards avec lequel son activité est traitée et maltraitée. Chacun prend des initiatives sans avertir le centre responsable, qui a souvent entamé de son côté un travail dans le même sens, et doit l'interrompre ; les initiatives finissent par manquer de continuité; un nombre trop grand d'éléments finit par connaître les choses les plus confidentielles, toute possibilité de contrôle et de vérification vient à manquer; on introduit dans le mouvement des éléments dont le sérieux et la responsabilité n'ont été l'objet d'aucune vérification préalable. J'ai eu l'impression que Tito était extrêmement fatigué et découragé par tous ces faits accumulés et que c'est pour cela qu'il a si tenacement essayé de se faire mettre en congé. La question est très grave, et si elle n'est pas résolue en appliquant des critères d'organisation valables, la situation risque de devenir catastrophique.

Je suis persuadé que, du point de vue de la légalité, la situation de notre Parti va s'aggraver toujours davantage. La vie de nos dirigeants et la sécurité de l'organisation seront d'autant plus en danger que l'opposition constitutionnelle au fascisme, en s'axant autour du Parti réformiste, met en danger la base même du gouvernement de Mussolini. Les fascistes chercheront à résoudre toutes les difficultés en faisant la chasse aux communistes et en agitant l'épouvantail de l'émeute révolutionnaire. Construire un bon appareil technique, mettre à ses articulations des éléments choisis, de grande expérience, disciplinés, à toute épreuve, dotés du sang-froid nécessaire pour ne perdre la tête en aucune circonstance, devient pour nous une question de vie ou de mort. Pour y parvenir il faut vraiment liquider une grande part de la situation passée du Parti, avec ses habitudes de « je m'enfoutisme », d'imprécision et de confusion dans l'attribution des responsabilités, avec son défaut de vérification et de sanction immédiate vis-à-vis des actes de faiblesse et d'inconséquence. Le Parti doit être centralisé, mais centralisation signifie avant tout organisation et critère des limites à ne pas franchir. Cela signifie que, lorsqu'une décision a été prise, elle ne

peut être modifiée par personne, quand bien même il s'agirait d'un des préposés au centralisme, et que personne ne doit pouvoir provoquer un fait accompli.

Je ne te cache pas que, pendant ces deux années passées hors d'Italie, je suis devenu très pessimiste et très circonspect. Souvent, je me suis trouvé moi-même dans de très mauvaises passes à cause de la situation générale du Parti; et il ne s'agit pas ici de ce qui concerne ma situation personnelle, dont je me fiche résolument et qui n'a d'ailleurs, je crois, pas beaucoup souffert (j'ai tout au plus acquis involontairement une réputation de renard à l'astuce infernale) ; il s'agit de ma position de représentant du Parti, souvent amené à résoudre des problèmes destinés à avoir un effet immédiat sur le mouvement italien.

Parti à Moscou sans avoir été informé ne serait-ce que du dixième des questions en cours, j'ai dû faire semblant d'être au courant et me livrer à des acrobaties inouïes pour dissimuler avec quelle légèreté étaient nommés les représentants italiens, expédiés sans autre viatique que celui du docteur Grillon : « Que Dieu t'assiste (1) » !

J'ai supporté bien des choses parce que la situation du Parti et du mouvement était telle que la moindre apparence de scission dans les rangs de la majorité aurait été désastreuse et aurait apporté de l'eau au moulin d'une minorité peu sensée et dépourvue de directives. J'ajoute que mon état de santé, qui ne me permettait pas un travail intense et régulièrement suivi, m'a aussi détourné d'assumer un poste qui aurait exigé un lourd travail en plus de la charge d'une responsabilité politique générale. Aujourd'hui, la situation a considérablement changé. Les problèmes ont été mis sur le tapis, non certes par ma faute, mais en partie parce qu'on n'a pas voulu suivre à temps certaines de mes suggestions et qu'on ne les a pas résolus automatiquement. C'est ainsi que j'ai cru nécessaire de prendre la position que j'ai prise et que je garderai jusqu'au bout. Je ne sais pas ce que tu fais en ce moment. Tu m'avais écrit une fois que, dès que je serais arrivé ici, tu aurais essayé de faire un saut pour que nous ayons un échange de vues. Si, comme je le pense, tu remplaces en ce moment provisoirement Tito, il serait bon que tu trouves le temps de venir. On pourrait parler de bien des choses et ce ne serait peut-être pas inutile.

Je n'ai encore reçu aucune indication précise pour la publication de l'O.N. et bien que j'aie écrit à plusieurs camarades, je n'ai encore eu aucun envoi d'article. Toute

fois je commence dès cette semaine à expédier le matériel. S'il le faut, je rédigerai moi-même entièrement les premiers numéros, en attendant que les collaborateurs se manifestent. Le premier numéro sera en grande partie consacré au camarade Lénine. J'écrirai l'article de fond en essayant de dégager les caractéristiques principales de sa personnalité de chef révolutionnaire (1). Je traduirai une biographie et le ferai un petit recueil de ses principales opinions sur la situation italienne en 1920. Dans ma dernière lettre à Negri j'écrivais que je comptais non seulement sur ta collaboration en général, mais aussi en particulier pour alimenter dans chaque numéro la rubrique « Bataille des idées » et j'indiquais comme premiers sujets à traiter la revue de Gobetti et le mouvement de *l'Italia libera*. Je pense aujourd'hui que [pour] le premier numéro il serait plus opportun que tu fasses dans le cadre de cette rubrique une revue des livres et des opuscules de Lénine publiés en italien, en la chapeautant par une appréciation du rôle que l'oeuvre et le prestige de Lénine ont eu en Italie durant toutes ces dernières années. De toute façon, j'informerai Ruggero que tu es en permanence chargé de cette rubrique et que tes textes peuvent être donnés à imprimer sans avoir besoin de faire l'aller et retour d'ici à l'Italie. Si j'ai de la copie pour cette rubrique, je te l'enverrai pour que tu la voles et puisses t'organiser dans ton travail. J'attends une lettre de toi qui me dise tes opinions sur les divers sujets que j'ai traités dans la présente lettre et dans les autres qui t'ont été communiquées.

Salutations fraternelles,

Gramsci.

Naturellement je ne crois pas qu'il s'agisse, dans tout ce que je t'ai exposé, de simples problèmes d'organisation. La situation du P. qui se reflète dans l'organisation, est la conséquence d'une conception politique générale. Le problème est donc politique, et il concerne non seulement l'activité actuelle mais aussi l'activité future. Aujourd'hui c'est un problème de rapports entre les dirigeants du Parti et la masse des inscrits d'un côté, entre le Parti et le prolétariat de l'autre ; demain, ce sera un problème plus vaste et il aura une influence sur l'organisation et sur la solidité de l'État ouvrier. Ne pas poser aujourd'hui la question dans toute son ampleur signifierait en revenir à la tradition socialiste, attendre pour se différencier que la révolution soit aux portes ou même qu'elle se développe déjà. Nous

Turin et qui puisse faire davantage que la propagande que pouvait faire *L'Ordine Nuovo*. Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'aller jusque-là ; mais si le rapport a changé, la situation est presque Identique, et elle doit être affrontée avec résolution et hardiesse.

A ALFONSO LEONETTI

U. 9. Vienne, 28 janvier 1924.

Mon cher Ferri,

Ta lettre m'a fait grand plaisir parce qu'elle m'a montré que je ne suis pas le seul à avoir certaines préoccupations et à estimer nécessaire d'apporter certaines solutions à nos problèmes (1). Je partage presque complètement l'analyse que tu as faite. Toutefois la situation est malheureusement beaucoup plus grave et plus difficile que tu ne peux l'imaginer, et c'est pourquoi j'estime qu'il faut avoir une relative prudence. Je suis persuadé qu'Amadeo est capable d'en arriver aux pires extrémités s'il voit que la situation du Parti devient difficile à cause de lui. Il est profondément et carrément convaincu d'être dans le vrai et de représenter les intérêts les plus vitaux du mouvement prolétarien italien, et il ne reculera même pas devant l'éventualité de son exclusion de l'Internationale. Mais il faut pourtant faire quelque chose, et c'est à nous de le faire. Je ne partage pas ton idée de revaloriser notre groupe de Turin tel qu'il s'était formé autour de l'O.N. Pendant ces deux dernières années j'ai vu combien la campagne menée contre nous par *l'Avanti!* et par les socialistes a pu avoir de l'influence et laisser de profondes traces jusque chez les membres actuels de notre Parti : à Moscou, les émigrés étaient divisés en deux camps à ce propos, et parfois les querelles allaient jusqu'à la rixe et à la bagarre. Par ailleurs, Tasca appartient à la minorité qui a poussé jusqu'à ses extrêmes conséquences la position, prise dès janvier 1920 et qui a atteint son point culminant dans la polémique qui nous a opposés. Togliatti ne sait pas se

décider, comme cela a toujours été un peu dans ses habitudes; la personnalité « vigoureuse » d'Amadeo l'a fortement frappé et le retient à mi-chemin, dans une indécision qui se cherche des justifications dans des vétilles purement juridiques. Je crois Umberto encore plus fondamentalement extrémiste qu'Amadeo, car il a assimilé sa conception, mais il n'a ni sa force intellectuelle, ni son sens pratique ni sa capacité d'organisation (1). Comment donc pourrait revivre notre groupe ? Il aurait tout simplement l'air d'être une clique que des raisons bureaucratiques ont rassemblée autour de ma personne. Même les idées fondamentales qui ont caractérisé l'activité de l'O.N. sont ou seraient aujourd'hui anachroniques. Apparemment, pour l'instant du moins, les problèmes prennent la forme de questions d'organisation, en particulier d'organisation du Parti. Je dis apparemment, parce qu'en fait le problème reste toujours le même : celui des rapports entre le centre dirigeant et la masse du Parti, et entre le Parti et les classes de la population laborieuse.

En 1919-1920, nous avons commis de très graves erreurs que nous payons au fond en ce moment. De peur d'être traités d'arrivistes et de carriéristes nous n'avons pas constitué une fraction, et cherché à l'organiser dans toute l'Italie. Nous n'avons pas voulu donner aux Conseils d'usine de Turin un centre directeur autonome qui aurait pu exercer une influence immense dans le pays tout entier, et cela par peur de provoquer une scission dans les syndicats, et par peur d'être exclus trop tôt du Parti socialiste. Nous devrions dire, ou plus précisément, il me faudra dire publiquement que nous avons commis ces erreurs qui ont eu indubitablement de lourdes répercussions. En réalité, si, après la scission d'avril (2), nous avons adopté la position que je croyais moi aussi nécessaire, peut-être nous serions-nous trouvés dans une situation différente au moment de l'occupation des usines et peut-être aurions-nous renvoyé cet événement à une saison plus propice. Nos mérites sont très inférieurs à ce que nous avons dû claironner pour des nécessités de propagande et d'organisation ; nous avons seulement, et certes ce n'est pas là une petite chose, obtenu de susciter et d'organiser un fort mouvement de masse qui a donné à notre Parti la seule base réelle qu'il ait eue dans les années écoulées. Aujourd'hui les perspectives sont différentes et il faut soigneusement éviter de trop insister à propos de la tradition turinoise et du groupe turinois. On aboutirait à des polémiques

miques de caractère personnel où l'on se disputerait le droit d'aînesse sur un héritage de souvenirs et de mots.

Pratiquement, voilà comment je pense influencer sur la situation : si le manifeste de la soi-disant gauche communiste est publié, et peut-être est-il déjà, à l'heure qu'il est, publié dans le premier numéro de *Stato operaio* qui recommence à paraître (1), j'écrirai un article ou une série d'articles pour expliquer les raisons pour lesquelles il ne porte pas ma signature et esquisser un petit programme des tâches pratiques que le Parti doit résoudre dans la situation actuelle. Si l'on prépare une conférence du Parti et si la discussion se déroule par voies internes, avec un minimum de publicité, je ferai une sorte de mémorandum pour les fonctionnaires du Parti et pour les chefs de groupe, dans lequel je serai plus explicite et entrerais davantage dans les détails. De toute façon, j'estime indispensable d'éviter d'envenimer la polémique. J'ai vu à quel point il est facile, avec notre tempérament et avec l'esprit sectaire et unilatéral propre aux Italiens, d'en arriver aux pires extrémités et à la rupture complète entre les différents camarades.

Je te serai obligé si tu veux bien m'écrire encore pour me tenir informé des principaux courants qui l'emportent dans le Parti et de l'attitude des camarades que je connais, spécialement ceux de Turin.

A TOGLIATTI, TERRACINI

ET AUTRES

U. 9. Vienne, 9 février 1924.

Chers camarades,

C'est volontiers que J'accepte l'invitation qui m'a été faite par le camarade Urbani d'indiquer, au moins dans leurs grandes lignes, les raisons pour lesquelles je crois nécessaire en ce moment d'en arriver non seulement à une discussion de fond sur notre situation intérieure devant les masses du Parti, mais aussi à une nouvelle organisation des groupes qui tendent à prendre la direction du Parti. Des raisons d'opportunité m'obligeront toutefois à ne pas

trop approfondir certaines questions; je connais les réactions courantes au sein de notre mouvement, et je sais combien le défaut de toute polémique intérieure et de toute énergique tentative d'autocritique qui a régné jusqu'à maintenant a laissé, même entre nous, un état d'esprit excessivement pointilleux et irascible, une propension à se cabrer pour un rien.

La situation intérieure de l'Internationale. - Je ne suis absolument pas persuadé de la justesse de l'analyse faite par Urbani à propos des nouvelles orientations qui se feraient jour dans le Komintern après les événements d'Allemagne (1). De même qu'il y a un an je n'ai pas cru que l'Internationale virait à droite, comme on le pensait dans notre C.E., je ne crois pas aujourd'hui qu'elle vire à gauche. La nomenclature politique adoptée par le camarade Urbani me paraît être elle-même absolument erronée, ou à tout le moins extrêmement élémentaire. Pour ce qui concerne la Russie, j'ai toujours su que dans la topographie des fractions et des tendances, Radek, Trotski et Boukharine avaient une position de gauche ; Zinoviev, Kamenev et Staline une position de droite, tandis que Lénine était au centre et faisait fonction d'arbitre pour l'ensemble de la situation. Ceci naturellement dans le langage politique courant. Le noyau qu'on appelle léniniste soutient, on le sait bien, que ces positions « topographiques » sont absolument illusoires et fallacieuses ; et dans ses polémiques, il n'a cessé de souligner comment les soi-disant gauchistes ne sont pas autre chose que des mencheviks qui se drapent dans le langage révolutionnaire, tout en étant incapables d'estimer les véritables rapports des forces effectives. On sait en effet que Lotit au long de l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, Trotski a été politiquement plus à gauche que les bolcheviks, alors que pour les questions d'organisation il faisait souvent bloc avec les mencheviks, ou se mêlait carrément à eux. On sait que, déjà en 1905, Trotski estimait qu'une révolution socialiste et ouvrière pouvait avoir lieu en Russie, alors que les bolcheviks entendaient se limiter à établir une dictature politique du prolétariat allié aux paysans, qui aurait servi de matrice au développement du capitalisme sans porter atteinte à sa structure économique. On sait également que, en novembre 1917, alors que Lénine et la majorité du Parti s'étaient ralliés à la conception de Trotski, et entendaient s'emparer non seulement du gouvernement politique, mais aussi du

gouvernement industriel, Zinoviev et Kamenev étaient restés fidèles au point de vue traditionnel du Parti, ils voulaient la constitution d'un gouvernement de coalition révolutionnaire avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires et, de ce fait, ils étaient sortis du C.C. du Parti, avaient publié des déclarations et des articles dans des journaux non bolcheviques et il s'en était fallu de peu qu'ils n'aillent jusqu'à la scission. Il est certain que si, en novembre 1917, le coup

d'État avait échoué comme a échoué en octobre dernier le mouvement allemand, Zinoviev et Kamenev se seraient détachés du Parti bolchevique et auraient probablement rejoint les mencheviks. La polémique qui a eu lieu récemment en Russie fait apparaître combien Trotski et l'opposition en général, étant donné l'absence prolongée de Lénine à la direction du Parti, se préoccupent sérieusement d'un retour à la vieille mentalité qui serait destructrice pour la révolution. En demandant une plus grande participation de l'élément ouvrier dans la vie du Parti et une diminution des pouvoirs de la bureaucratie, ils veulent, au fond, assurer à la révolution son caractère socialiste et ouvrier et empêcher qu'on n'en arrive lentement à cette dictature démocratique prête à servir de cadre à un capitalisme en plein développement qui était encore en novembre 1917 le programme de Zinoviev et compagnie. Telle me semble être la situation dans le Parti russe, situation beaucoup plus compliquée et plus fondamentale que ne le pense Urbani. La seule nouveauté est le passage de Boukharine au groupe Zinoviev, Kamenev, Staline.

Il me semble que, pour ce qui concerne la situation allemande, les choses se passent également d'une façon quelque peu différente de ce qu'a décrit Urbani.

Les deux groupes qui se disputent en Allemagne la direction du Parti, sont tous les deux insuffisants et incapables. Le groupe dit de la minorité (Fischer-Maslov) représente indubitablement la majorité du prolétariat révolutionnaire (1); mais il n'a ni la force d'organisation nécessaire pour conduire une révolution victorieuse en Allemagne, ni une directive ferme et sure qui puisse mettre le Parti à l'abri de catastrophes encore pires que celle d'octobre. Il est composé d'éléments jeunes dans l'activité de parti, qui ne se sont trouvés à la tête de l'opposition que par suite de cette carence en dirigeants qui est caractéristique de l'Allemagne. Le groupe Brandler et Thalheimer est, du point de vue idéologique et pour ce qui est de la préparation révolutionnaire, plus fort que le premier, mais lui

aussi a ses faiblesses, et, à certains égards, elles sont beaucoup plus grandes et plus délétères que celles de l'autre groupe. Brandler et Thalheimer sont devenus des talmudistes de la révolution. En voulant trouver à tout prix des alliés à la classe ouvrière, ils ont fini par négliger la fonction de la classe ouvrière elle-même ; décidés à conquérir l'aristocratie ouvrière que contrôlent les sociaux-démocrates, ils ont cru pouvoir le faire non en exécutant un programme de caractère industriel, axé sur les Conseils d'usine et sur le contrôle, mais en essayant de concurrencer les sociaux-démocrates sur le terrain de la démocratie, et ils ont abouti à la dégradation du mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan. Lequel de ces deux groupes est à droite, et lequel est à gauche ? La question est un peu byzantine. Il est normal que Zinoviev, qui ne peut attaquer Brandler et Thalheimer en les accusant d'être des incapables et des nullités, place la question sur un plan politique et recherche dans les erreurs qu'ils ont commises des éléments qui permettent de les accuser de droitisme. D'ailleurs, la question se complique furieusement. A certains égards, Brandler est davantage un putschiste qu'un droitier et on peut même dire que c'est parce qu'il est droitier qu'il est putschiste (1). Il avait assuré en octobre dernier qu'un coup d'État était possible en Allemagne, il avait assuré que le Parti y était techniquement préparé. Zinoviev était au contraire fort pessimiste et n'estimait pas que la situation ait été politiquement mûre. Dans les discussions qui ont eu lieu à la Centrale russe, Zinoviev a été mis en minorité, et par contre on a publié l'article de Trotski « La révolution peut-elle se faire à date fixe ? » (2). Au cours d'une discussion qui eut lieu au Présidium ce fut assez clairement dit par Zinoviev. Alors, où réside le nœud de l'affaire ? Dès le mois de juillet, après la conférence de La Haye pour la paix, Radek, rentré à Moscou après une *tournee*, fit un rapport catastrophique sur la situation allemande (3). Il en ressortait que le C.C., dirigé par Brandler, ne jouissait plus de la confiance du Parti, que la minorité, tout en étant constituée d'éléments incapables et parfois louches, avait pour elle la majorité du Parti et qu'elle aurait pu avoir la majorité au congrès de Leipzig, si le centralisme et l'influence du Komintern ne l'avaient empêché ; que le C.C. n'appliquait que formellement les décisions de Moscou; qu'en faveur du front unique et du gouvernement ouvrier, aucune campagne systématique n'avait été faite, si ce n'est quelques articles de

journaux théoriques et abstrus qui n'avaient pas été lus par les ouvriers. Il est évident qu'après ce rapport de Radek, le groupe Brandler s'agita et, pour éviter que la minorité ne prenne le dessus, prépara une réédition de mars 1921 (1). S'il y eut des erreurs, c'est par les Allemands qu'elles furent commises. Les camarades russes, c'est-à-dire Radek et Trotski, eurent le tort de croire aux fumisteries de Brandler et de ses camarades ; mais en réalité, même dans ce cas, leur position n'était pas de droite, mais plutôt de gauche, au point de risquer d'encourir l'accusation de putschisme.

J'ai cru opportun de m'attacher un peu sur ce sujet, parce qu'il est nécessaire d'avoir dans ce domaine une orientation assez claire. Les statuts de l'Internationale donnent au Parti russe une hégémonie de fait sur l'organisation mondiale. Il est par conséquent certain qu'il faut connaître les divers courants qui se manifestent au sein du Parti russe pour comprendre les orientations qui sont données chaque fois à l'Internationale. Il faut également tenir compte de la situation de supériorité dans laquelle se trouvent les camarades russes qui, outre qu'ils ont à leur disposition la masse des informations qui concernent spécialement notre organisation, disposent aussi sur certains problèmes d'informations plus abondantes et plus précises qui touchent à l'État russe. C'est pourquoi leurs orientations sont fondées sur des données matérielles dont nous ne pourrions disposer qu'après une révolution, et cela donne à leur suprématie un caractère permanent auquel il est difficile de porter atteinte.

Le manifeste de la gauche communiste. - J'en arrive maintenant aux questions qui nous concernent plus spécialement. Le camarade Urbani écrit que j'ai beaucoup exagéré dans mon appréciation du manifeste. Je continue de soutenir qu'il marque le commencement d'une bataille à outrance contre l'Internationale et qu'il demande une révision de toute la tactique mise en oeuvre depuis le Ille Congrès.

Parmi les conclusions du manifeste, celle qui se trouve à la lettre *b*) dit qu'il faut provoquer dans les organes compétents de l'Internationale une discussion sur les conditions de la lutte prolétarienne en Italie dans ces dernières années, qui ait une large portée et qui échappe aux cadres contingents et transitoires qui étouffent souvent l'examen et la solution des problèmes les plus importants (2).

Que signifie tout ceci sinon que l'on demande et que l'on estime possible, non seulement une révision de la tactique du Komintern en Italie depuis le IIIe Congrès, mais aussi une discussion sur les principes généraux qui sont à la base de cette tactique? Il n'est pas vrai que, comme l'affirme le dernier paragraphe du chapitre (*La tactique communiste en Italie*), l'Internationale n'ait pas précisé, après le IIIe Congrès, ce qu'elle voulait qu'on fasse en Italie. Dans le numéro 28 de la revue *L'Internationale communiste* est publiée une lettre ouverte de l'Exécutif international au C.C. du P.C.I., lettre écrite vers la mi-mars 19 22, c'est-à-dire après l'Exécutif élargi du mois de février (1). Toute la conception des thèses sur la tactique présentée au congrès de Rome y est réfutée et repoussée, et on y affirme qu'elle est en désaccord avec les résolutions du IIIe Congrès. Cette lettre traite spécialement les points suivants : 1) le problème de la conquête de la majorité ; 2) les situations dans lesquelles la bataille devient nécessaire et les possibilités qui s'offrent à la lutte; 3) le front unique; 4) le mot d'ordre de gouvernement ouvrier.

Le point numéro 3 précise la question du front unique dans le domaine syndical et dans le domaine politique. C'est-à-dire que l'on dit explicitement que le Parti doit entrer dans des comités mixtes pour la lutte et l'agitation. Au quatrième point, on essaie de tracer une ligne tactique immédiate qui permette à la lutte en Italie, d'aboutir au gouvernement ouvrier. La lettre se termine par cette phrase : il est préférable que le Parti se contente des thèses élaborées par le IIIe Congrès et par l'Exécutif élargi de février, et qu'il renonce à ses thèses propres plutôt que de présenter les dites thèses, ce qui contraindrait l'Exécutif à combattre ouvertement et de la façon la plus énergique les conceptions du C.C. italien (1). Je ne sais si, après cette lettre de l'Exécutif, qui a une valeur et une signification bien précises, il est possible de demander, comme il est dit dans le manifeste, qu'on reprenne toute la discussion, en dehors des faits contingents. Cela reviendrait à dire ouvertement que, depuis le IIIe Congrès, le Parti italien s'est trouvé systématiquement, et en permanence, en désaccord avec la ligne du Komintern et qu'il entend entamer la lutte sur les principes.

La tradition du Parti. - Je nie radicalement que la tradition du Parti soit celle qui se reflète dans le manifeste.

Il s'agit là de la tradition, ou plutôt de la doctrine, d'un des groupes qui ont initialement constitué notre Parti et certes pas d'une tradition de parti. De la même façon, je nie qu'il existe une crise de confiance entre l'Internationale et le Parti dans son ensemble. Cette crise n'existe qu'entre l'Internationale et une partie des dirigeants du Parti. A Livourne, le Parti ne s'est pas constitué sur la base d'une doctrine qui aurait continué ensuite à persister et à se développer, mais sur une base concrète et immédiate : se détacher des réformistes et de ceux qui se mettaient du côté des

réformistes contre l'Internationale. La base la plus large, celle qui a acquis au Comité provisoire d'Imola les sympathies d'une partie du prolétariat (1), était la fidélité à l'Internationale communiste. Voilà ce qui permet d'affirmer tout le contraire de ce que soutient le manifeste. Et ce sont ses signataires qui pourront, à juste titre, être accusés de n'avoir pas su interpréter la tradition du Parti et de s'en être écartés. Mais c'est là un aspect purement verbal et byzantin de la discussion. Il s'agit en réalité d'un fait politique : Amadeo, s'étant trouvé à la direction du Parti a voulu que sa conception prédomine et devienne celle du Parti. C'est ce qu'il voudrait faire aujourd'hui encore, avec son manifeste. Que nous ayons permis que par le passé, cette tentative réussisse est une chose, mais que l'on continue aujourd'hui à le vouloir, et qu'en signant le manifeste, on sanctionne toute une situation et qu'on intercepte le Parti en est une autre. En réalité nous n'avons jamais, au sens propre, permis que cette situation se consolidât. Pour ma part, au moins avant le congrès de Rome, dans le discours prononcé à l'assemblée de Turin, j'avais dit assez clairement que je n'acceptais les thèses sur la tactique que pour une raison contingente d'organisation du Parti, niais que je me déclarais favorable au front unique jusqu'à sa conclusion normale, qui est la constitution du gouvernement ouvrier (2) Du reste, tout l'ensemble des thèses n'avait jamais été discuté à fond par le Parti, et au congrès de Rome, le problème fut assez clair : si l'Exécutif n'avait pas conclu avec les délégués du Komintern un protocole précisant que les thèses n'étaient présentées qu'à titre indicatif et qu'elles seraient modifiées après le IVe Congrès, il est peu probable que la majorité des délégués aurait été du côté de l'Exécutif. Cette majorité, placée devant un ultimatum du Komintern, n'aurait pas hésité, et aurait suivi sa tradition de fidélité internationaliste. J'aurais certainement agi ainsi et, avec moi, les

délégations piémontaises, avec lesquelles j'avais eu une réunion après le discours de Kolarov, et avec lesquelles je m'étais trouvé d'accord sur les points suivants : empêcher la minorité de s'emparer du Parti par surprise, mais ne pas donner au vote une signification qui dépasse le problème de l'organisation (1).

La conception du manifeste. - À part ces questions plus ou moins juridiques, j'estime que le moment est arrivé de donner au Parti une ligne différente de celle qu'il a eue jusqu'à présent. Une nouvelle phase commence, non seulement dans l'histoire de notre Parti mais aussi dans celle de notre pays. Il faut par conséquent que l'on entre dans une phase de plus grande clarté dans les rapports intérieurs de parti et dans les rapports entre le Parti et l'Internationale. Je ne veux pas trop m'attarder là-dessus, je ne traiterai que certains points en espérant qu'ils serviront également à éclairer les questions que je laisserai de côté.

Une des plus graves erreurs qui ont caractérisé et qui caractérisent encore l'activité de notre Parti peut se résumer dans les mêmes termes que la seconde des thèses sur la tactique : « Il serait erroné de considérer ces deux facteurs, *conscience* et *volonté*, comme des facultés qu'on peut obtenir des individus et que l'on doit attendre d'eux, puisqu'elles ne se réalisent que par l'intégration de l'activité de plusieurs individus dans un organisme collectif unitaire. »

Cette conception, qui est juste si on se réfère à la classe ouvrière, est erronée et extrêmement dangereuse si on se réfère au Parti. Avant Livourne, c'était là la conception de Serrati, qui soutenait que le Parti dans son ensemble était révolutionnaire même si en son sein cohabitaient des socialistes de tout poil et de toute couleur. Au congrès de scission de la social-démocratie russe c'était la conception soutenue par les mencheviks, qui disaient que c'est le Parti dans son ensemble qui compte, et non les différents individus. Pour ce qui est de ces derniers, il suffit, disait-on, qu'ils se déclarent socialistes. Dans notre Parti, cette doctrine a eu pour seul résultat d'être en partie responsable du danger opportuniste. On ne peut en effet nier que si la minorité s'est créée et a fait des prosélytes, c'est à cause du manque de discussions et de polémiques à l'intérieur du Parti. Autrement dit, parce qu'on n'avait pas accordé assez d'importance à chaque camarade et qu'on n'avait pas cherché à guider chacun d'entre eux d'une façon un peu plus concrète qu'on ne parvient à le faire à coups de

communiqués sur les principes généraux et de préceptes rigoureux. Un autre aspect du danger qui a été à déplorer dans notre Parti, c'est la stérilisation de toute activité individuelle, la passivité de la masse du Parti, la certitude stupide que, de toute façon, il y avait quelqu'un qui pensait à

tout et pourvoyait à tout. Cet état de choses a eu de très graves répercussions dans le domaine de l'organisation. Le Parti n'a pas eu la possibilité matérielle de choisir, à partir de critères rationnels, les éléments de confiance à qui confier des tâches précises. Le choix s'est fait empiriquement, au hasard des relations personnelles des différents dirigeants, et il est tombé la plupart du temps sur des éléments qui ne jouissaient pas de la confiance des organismes locaux et qui, par conséquent, ont vu saboter leur action. Ajoutons que le travail accompli n'a été contrôlé que pour une faible part, ce qui a entraîné au sein du Parti une véritable et profonde coupure entre la masse et les dirigeants. Cette situation se prolonge et elle m'apparaît comme lourde d'innombrables dangers. Lors de mon séjour à Moscou je n'ai pas trouvé un seul de nos compatriotes émigrés politiques (et j'ajoute qu'ils viennent des coins les plus différents de l'Italie et qu'ils sont parmi les éléments les plus actifs) qui comprenne la position de notre Parti et ne critique amèrement le C.C., tout en faisant, bien entendu, les plus solennelles déclarations préalables de discipline et d'obéissance. L'erreur du Parti a été d'avoir mis au premier plan, et en le posant de façon abstraite, le problème de l'organisation du Parti, ce qui, tout compte fait, s'est ramené à créer un appareil de fonctionnaires respectueux de l'orthodoxie de la doctrine officielle. On a cru, et on croit toujours, que la révolution ne dépend que de l'existence d'un appareil de cette sorte, et on en arrive même à croire que par sa seule existence il est en mesure de réaliser la révolution.

Le Parti a manqué d'une activité organique d'agitation et de propagande, alors qu'une telle activité aurait dû être l'objet de tous nos soins et donner lieu à la formation de véritables spécialistes en la matière. On n'a pas cherché à susciter dans les masses, à chaque occasion, la possibilité de s'exprimer dans le même sens que le Parti communiste. Tout événement, toute conjoncture de caractère local, national ou mondial, auraient dû être saisis pour agiter les masses à travers les cellules communistes, en faisant voter des motions, en diffusant des tracts. Cette négligence n'a pas été fortuite. Le Parti communiste

a même été jusqu'à s'opposer à la formation de cellules d'entreprises (1). Toute participation des masses aux activités et à la vie interne du Parti, en dehors des grandes occasions et si elle ne répondait pas à un ordre formel du centre, était considérée comme un danger pour l'unité et pour le centralisme. On n'a pas conçu le Parti comme étant la résultante d'un processus dialectique qui est le point de convergence du mouvement spontané des masses révolutionnaires et de la volonté organisatrice et directrice du centre, mais simplement comme quelque chose qui vit de l'air du temps, qui se développe en soi et par ses propres forces, et que les masses viendront rejoindre lorsque la situation sera propice et quand la crête de la vague révolutionnaire arrivera à sa hauteur, ou bien encore lorsque le centre du Parti estimera devoir entamer une offensive et daignera se pencher sur la masse pour la stimuler et l'induire à l'action. Bien entendu, comme les choses ne se passent pas de cette façon, des foyers d'infection opportuniste se sont formés, à l'insu du centre. Et ils ont trouvé des échos, dans le groupe parlementaire pour commencer, et ensuite, sous une forme plus organique, dans la minorité.

Cette conception a joué un rôle dans le problème de la fusion. La question que l'on posait toujours au Komintern était la suivante : « Est-ce qu'on croit que notre Parti est encore à l'état de nébuleuse, ou bien le considère-t-on comme une formation accomplie ? » La vérité est qu'historiquement, un parti n'est jamais défini et ne le sera jamais. Parce qu'il ne se définira que quand il sera devenu toute la population, c'est-à-dire quand il aura disparu. Jusqu'au moment où il disparaîtra pour avoir atteint les buts suprêmes du communisme, il traversera toute une série de phases transitoires et absorbera, au fur et à mesure, des éléments nouveaux sous les deux formes historiquement possibles : adhésion individuelle ou adhésion de groupes plus ou moins importants. La situation était rendue encore plus difficile à notre Parti, par ses dissensions avec le Komintern. Si l'Internationale est un parti mondial, même si l'on entend ceci avec force nuances, il est évident que le développement du Parti et les formes qu'il peut prendre dépendent de deux facteurs et non simplement d'un seul.

C'est-à-dire que tout dépend, non seulement de l'Exécutif national, mais aussi, si ce n'est plus, de l'Exécutif international, qui est le plus fort. Pour améliorer la situation, pour arriver à imprimer au développement de notre Parti l'impulsion que souhaite Amadeo, il faudrait conqué

rir l'Exécutif de l'Internationale, c'est-à-dire devenir le pivot de toute une opposition. Politiquement, c'est là la conclusion à laquelle on arrive, et il est naturel que l'Exécutif international cherche à briser les reins à l'Exécutif italien.

Amadeo a sur ce point toute une doctrine, et dans son système tout est cohérent et conséquent. Il pense que la tactique de l'Internationale subit les contrecoups de la Révolution russe dans la mesure où elle est née sur le terrain d'une civilisation capitaliste arriérée et primitive. Pour lui, si cette tactique est extrêmement volontariste et théâtrale, c'est parce que ce n'est que par un effort de volonté extrême que l'on a pu obtenir des masses russes une activité révolutionnaire que la situation historique ne déterminait pas. Il pense que, pour les pays plus développés de l'Europe centrale et occidentale, une telle tactique est inadaptée, voire carrément inutile. Dans ces derniers Pays, en effet, le mécanisme historique fonctionne selon tous les sacrements du marxisme : le déterminisme qui manquait en Russie existe, c'est pourquoi la tâche essentielle doit être d'organiser le Parti en soi et pour soi. Je crois que la situation est très différente. D'abord parce que la doctrine politique des communistes russes s'est formée sur un terrain international et non sur le terrain national ; ensuite, parce qu'en Europe centrale et occidentale le développement du capitalisme a non seulement provoqué la formation de larges couches prolétariennes mais a aussi, par voie de conséquence, créé la couche supérieure, l'aristocratie ouvrière, avec ses annexes de bureaucratie syndicale et de groupes sociaux-démocrates. La motivation qui en Russie était directe et qui lançait les masses dans les rues pour livrer l'assaut révolutionnaire, se complique en Europe centrale et occidentale à cause de toutes ces superstructures politiques, créées par le développement supérieur du capitalisme ; l'action des masses est rendue plus lente et plus prudente, et par conséquent le parti révolutionnaire a besoin de toute une stratégie et de toute une tactique bien plus complexes et de plus longue haleine que celles qui furent nécessaires aux bolcheviks entre mars et novembre 1917 (1). Qu'Amadeo ait sa propre conception et qu'il cherche à la faire triompher, non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle internationale, est une chose : il est convaincu et il lutte avec beaucoup d'habileté et de souplesse pour atteindre son but, pour ne pas compromettre ses thèses, pour différer une sanction du Komintern

qui l'empêcherait de poursuivre jusqu'à la soudure avec la période historique où la révolution en Europe occidentale et centrale aurait enlevé à la Russie le caractère d'hégémonie qu'elle a aujourd'hui. Mais que nous autres, qui ne sommes pas persuadés de la valeur historique de cette conception, nous continuions à l'appuyer politiquement et à lui donner ainsi toute sa portée internationale, est une tout autre chose. Amadeo se place au point de vue d'une minorité internationale. Nous devons nous placer au point de vue d'une majorité nationale. C'est pourquoi nous ne pouvons pas vouloir que le gouvernement du Parti soit livré à des représentants de la minorité sous prétexte que ceux-ci sont d'accord avec l'Internationale, même si, après une discussion ouverte du manifeste, la majorité du Parti reste du côté des dirigeants actuels. Tel est, selon moi, le point essentiel qui doit déterminer politiquement notre attitude. Au cas où nous serions d'accord avec les thèses d'Amadeo nous devrions naturellement nous poser le problème de savoir si, ayant avec nous la majorité du Parti, il est opportun de rester dans l'Internationale sous la direction nationale de la minorité, pour avoir le temps de voir venir et d'arriver jusqu'à un renversement de la situation qui nous donne raison sur le plan théorique, ou bien s'il est opportun de la briser. Mais si nous ne sommes pas d'accord avec les thèses, signer le manifeste signifie que nous assumons toute la responsabilité de cette équivoque. Au cas où les thèses d'Amadeo obtiendraient la majorité, accepter la direction de la minorité nous qui ne sommes pas d'accord avec ces thèses et qui pourrions donc résoudre organiquement la situation, ou bien rester minoritaires alors que nos conceptions font que nous sommes d'accord avec la majorité qui se rangerait autour de l'Internationale. Cela signifierait notre liquidation politique et le fait que nous nous séparerions d'Amadeo dans de telles circonstances prendrait l'aspect le plus antipathique et le plus odieux.

Indications pour le travail futur. -- Je ne veux pas m'attarder beaucoup sur ce point car il demanderait beaucoup de place pour être traité convenablement.

Je me contenterai de quelques indications. Le futur travail du Parti devra être rénové sur deux points : l'organisation et la conception politique.

Dans le domaine de l'organisation, je pense nécessaire de valoriser le C.C. et le faire travailler davantage, dans la

mesure où c'est possible étant donné la situation. Je pense qu'il faut mieux établir les rapports qui doivent intervenir entre les différents organismes de parti, en définissant avec plus de précision

et de rigueur la division du travail et l'attribution des responsabilités. Deux organismes et deux activités nouvelles doivent être créés : d'abord une *commission de contrôle*, essentiellement constituée de vieux ouvriers, chargée de juger en dernière instance les questions litigieuses n'ayant pas une immédiate répercussion politique et pour lesquelles il n'y aura pas besoin de faire immédiatement appel à l'Exécutif. Cette commission devra, en outre, suivre de façon continue la situation des membres du Parti en vue des révisions périodiques. Puis, un *comité d'agitation et de propagande* qui rassemblera tout le matériel local et national nécessaire et utile pour le travail d'agitation et de propagande du Parti. Il devra étudier les situations locales, proposer des agitations, rédiger des tracts et des brochures pour orienter le travail des organismes locaux ; il faudra qu'il s'appuie sur toute une organisation nationale dont le noyau constitutif sera le quartier pour les grands centres urbains et le canton pour les campagnes; il faudra qu'il commence son travail par un recensement des membres du Parti qui seront classés aux fins de l'organisation selon leur ancienneté, selon les responsabilités qu'ils ont assumées et selon la capacité dont ils ont fait preuve, sans oublier évidemment leurs qualités morales et politiques.

Il faudra établir une répartition précise du travail entre l'Exécutif et le Bureau clandestin. Il faudra définir avec précision les responsabilités et les compétences, qui ne pourront être transgressées sans encourir de graves sanctions disciplinaires. Je pense que c'est là un des points les plus faibles de notre Parti et celui qui a le mieux montré combien le centralisme, tel qu'il a été instauré, était davantage une formalité bureaucratique accompagnée d'une banale confusion dans les responsabilités et les compétences qu'un rigoureux système d'organisation.

Dans le domaine politique, il faut établir avec le plus grand soin des thèses sur la situation italienne et sur les phases possibles de son développement ultérieur ; en 1921-1922 le Parti avait pour doctrine officielle que l'avènement d'une dictature fasciste ou militaire était impossible; c'est à grand-peine que je suis parvenu en faisant modifier radicalement les thèses 51 et 52 sur la tactique à empêcher que cette affirmation ne soit consignée par écrit dans les

thèses (1). Il me semble que l'on tombe maintenant dans une autre erreur, qui découle directement de la première. A l'époque, on n'estimait pas à sa juste valeur l'opposition sourde et latente de la bourgeoisie industrielle contre le fascisme, on ne pensait pas qu'un gouvernement social-démocrate fût possible, et on n'envisageait qu'une de ces trois solutions : dictature du prolétariat (la solution la moins probable), dictature de l'état-major pour le compte de la bourgeoisie industrielle et de la cour, dictature du fascisme; cette façon de voir a entravé notre action politique et nous a conduits à bien des erreurs. Maintenant, on ne tient à nouveau plus compte de l'opposition de la bourgeoisie industrielle qui est en train de se faire jour, et particulièrement de celle qui se dessine dans le Midi, qui est de type plus résolument territorial, et est donc révélatrice de certains aspects du problème national (2). On a tendance à penser qu'une reprise prolétarienne ne pourrait et ne devrait se produire qu'au bénéfice de notre Parti. Je crois, au contraire, qu'en cas de reprise, notre Parti serait encore minoritaire, que la majorité de la classe ouvrière irait du côté des réformistes, et que les bourgeois démocrates-libéraux auraient encore beaucoup à dire. Que la situation soit intensément révolutionnaire et que par conséquent dans un certain temps, notre Parti ait pour lui la majorité, je n'en doute pas ; mais s'il se peut que ce laps de temps ne soit pas chronologiquement long, il sera sans aucun doute dense en phases annexes qu'il nous faudra prévoir avec une relative précision afin de pouvoir manœuvrer et afin de ne pas tomber dans des erreurs qui prolongeraient les tâtonnements du prolétariat.

Je crois en outre que le Parti doit se poser pratiquement certains problèmes qui n'ont jamais été mis en avant et dont la solution a été laissée aux seuls éléments directement concernés. Ainsi le problème de la conquête du prolétariat milanais est un problème national de notre Parti (3), qui doit être résolu par tous les moyens dont le Parti dispose et non pas les seuls moyens milanais. Si nous n'avons pas avec nous, de façon stable, la majorité écrasante du prolétariat milanais, nous ne pouvons ni gagner, ni maintenir la révolution dans toute l'Italie. C'est pourquoi il est indispensable d'amener à Milan des éléments ouvriers d'autres villes, de les introduire dans les usines, d'enrichir l'organisation légale et illégale de Milan avec les meilleurs éléments de toute l'Italie. Je pense, à vue de nez, qu'il est nécessaire d'introduire dans le corps ouvrier milanais au

moins une centaine de camarades prêts à travailler à corps perdu pour le Parti. Un autre problème du même genre est celui des travailleurs de la mer, étroitement lié à celui de la flotte militaire. L'Italie vit de la mer ; ne pas s'occuper du problème des marins comme d'un problème essentiel au premier chef et qui doit être l'objet de la plus grande attention de la part du Parti, signifierait qu'on ne pense pas concrètement à la révolution. Quand je pense que, pendant longtemps, notre dirigeant politique auprès des marins a été un enfant comme le fils de Caroti, je frémis (1). Un

autre problème encore est celui des cheminots, nous l'avons toujours considéré du point de vue purement syndical alors qu'il va bien au-delà, et est un problème national et politique de premier plan. Le quatrième et le dernier de ces problèmes est celui du Midi que nous avons méconnu, comme l'avaient fait les socialistes et que nous avons cru pouvoir résoudre dans le cadre normal de notre activité politique générale. J'ai toujours été persuadé que le Midi deviendrait, le tombeau du fascisme, mais je pense qu'il risque aussi d'être le plus grand réservoir et la place d'armes d'élection de la réaction nationale et internationale, si, avant la révolution, nous n'en étudions pas de façon adéquate les problèmes, et si nous ne sommes pas préparés à tout.

Je pense vous avoir donné une idée assez claire de ma position et de ce qui la différencie de la position qui ressort du manifeste. Comme je pense que vous êtes pour l'essentiel, plutôt d'accord avec ma position, qui est celle que nous avons partagée pendant un temps assez long, j'espère que vous avez encore la possibilité de prendre une décision différente de celle que vous étiez sur le point de prendre.

Avec mes plus fraternelles salutations.

Masci.

A TERRACIN1 (2)

24 février 1924.

Mon cher Urbani,

Je vois que les choses se sont passablement compliquées dans notre groupe du fait de l'attitude d'Amadeo, chose

qui ne m'étonne pas et qui me paraît même très naturelle et logique étant donné son caractère et la position qu'il a prise. J'attends encore vos réponses, mais j'espère que désormais la situation s'est éclaircie d'elle-même. Allons-nous en tirer toutes les conséquences et agir en fonction de celles-ci? J'espère que oui ; autrement personne ne pourra empêcher que notre Parti ne tombe dans les mains des socialistes qui savent manœuvrer mieux que nous et qui ont un tempérament politiquement plus « bolchevique » que le nôtre.

A SCOCCIMARRO ET TOGLIATTI

1er mars 1924.

Mes chers amis,

La grève des banquiers, qui m'a mis dans l'impossibilité d'encaisser une traite, ne m'a pas encore permis d'acheter une machine à écrire pour notre bureau. Je ne peux donc pas faire tout le travail que je voudrais dans la situation actuelle de notre Parti car il m'est impossible de conserver un double du matériel que le prépare. C'est pourquoi je vous exposerai brièvement mon opinion sur les directives générales qu'il me paraît le plus utile et le plus opportun de donner à notre action.

Vos lettres m'ont fait un grand plaisir et m'ont réconforté (1). J'étais très pessimiste pour l'avenir de notre mouvement. Je veux dire que nous allons tout droit à la conquête de notre Parti de la part des *terzini* ; en d'autres termes, nous étions en train de préparer, de nos propres mains, l'événement précis que nous disions vouloir éviter en paroles. Mon impression était la suivante : absorbé par son travail d'organisation, le centre du Parti ne tient pas compte du fait que, pendant tout ce temps, un certain travail, une certaine propagande politique, ont malgré tout été faits. Cette propagande et cette action ont été faits par l'Internationale communiste, suivant une ligne déterminée, et il n'est pas douteux qu'ils ont créé des états d'esprit, des courants d'opinions, des attitudes qui agissent au sein de la masse et produisent une situation donnée. Il serait

puénil de le nier : la lutte pour la conquête du P.S.I. a été ces derniers temps *l'unique* action politique concrète qui nous a tenus reliés par un certain lien avec la masse, qui nous a permis de

dire que nous étions vivants. Pouvez-vous trouver une autre action à lui opposer? Peut-être l'action syndicale qui elle-même, dans tous les cas, a eu son efficacité dans la seule mesure où elle était dirigée vers la conquête du P.S. ? Le travail d'organisation, la lutte dure et tenace indispensable pour maintenir l'appareil du Parti, sont certainement de grandes choses : mais ce n'est pas sur elle qu'on peut faire le bilan d'un parti. Vivre n'est pas assez : il faut avoir une histoire, il faut bouger et se développer pour pouvoir affirmer qu'on est un organisme politique qui a sa propre base et l'avenir pour lui, tel que nous voulons que soit notre parti. Votre décision améliore énormément la situation, elle évite de nous enfermer définitivement dans un cocon : évidemment, les difficultés seront encore nombreuses, mais elles ne seront pas si inextricables que celles qui se présentaient précédemment. Nous pouvons constituer le centre d'une fraction qui a pour elle toutes probabilités de devenir le Parti tout entier.

[..] (1)

La question la plus grave pour nous est indubitablement celle de nous distinguer de la droite : mais je ne crois pas que la difficulté soit insurmontable, et je pense que c'est en grande partie une question de personnes. La distinction d'avec la gauche se fera, hélas, automatiquement, du seul fait de notre position. Je crois qu'il est indispensable de préparer une série de thèses sur la situation italienne, qui soit notre plate-forme. Ces thèses seront publiées avec la signature de camarades appartenant exclusivement à notre groupe, de manière à établir une distinction : les autres éléments qui voudront adhérer, le feront par la suite et seront contraints à cet acte d'adhésion qui politiquement aura sa signification, ou bien pour l'éviter, ils se distingueront de nous en prenant position. Il serait utile que nos thèses précèdent celles des autres. Nous signerons Palmi, Negri, Leonetti et moi et quelques autres de la majorité qui sont d'accord avec nous (par exemple, que pensent Tresso, Gennari, Montagnana, Marabini (2) ?) : Urbani je ne sais pas quelle attitude il prendra, j'espère toutefois qu'il adhérera. Il nous sera utile d'avoir Gennari et Marabini à cause de l'autorité dont ils jouissent dans des couches larges et nombreuses de la masse en raison de leur passé et de leur expérience (l'expérience, hélas, est toujours con

fondue avec l'ancienneté), même si cela semble dangereux. Il faudra en outre obtenir les signatures d'ouvriers des plus grands centres.

[...] (1)

Pour le contenu des thèses, je veux connaître votre avis, car le manque de contact direct avec la réalité des événements italiens, que je connais seulement par la lecture des quotidiens les plus importants, me porte toujours à douter de la justesse de mes conclusions. Voici en bref ce que je pense :

Nous devons peu insister sur le passé et particulièrement en ce qui concerne notre Parti. Nous ferons allusion à la confusion extrême qui s'est produite en Italie du fait du phénomène fasciste, provoqué par le manque d'unité de la nation, par la dissolution de l'État du fait de l'entrée dans la vie historique d'énormes masses populaires qui ne savaient pas comment lutter, produit de la faiblesse du développement du capitalisme qui en fait n'a pas soumis à son contrôle l'économie du pays, puisqu'il existe encore en Italie un million d'artisans et que l'écrasante majorité de l'agriculture en est au stade précapitaliste. En outre, la question des rapports entre ville et campagne se pose en Italie, pour la question méridionale, sur une base territoriale nette, provoquant la naissance de partis autonomistes ou de partis comme la démocratie Sociale (2) de type original. Cette grande confusion, nous nous en servons pour expliquer l'incertitude de nombreuses attitudes du Parti et un certain sectarisme qui avait paralysé le Parti. La situation s'est éclaircie, cela est incontestable. Le fascisme a précisé son caractère. Les élections (3) ont offert l'occasion de relativement clarifier la situation des partis. Examen des partis petits-bourgeois : Parti populaire et républicain pour l'Italie du Nord et du Centre, qui représentent des paysans et des artisans, Parti de la démocratie sociale dans le Sud, avec ses appendices de nittisme, d'amendolisme (4), etc. - signification de l'entrée dans la grande liste nationale du fascisme d'Orlando et de De Nicolà (5), potiches méridionales qui représentent une tentative du capitalisme bourgeois pour trouver une certaine unification dans le fascisme ou pour empêcher que l'unité apparaisse brisée, fût-ce un instant. Distinction entre fascisme et forces bourgeoises traditionnelles qui ne se laissent pas « occuper » : *Corriere, Stampa* (6) - les banques - l'état-major - la Confédération générale de l'industrie. Ces forces qui ont, dans la période

1921-1922, assuré la fortune du fascisme pour éviter l'écroulement de l'État, qui se sont, en d'autres termes, créé les forces de masse populaire qui leur avaient échappé en 1919-1920 avec l'irruption des masses les plus élémentaires et les plus passives dans la vie historique - ces forces

ressentent les effets de la situation internationale, sont un aspect italien de la situation internationale, qui tend vers la gauche, du fait que la bourgeoisie a reconquis la maîtrise de soi. On constate qu'il y a deux courants : l'un, celui de *La Stampa*, qui pose ouvertement la question de la collaboration avec les socialistes, et qui ne serait même pas hostile à une expérience du type Mac Donald, en Italie, sous une forme et selon des modalités compatibles avec la situation italienne, - l'autre, celui du *Corriere*, qui est plus attaché au conservatisme bourgeois et qui ferait l'alliance avec les socialistes, mais seulement après le passage de ces derniers sous bon nombre de fourches caudines. *La Stampa*, en un mot, tend à conserver l'hégémonie septentrionale-piémontaise sur l'Italie et n'est pas opposée, pourvu qu'elle atteigne son but, à ce que l'aristocratie ouvrière fasse son entrée dans le système hégémonique. Le *Corriere* a une conception plus italienne, plus unitaire, - plus commerciale et moins industrielle - de la situation, et de même qu'il a déjà appuyé Salandra et Nitti, les deux premiers chefs de gouvernement méridionaux (dire que les Siliciens sont des Méridionaux est une façon de parler), de même il appuierait Amendola, c'est-à-dire un gouvernement dans lequel la petite bourgeoisie du Sud, et non l'aristocratie ouvrière du Nord, ferait partie des forces réellement dominantes. Comment se développera la situation ? Le seul fait que le fascisme existe en tant que grande organisation armée, détermine ce développement. Les forces que j'ai décrites en arriveront-elles au coup d'État ? Je ne le crois pas. Elles n'ont pas confiance dans les réformistes et craignent qu'ils soient incapables, dans l'hypothèse d'un coup d'État, de freiner, par leur participation au gouvernement, le mouvement de masse qui se déchaînera inéluctablement. Les réformistes n'ont pas eu le courage de s'unir à ces forces qui voulaient agir durant la période septembre-octobre 1922 et qui avaient confié au général Badoglio la charge d'ouvrir le feu contre le fascisme (1). Certes, les réformistes hésitent plus encore aujourd'hui où les fascistes sont les plus forts militairement et où ils ont en main le gouvernement. Peut-être que Modigliani, en pratique, et... Rigola, en théorie,

sont les deux seuls réformistes favorables à une telle situation (1).

Cette configuration des rapports de forces politiques de notre pays nous donne l'indication de l'orientation à suivre.

1° Propagande détaillée et incessante du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, qui doit surgir de tout l'ensemble de la situation italienne et ne doit plus être une formule théorique (2).

2° Lutte contre l'aristocratie ouvrière, autrement dit contre le réformisme, pour l'alliance des couches les plus pauvres de la classe ouvrière du Nord avec les masses paysannes du Midi et des Îles. Création d'un Comité d'organisation pour le Midi qui conduise la lutte avec le maximum de vigueur. Étude des possibilités militaires d'une insurrection armée dans le Sud et dans les Îles. Étude de la possibilité de faire quelques concessions de caractère politique à ces populations en ayant recours à la formule de « République fédérative des ouvriers et des paysans » au lieu de « gouvernement ouvrier et paysan ».

3° Réorganisation du Parti : éducation politique jusqu'à saturation pour éviter les graves discussions et discordes dans les moments culminants de notre activité. Élargissement de la sphère dirigeante du Parti : création dans le Parti d'une couche obtenue par la constitution d'un Comité d'organisation et de propagande, qui fasse un inventaire des adhérents, dresse pour chacun un dossier, demande à chacun sa biographie politique, se tienne en contact avec les meilleurs, les stimule, les contrôle, les guide sans cesse par des déclarations et de fréquents rapports politiques.

4° Attention plus grande à l'émigration. Création à l'étranger d'écoles du Parti dans tout centre important, avec une direction centrale. Dans le nouveau C.C., mettre trois ou quatre émigrés comme membres effectifs et adjoints qui maintiennent à l'étranger le prestige du Parti et travaillent efficacement.

Dans les rapports internationaux, nous devons dire les choses explicitement autant que faire se peut. Nous devons affirmer notre fidélité au C.E., en expliquant que nous considérons que les décisions prises à partir du IIIe Congrès, sont les seules - y compris pour l'Italie -, capables de permettre un réel contact avec les masses dans la période de l'offensive capitaliste.

Pour le P.S.I., nous devons affirmer que notre tâche est de résoudre la question qui restera posée tant qu'il y aura

un P.S. indépendant des unitaires. Nous le résoudrons par tous les moyens, sans en exclure aucun. A ce sujet, je vais vous dire franchement ce que je pense : c'est seulement notre faiblesse en matière d'organisation, le faible contact avec les masses de notre Parti, qui nous a empêchés d'accepter les décisions du Komintern. Toutes les théories et les conceptions que nous avons imaginées n'étaient qu'un produit de notre faiblesse. Si notre Parti se renforce, comme il est nécessaire qu'il le fasse, et comme il le fera si nous savons lui imprimer une juste direction, si nous réussissons à créer un noyau central assez vaste et bien éduqué politiquement, quels dangers peut bien présenter la tactique du Komintern ? Aucun autre danger que celui-ci : qu'existent hors du Parti des groupes plus révolutionnaires que notre noyau constitutif qui, en entrant dans notre organisation, en prennent la direction : danger qui serait une chance du point de vue révolutionnaire... à moins qu'on n'ait la puérilité de croire que la révolution est garantie uniquement parce qu'à la tête du parti prolétarien se trouvent certaines personnes qui s'appellent Pierre et Paul au lieu de Jacques et Jean.

Si je vous ai écrit tout cela un peu pêle-mêle, c'est aussi parce que je ne sais pas quelles décisions ont été prises sur la manière de régler la discussion. N'y aura-t-il que des articles individuels ou bien autorisera-t-on les plates-formes communes à des groupes et fractions ? La chose est bien sur importante, mais jusqu'à un certain point. Il est évident que devant un congrès ou une conférence, ou encore devant l'Exécutif du Komintern, il faudra bien, à un certain moment, se présenter avec des plates-formes de groupe. C'est pourquoi nous devons, quant à nous, préparer immédiatement nos thèses et recueillir les adhésions, comme je le disais, par des contacts privés et limités. Les points qui ont été définis serviront de directives pour la rédaction des articles, si la discussion prend la forme d'une contribution individuelle obligatoire.

Je prierais Palmi de faire un schéma analytique des thèses, de nous le transmettre à Negri et à moi (et à d'autres si cela lui paraît opportun) pour les révisions et les adjonctions, dans le meilleur délai possible. L'économie des thèses devrait être, selon moi, la suivante

1° Une brève allusion à la situation internationale qui marque une reprise du mouvement prolétarien, pour deux raisons : a) la bourgeoisie a repris partiellement la domination des forces productives; b) la social-démocratie est

allée plus à droite et la bourgeoisie tend à se laisser partiellement représenter par elle. C'est pour cela que la bourgeoisie fait retour au libéralisme et c'est pour cela même que les forces révolutionnaires progressent, mais sans avoir avec elles la majorité des travailleurs. Mise à l'épreuve des événements, la tactique du Komintern a démontré qu'elle était adéquate pour interpréter lesdits événements et pour les guider.

2° Une partie beaucoup plus longue consacrée à l'analyse de la situation italienne d'où doit surgir le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan.

3° Questions d'organisation, en fonction de la situation et dans tous les domaines : parti, syndicat, etc., rapports internationaux, rapports avec les autres partis.

Dans leur ensemble, les thèses ne devraient pas être très longues, elles ne devraient pas contenir d'enseignements théoriques autrement que par allusions, elles devraient être exclusivement politiques et actuelles. Si des questions théoriques se présentent, elles seront traitées à part, dans des articles de revues.

Je crois avoir été assez complet, même si l'exposé est un peu désordonné : j'ai laissé de côté de nombreuses choses parce qu'elles me paraissent aller de soi.

Je vous embrasse fraternellement.

Masci.

P.-S. - Il faudrait que j'ajoute quelque chose au sujet de la question posée par Palmi à propos de mon attitude passée (1). Je me bornerai à dire que, moi aussi, c'est au Congrès de Rome que j'ai été informé des plus graves des problèmes posés par le Parti et que, pour ce qui est des autres problèmes, j'en avais eu connaissance auparavant sous une forme telle qu'elle rendait tout jugement impossible. J'ajouterai encore qu'en 1921, avant la publication du *Comunista*, je fus invité à Rome par Chiarini, qui, sans me donner beaucoup d'explications sur ce dont il s'agissait, m'invita à entrer dans l'Exécutif pour faire pièce à l'influence d'Amadeo et prendre sa place(2). Je répondis que je ne voulais pas me prêter à ce genre d'intrigues ; que si l'on voulait une direction différente, on devait poser la question politique. Chiarini, qui n'avait jamais pris position, qui jouait à Rome les *bordighiens*, tandis qu'il envoyait à Moscou des rapports contre le Parti, n'insista pas, et ne m'expliqua pas avec de plus amples détails de quoi il s'agissait. Il se contenta de

me dire que, du fait de la faiblesse d'Urbani et parce que Luigino et Bruno (1) n'avaient pas du tout participé aux travaux de l'Exécutif, la tendance d'Amadeo avait pris le dessus, ce qui allait à l'encontre de l'esprit des décisions du Komintern qui voulait donner la primauté dans le P.C.1. au groupe de Turin. Lors du IV^e Congrès j'étais rentré depuis peu de jours (peu au sens numérique et non pour parler métaphoriquement) du sanatorium, après environ six mois de séjour qui ne m'avaient guère profité, et avaient seulement empêché une aggravation du mal et une paralysie des jambes qui aurait risqué de m'immobiliser au lit pour plusieurs années. Pour ce qui était de mon état général, l'épuisement persistait, ainsi que l'impossibilité de travailler à cause des pertes de mémoire et des insomnies. Le Pingouin (2), avec le flair diplomatique qui le caractérise, me livra un véritable assaut, pour m'offrir, une fois de plus, de devenir le chef du Parti, en éliminant Amadeo, qui, disait-il, devrait être carrément exclu du Komintern s'il persévérait dans sa ligne. Je dis que je ferais mon possible pour aider l'Exécutif de l'Internationale à résoudre la question italienne, mais que je croyais absolument impossible (et encore moins par ma personne) de remplacer Amadeo sans un travail préalable d'orientation du Parti. Pour remplacer Amadeo, il fallait, en outre, disposer de plus d'un élément, car Amadeo, en fait de capacité générale et de puissance de travail, vaut effectivement au moins trois personnes, en admettant qu'on puisse ainsi remplacer un homme de sa valeur. Je marchais sur des charbons ardents et ce n'était pas là ce qui convenait le mieux à mon état de faiblesse chronique. Je m'aperçus à quel point la majorité de la délégation manquait de directive propre. Avec chacun de ses membres il suffisait qu'on fasse allusion, ne serait-ce que vaguement, à la situation, pour qu'il se déboutonne et montre qu'il était un minoritaire en puissance. C'était une chose lamentable et politiquement écœurante. Si, au lieu d'être un crétin, le Pingouin avait été pourvu d'un gramme d'intelligence politique, le Parti aurait fait une bien piètre figure parce que la majorité, au moins à travers sa délégation au Congrès, aurait fait la preuve qu'elle était un fantôme sans consistance. Le seul fait que Negri et moi parlions de ces questions avec les camarades, rendit ombrageux Amadeo, et, si je ne me trompe pas - Negri doit d'ailleurs s'en souvenir - il employa des termes très énergiques à notre adresse. Que

se serait-il passé si je n'avais « fait l'anguille » comme j'ai malheureusement dû le faire? La majorité de la délégation aurait été de mon côté, mis à part quelques éléments comme Azzario (1), et on aurait eu la crise du Parti à distance, sans avoir pu se mettre d'accord avec vous. Urbani, Bruno, Luigino, Ruggero (2), Amadeo auraient donné leur démission ; le C.C., qui n'avait pas l'habitude de travailler, se serait dissous et la minorité, encore moins préparée qu'elle ne l'a été par la suite, aurait tout juste saisi... du vent. Peut-être ai-je été trop pessimiste? C'est possible, étant donné l'état dans lequel je me trouvais. Cependant je ne le crois pas. Il était facile de prévoir que le fascisme, arrivé au pouvoir de manière inopinée, sous la contrainte des événements qui le pressaient et ne lui laissaient pas d'autre porte de sortie, déchiré entre la tendance mussolinienne - consciente de tous les dangers que présentait une guerre civile déchaînée pour satisfaire l'appétit de pouvoir de ses acolytes, prêts à faire main basse sur tout - et la tendance de la masse des partisans - qui voulait une révolution « romantique », avec pelotons d'exécution, tribunaux d'exception, etc.; un chapitre de *l'Histoire* de Michelet, en somme - aurait trouvé un certain équilibre en nous tapant dessus, en nous empêchant d'agir, ce qui aurait eu pour résultat de mettre le pouvoir entre les mains de l'état-major. Je ne faisais pas non plus preuve de pessimisme dans mes prévisions sur l'attitude des membres de l'Exécutif de l'époque. J'irai même jusqu'à dire que je n'aurais jamais cru voir ce que j'ai vu aujourd'hui : l'attitude de Luigino a été scandaleuse, Bruno, tout en ayant beaucoup d'excuses à son actif, a fait montre d'un manque de passion politique navrant. Cette tactique qui consiste à se retirer quand on ne réussit pas à faire prévaloir ses opinions personnelles est, dans un parti comme le nôtre, qui ne parvient à surmonter les diverses situations que par des miracles de dialectique politique, un véritable suicide, et quel qu'ait été mon pessimisme, je ne l'avais pas prévue. En vérité, il s'était formé un nœud que ne pouvait débrouiller que la volonté, avec à son service une puissance de travail comme celle d'Amadeo. Pour ma part, je n'avais ni la capacité ni la volonté nécessaires, et, dans l'état où je me trouvais, je ne pouvais assumer la lourde tâche de travailler à un changement de situation. Aujourd'hui, après votre lettre, je pense différemment : on peut constituer un groupe capable de travailler et de prendre des initiatives solides. Dans la mesure où ce peut être

À Togliatti, Scoccimarro, Leonetti, etc.

281

efficace, je donnerai à ce groupe toute la contribution et tout l'appui que me permettront mes forces. Il ne me sera pas possible de faire tout ce que je voudrais, parce que je traverse encore des journées d'atroce faiblesse qui me font craindre un retour de cet état comateux, de ce profond abrutissement dans lequel je me suis trouvé ces années passées, mais je m'y efforcerai quand même. J'ai confiance en vous pour notre mouvement, et je pense qu'en travaillant en commun nous réussirons à avoir la majorité du Parti de notre côté et à créer un organisme sain, robuste,

capable de se développer et de combattre, tel que la classe ouvrière le mérite, après tant de sacrifices et tant de douleurs.

Masci.

A TOGLIATTI, SCOCCIMARRO,
LEONETTI, ETC.

21 mars 1924.

Très chers,

Je n'ai pas encore reçu votre réponse à ma dernière lettre, m'indiquant, ne serait-ce qu'en gros, le travail pratique que vous avez décidé d'entreprendre. C'est pourquoi, dans cette lettre encore, je ne vais pouvoir m'occuper que de questions générales; questions dont je ne sais même pas si vous en avez déjà discuté, ni dans quel sens vous l'avez fait.

J'ai reçu, entre autres, deux lettres qui m'ont frappé et qui me semblent révélatrices d'une situation générale que nous devons considérer avec sérieux. Sraffa m'a écrit, et vous pourrez lire un passage de sa lettre, avec le commentaire qu'il inspire, dans le numéro 3 de l'O.N. et Zino Zini lui aussi, m'a écrit (1). Tous deux disent qu'ils sont encore des nôtres, mais tous deux sont extrêmement pessimistes: Sraffa s'oriente vers une position qui me semble être tout à fait la position maximaliste; Zini reste, en principe, avec les communistes, mais il dit qu'il est vieux, fatigué, qu'il n'a plus confiance en rien ni en personne, et qu'il s'est complètement consacré, en plus de ses occupations pro

fessionnelles, à mettre en forme sa pensée dans un livre, qui, si l'on en croit les allusions contenues dans sa lettre, ne sera que le reflet de cet état de passivité politique. Sraffa collaborera à la *Bassegna* (1) - et je crois même, d'après ce qu'il m'écrit, que sa collaboration sera très intéressante - pour ce qui le concerne, le problème ne me semble pas compliqué; il est resté isolé depuis les contacts qu'il avait eus avec nous à Turin, il n'a jamais travaillé parmi les ouvriers, mais c'est certainement encore un marxiste, et il suffira de garder à nouveau le contact avec lui pour le redresser et en faire un élément actif de notre Parti, auquel il pourra rendre bien des services utiles, aujourd'hui et par la suite.

Il y a, dans sa lettre, un passage qui ne sera pas publié et qui est extrêmement intéressant : à propos de la question syndicale il me demande comment il se fait que notre Parti n'ait jamais pensé à créer des syndicats du type des I.W.W. américains, qui étaient précisément adaptés à la situation d'illégalité et de répression violente exercée par l'État et par les organismes privés du capitalisme. Il m'a promis un article sur la bureaucratie syndicale dans lequel, je crois, il développera aussi ce sujet qui me semble digne de la plus grande attention. Il est certain que nous ne nous sommes pas encore posé, sur le plan pratique, la question de la création éventuelle d'un mouvement syndical clandestin, centralisé, qui oeuvre pour provoquer une situation nouvelle dans la classe ouvrière. Nos groupes, comme notre Comité syndical, ont conservé au sein de la C.G. du travail un caractère de parti, de fraction de parti, qui est nécessaire mais ne résout pas tout le problème. On ne saurait d'ailleurs davantage le résoudre en prenant modèle sur les I.W.W. qui étaient, pratiquement, l'organisation des ouvriers qu'on appelait les « migrants »; toutefois, la façon dont les I.W.W. étaient organisés peut nous donner quelques indications et définir la nature du problème (2). Après l'Exécutif de juin, j'avais déjà proposé - et, là-dessus Negri et Urbani étaient d'accord, alors que Tasca était tout à fait contre (3) - de chercher à organiser secrètement une petite conférence des représentants des plus grandes usines italiennes, soit vingt ou trente ouvriers de Turin, Milan, Gênes, Pise, Livourne, Bologne, Trieste, Brescia, Bari, Naples, Messine, qui, en tant que représentants des usines et non pas au nom d'un parti, étudieraient la situation générale, voteraient des motions sur les différents problèmes et désigneraient avant de se séparer un Comité

À Togliatti, Scoccimarro, Leonetti, etc.

283

central des usines italiennes. Il faudrait que cette conférence ait, bien entendu, une pure valeur d'agitation et de propagande : c'est notre Parti qui l'organiserait, préparerait le matériel idéologique nécessaire, et veillerait à ce que les décisions prises trouvent le maximum d'écho dans la masse. Le C.C. ainsi nommé serait un intermédiaire utile pour bien des agitations et il pourrait devenir, si nous savions le soutenir, l'embryon de la future organisation des Conseils

d'usine et des Comités d'entreprise qui deviendra l'antidote de la C.G. du travail quand la situation générale sera changée. Je pense que l'on peut entreprendre sur cette base un excellent travail de réorganisation et d'agitation. Dans la situation présente, le Parti devra systématiquement éviter d'apparaître comme l'instigateur et le dirigeant d'un tel mouvement. Le centre national et les centres locaux de l'organisation devront rester secrets. Des conférences locales sur le plan de la ville, de la province, de la région, devront suivre la conférence nationale, après que ses décisions aient été divulguées par des tracts et par notre presse. C'est de cette façon qu'on revivifiera l'action de nos groupes de Parti. Il faudra examiner la possibilité de faire payer des cotisations, réduites, pour aider le C.C. national, pour la propagande générale etc. Naturellement, reste que nous serons accusés de vouloir créer une organisation de plus. C'est pourquoi il sera indispensable : 1° d'intensifier dans le même temps la propagande pour le retour aux syndicats confédéraux; 2° d'insister sur le fait qu'il ne s'agit pas de nouveaux syndicats, mais d'un mouvement qui concerne les usines, sur le modèle des Conseils et des Comités d'entreprise.

Tel est dans ses grandes lignes mon plan, qui avait été approuvé par Negri et par Urbani mais qui est resté jusqu'à présent du domaine des intentions. Je ne le crois pas devenu anachronique aujourd'hui, au contraire. Une lettre de Losa (Turin), qui paraîtra dans le numéro 3 de l'O.N. prouve que la base, après la mainmise sur la centrale des Travailleurs de la terre est encore plus rétive à réintégrer les syndicats, car elle craint que les listes syndicales ne deviennent des listes noires. La situation, qui était déjà favorable à un mouvement syndical clandestin, lui est donc devenue encore plus favorable (1). L'important est de réussir à trouver une solution d'organisation qui s'adapte aux circonstances et donne aux masses l'impression d'un travail d'ensemble, d'une centralisation. La question me paraît d'une extrême importance, et c'est pourquoi je voudrais que vous la

discutiez en commun, dans ses moindres détails, et que vous me fassiez part de vos opinions, de vos impressions, des perspectives que vous estimez probables ou envisageables.

Voilà ce à quoi m'a fait penser la lettre de Sraffa. Celle de Zini m'a fait penser à un autre problème. Comment se fait-il que, parmi les intellectuels qui en 19-20 s'étaient rangés activement de notre côté, se soit répandue aujourd'hui une telle tendance au pessimisme et à la passivité? Il me semble que cela dépend, au moins pour une bonne part, de ce que notre Parti n'a pas de programme immédiat et qu'il se fonde sur les perspectives, très problématiques, de la situation actuelle. Nous sommes pour le gouvernement ouvrier et paysan, certes, mais qu'est-ce que cela signifie concrètement en Italie ? et aujourd'hui? Personne ne doit être capable de le dire, puisque personne ne s'est soucié de le dire. Les grandes masses, dont les intellectuels deviennent nécessairement les interprètes, n'ont pas d'orientation précise, elles ne savent pas comment l'on pourra sortir des difficultés actuelles, c'est pourquoi elles acceptent la solution du moindre effort, celle qu'apporte l'opposition constitutionnelle-réformiste. La lettre de Sraffa est claire sur ce point. Zini, lui, est un plus vieux militant, il ne croit certes pas que le fascisme puisse être supplanté par Amendola ou par Giolitti ou par Turati ou encore par Bonomi; tout bonnement, il ne croit à rien. Pour Sraffa, nous sommes dans la même situation qu'en 1915-1917, pour Zini, nous en sommes tout juste à 1915, quand la guerre à peine éclatée (sic), tout n'était que désordre et épaisses ténèbres. C'est pourquoi je pense qu'un grand travail doit être fait dans ce sens : un travail de propagande politique et un travail de recherche sur les bases économiques de la situation. Nous devons prospecter toutes les possibilités de solutions que peut présenter la situation actuelle, et nous devons arrêter des directives pour chacune des solutions envisagées. Par exemple, j'ai lu le discours d'Amendola qui me semble très important : il contient une allusion qui pourrait donner lieu à des développements. Amendola dit que les réformes constitutionnelles proposées par les fascistes posent le problème de scinder, en Italie aussi, l'activité constituante de l'activité législative normale (1). Il est probable que, dans cette réflexion, se trouve le germe des directives politiques de l'opposition au sein du futur Parlement : le Parlement, déjà discrédité et sans autorité du fait du mécanisme électoral dont il est issu, ne peut discuter des réformes constitutionnelles; ceci

ne peut être fait que par une Constituante. Faut-il penser que le mot d'ordre de la Constituante va redevenir actuel? Si c'est le cas, quelle sera sur ce point notre position? En somme, il faudra bien que la situation actuelle ait une solution politique; quelle sera, selon toute probabilité, la forme que prendra cette solution? Est-il pensable que l'on passe du fascisme à la dictature du prolétariat? Quelles sont les phases intermédiaires possibles et probables? Il faut que nous

fassions ce travail d'analyse politique, il faut le faire pour nous-mêmes, et il faut le faire pour les masses de notre Parti et pour les masses en général. Je pense que, dans la crise que traversera le pays, le parti qui aura le dessus sera celui qui aura le mieux compris cet indispensable processus de transition, et qui, par conséquent, donnera aux grandes masses l'impression qu'il est un parti sérieux. Sur ce point, nous sommes très faibles, nous sommes indubitablement plus faibles que les socialistes qui, vaille que vaille, font une certaine agitation, et qui disposent, de plus, de toute une tradition populaire pour les soutenir.

Le problème de la fusion se pose aujourd'hui dans les mêmes termes que ce problème général. Est-il possible d'envisager d'arriver à la veille de la révolution dans une situation comme celle que nous connaissons? Avec trois partis socialistes? Comment croyons-nous que pourra se liquider cette situation? Les maximalistes se fondront-ils avec les réformistes? C'est possible, mais je n'y crois guère : le maximalisme voudra rester indépendant pour exploiter la situation pour son propre compte. Alors ? ferons-nous une alliance avec les maximalistes pour arriver à créer le gouvernement des Soviets, comme les bolcheviks l'ont fait avec les socialistes-révolutionnaires de gauche? Il me semble que si cela se produit ce ne sera pas aussi favorable pour nous que ce le fut pour les bolcheviks. Il faut tenir compte de la tradition du P.S., des liens que, depuis trente ans, il a eus avec les masses; tout ceci ne saurait se résoudre à coups de mitrailleuse ni par de petites manœuvres à la veille de la révolution. C'est un grand problème historique, qui peut être résolu si, dès aujourd'hui, nous en réalisons toute l'ampleur et si, dès aujourd'hui, nous ne commençons de le résoudre. Je crois que si nous constituons solidement notre groupe, si nous entreprenons une tâche politique et un effort d'organisation qui nous mette en mesure de sauvegarder la compacité de l'actuelle majorité de notre Parti pour encadrer les gauchistes irréductibles et les droitiers liquidateurs, il nous est possible d'accepter et

de développer automatiquement la tactique du Komintern pour la conquête de la majorité du P.S. C'est là une idée limite; c'est une orientation, ce n'est certes pas une chose qui se puisse réaliser pratiquement. Il s'agit de conquérir l'influence sur la majorité de la masse aujourd'hui influencée par le P.S., il s'agit d'obtenir que, s'il y a une reprise révolutionnaire de la classe ouvrière, elle s'organise autour du P.C. et non autour du P.S. Comment arriver à ce résultat? Il faut harceler le P.S. jusqu'à ce que sa majorité se décide, soit à nous rejoindre, soit à aller avec les réformistes. C'est tout un processus que nous devons guider et qui doit nous apporter le maximum de bénéfices positifs, ce n'est pas un fait mécanique. C'est pourquoi je pense que nos dernières positions sont très dangereuses : nous retombons dans la situation que nous avons connue entre le IV^e Congrès et le mois de juin. L'incident de la circulaire est très révélateur (1); des circulaires de cette sorte ne doivent s'envoyer qu'à de rares camarades dans lesquels on a la plus grande confiance et non à des organisations en tant que telles : aux organisations, dans la situation actuelle, on envoie des circulaires « politiques », « diplomatiques ».

Le procès de Rome ne vous a-t-il donc rien appris (2) ? et n'avez-vous pas pensé que dans plusieurs centres ce sont les *terzini* qui sont devenus les véritables dirigeants de notre mouvement? Et n'avez-vous pas pensé que Vella et Nenni peuvent avoir essayé d'introduire des hommes à eux dans les rangs des *terzini* sortis du P.S.? Pour ma part, j'en suis persuadé, J'en suis même sûr. Nenni a été au Parti républicain où l'on a une certaine expérience des intrigues, et, par ailleurs, il a appris pour son compte, les méthodes d'organisation du Komintern. En 21-22, j'ai visité beaucoup de nos organisations; à Côme par exemple, qui est au centre d'une région assez industrielle, nous ne possédions pas le moindre élément d'organisation, la fédération devait être administrée à Sondrio. A Côme, du fait des positions prises par Roneoroni à Livourne, la masse communiste était restée fidèle du P.S., ensuite elle est passée dans les rangs des *terzini* (3). Je mettrais ma main au feu qu'à Côme, par exemple, notre Parti est entre les mains des *terzini*, des hommes de Momigliano (4). J'ai d'ailleurs une preuve que cela se produit. On a réorganisé la section de Tortona, à qui donc a été confiée la charge de cette réorganisation? à un *terzino*, qu'on croyait communiste, et qui ne jouit d'aucune sympathie dans la masse. C'est du moins ce que m'a écrit un ami bien informé. Le

A Togliatti

287

terzino a eu recours à un communiste pour la réorganisation effective, mais ce fait prouve : 1) que le Parti a un appareil d'organisation très défectueux; 2) qu'il est possible qu'entrent au Parti des agents socialistes qui provoquent des fuites de documents.

J'espère que le courrier m'apportera une missive de vous à laquelle je répondrai tout de suite.

Salutations affectueuses,
Masci.

Si -vous en avez la possibilité, envoyez-moi aussi une copie de la présente et envoyez-en une copie à Urbani. Dans le nouvel appartement où je suis on ne peut pas longtemps taper à la machine, ce qui complique bien des choses.

À TOGLIATTI

Communiquer à Negri, etc.
Au camarade Ercoli.
(Copie envoyée à Urbani.)

Vienne, 27 mars 1924.

Très cher,

Je réponds avant tout aux questions d'actualité que tu poses dans ta dernière lettre (1) :

A propos des thèses. -- Je suis d'accord avec toi et avec Alfonso. Il me semble que Negri et Silvia (2) posent un problème purement formel. En réalité, il y a déjà fraction lorsque deux ou trois camarades seulement s'entendent préalablement pour mettre sur pied une plate-forme commune qui concerne l'entière activité du Parti. Puisqu'il en est ainsi, il faut, à tout point de vue, faire en sorte que la constitution de la fraction se fasse de la façon la plus avantageuse et provoque le minimum de crise dans l'ensemble de l'organisme. Voilà qui me paraît particulièrement indispensable dans notre situation. Aborder la discussion générale en tant que groupe déjà important, où se retrouvent des représentants des principales organisations, et auquel, dans la mesure du possible, participe la majorité de l'actuel C.C., est un fait politique de premier ordre, qui a des répercussions sur toute la masse : c'est déjà

un commencement d'organisation. Je vais jusqu'à penser que, s'il nous était possible d'avoir avec nous la majorité du C.C. (je ne connais pas exactement l'opinion de chacun des membres), il serait opportun de le convoquer et de présenter les thèses comme étant les siennes. A mon avis l'influence d'un fait comme celui-ci sur le Parti et même sur le Komintern serait immense : en soi, ce serait un commencement de solution. Je ne réussis pas à imaginer quelles sont les raisons valables que Negri et Sylvia peuvent opposer à une telle suggestion, puisque le Parti, en décidant que la discussion pourrait avoir lieu, n'a pas décidé qu'elle ne devrait être faite que de prises de position individuelles. Tout se ramène à une question de chiffres : qu'est-ce qui est préférable, cinq ou cinquante ? Y a-t-il fraction avec cinquante et non avec cinq ? C'est absurde, c'est tout bonnement absurde !

Puisque vous avez toutefois décidé d'entreprendre auprès des camarades le travail de persuasion nécessaire pour recueillir leurs signatures au moins dans un deuxième temps, la situation ne me paraît pas compromise, ni la question résolue : je soutiens encore mon point de vue, et puisque nous sommes trois contre deux, « démocratiquement », c'est notre opinion qui devrait triompher.

Ottavio (1). - J'ai avancé son nom comme j'aurais pu avancer celui de beaucoup d'autres, dont je n'ai pu depuis un moment suivre les prises de position. Ce que tu dis ne me surprend pas, cela me semble normal, étant donné ce que le sais de sa ligne passée. L'essentiel n'est pas qu'il s'agisse de lui, mais bien de savoir quelle sera notre attitude envers la minorité. Quand j'ai avancé le nom d'Ottavio, je me souvenais que Negri, ou Urbani, en me précisant les positions des différents camarades sur lesquels je demandais des renseignements, m'avait dit à son sujet : « Ottavio est du côté de la minorité, mais il dit qu'il voudrait que la majorité actuelle continuât à diriger le Parti, en faisant sien le programme de la minorité sur les points qui la différencient. » Cette position d'Ottavio m'a semblé très significative pour comprendre quelles étaient, en général, la force et la composition de la minorité, et c'est pourquoi j'ai suggéré son nom. Il peut être changé, comme, en général, tous les noms que je peux suggérer, qui doivent être pris à titre d'indication et non à titre impératif : j'ignore en effet, pour beaucoup de ces camarades, quelles modifications ont pu subir leur ligne et leurs positions initiales.

Amadeo. - La question que tu me poses est très difficile : je me suis souvent demandé ce qu'on pouvait faire à son égard et je n'ai pas été capable de trouver une réponse. Avec lui, en effet, il nous faudra discuter toute une série de questions de principes et de problèmes d'organisation, sur lesquels je le sais très ferme et inébranlable. Avec la minorité, il n'y a en général pas de questions

de principes qui nous divisent : la minorité peut être absorbée par nous dans sa masse, y compris les résidus des liquidateurs qui s'étaient retranchés dans ces positions pour mieux mener leur action. Avec Amadeo, le problème est très différent et beaucoup plus ardu. Je suis persuadé qu'il est inébranlable, je vais même jusqu'à être convaincu qu'il n'hésiterait pas à se détacher du Parti et de l'Internationale plutôt que d'accepter un travail de responsabilité qui aille contre ses opinions. S'il n'en avait pas été ainsi, si je n'avais toujours eu cette conviction profonde, J'aurais depuis longtemps, depuis 21, pris une autre attitude. Je n'ai pas encore lu, dans *Prometeo*, l'article de Grieco où se trouve mon « portrait », j'ai cependant lu en mars 1923, après les arrestations, un article du *Lavoratore* que je pense être du même Grieco et qui contenait à mon égard des appréciations complètement erronées (1).

Mes positions, qui dans cet article étaient définies par rapport à la personnalité d'Amadeo, n'étaient pas autonomes et découlaient toujours de la préoccupation de ce qu'Amadeo aurait fait si j'étais passé à l'opposition : il se serait retiré, il aurait provoqué une crise, il ne se serait jamais résigné à en arriver à un compromis; quant à la tentative de Chiarini dont je t'ai parlé par ailleurs (2), elle prouvait que si j'étais entré dans l'opposition, l'Internationale m'aurait appuyé, mais avec quels résultats, à ce moment-là, alors que le Parti s'organisait avec difficulté, en pleine guerre civile, pris pour cible par *l'Avanti !* qui exploitait notre moindre dissension pour nous démolir ? Aujourd'hui rien n'est changé quant à ce que je crois être la position d'Amadeo. Je pense moi aussi que le Parti ne peut pas se passer de sa collaboration, mais que faire? Lui écrire une lettre me semble trop peu : le ne saurais d'ailleurs même pas quoi lui écrire, tant la chose me semble conventionnelle. Dans l'ensemble, je pense qu'une polémique avec lui serait utile, pour nous, pour lui, pour le Parti. L'important est qu'on s'en tienne à la ligne politique de principe, et qu'on n'en sorte pas, ce qui me semble risquer d'arriver inmanquablement. Il y a encore une chose qui me paraît

importante : c'est de ne pas s'hypnotiser sur la question d'Amadeo, et de ne pas penser que nous ne pouvons plus rien faire s'il est dans l'opposition.

C'est précisément son caractère lui-même, inflexible et entêté jusqu'à l'absurde, qui nous oblige à envisager l'éventualité de construire le Parti et son centre sans lui, voire contre lui. Je pense que sur les questions de principes nous ne devons plus faire de compromis comme nous en avons faits par le passé : mieux vaut la polémique claire, loyale, poussée jusqu'au bout, qui profite au Parti et le prépare à toute éventualité. Naturellement, la question est encore en suspens; tel est mon avis, pour le moment. Ce que tu écris est juste, mais que faire pratiquement? Tu peux toi-même, si tu veux, écrire la lettre, même en mon nom si cela te semble utile, mais à mon avis, il ne faut pas se faire trop d'illusions, et il faut aussi envisager l'hypothèse la plus pessimiste pour être prêts à toute éventualité.

Je crois également qu'il serait bon d'avertir Amadeo de l'allusion à son égard contenue dans un des derniers rapports de H.D. à Z. (exactement à propos de l'entrevue avec Ruggero) (1). À travers ce rapport on va se faire une opinion complètement fautive, et d'Amadeo et de la situation, une opinion qui sera même au désavantage du Parti, H. D écrit qu'on « peut le croire un état d'âme d'Amadeo ». Je pense qu'Amadeo est complètement innocent de tout ça.

Je le connais assez pour être certain qu'il n'a jamais pensé de soi de pareilles sornettes. Au contraire.

Ordine Nuovo. - Je voudrais ton avis sur les deux premiers numéros. L'isolement dans lequel je me suis trouvé si longtemps, et dans lequel je me trouve encore, a beaucoup émoussé mon sens de l'autocritique. Parfois il me semble que je fais une chose complètement artificielle, détachée de la vie. En outre, il faut absolument s'occuper sérieusement d'organiser la collaboration, autrement *l'O.N.* dégénérera inévitablement. Il ne faut pas oublier que c'est une revue bimensuelle et non hebdomadaire et qu'elle n'est pas liée à un mouvement déterminé comme c'était le cas en 19-20 au moment des Conseils d'usine. Voilà qui précise le caractère qu'elle doit prendre maintenant. Ce nouveau caractère devrait se refléter jusque dans la mise en pages. Je pense qu'il va falloir faire suivre l'article de fond par une abondante revue politique de la quinzaine qui pourrait même occuper toute la troisième page, et dans laquelle les événements italiens sous tous leurs aspects

seraient commentés, dans la perspective de notre programme immédiat de gouvernement ouvrier et paysan et d'après notre doctrine générale.

Je pense que tu devrais assumer la charge de cette rubrique, qui devrait être tenue à jour jusqu'au moment où le périodique est mis sous presse. Tu peux faire cela très bien, si tu y consens et si tu en as le temps. Le programme spécifique de la revue devrait encore, selon moi, concerner l'usine et l'organisation d'usine. On pourrait, si vous êtes d'accord, développer, idéologiquement et pratiquement, le programme que j'ai évoqué dans ma dernière lettre. J'ai un peu l'impression de planer dans les airs : J'ai toujours peur d'être coupé de la réalité effective, et de bâtir des châteaux en Espagne. C'est pourquoi je serais content que vous m'exposiez toujours votre jugement analytique sur mes propositions et sur mes opinions, que je vous communique, non comme des directives, mais comme des suggestions, et qui attendent toujours une confirmation circonstanciée de votre part pour que je les prenne moi-même au sérieux et que je les développe dans toutes leurs conséquences et sous tous leurs aspects. Nous devrions essayer de reconstituer entre nous une ambiance comme celle de 1920, avec les moyens dont nous pouvons disposer : à cette époque, aucune initiative n'était prise sans avoir été mise à l'épreuve de la réalité, sans que nous ayons auparavant sondé, à son sujet, par de multiples moyens, l'opinion des ouvriers. C'est pourquoi nos initiatives remportaient presque toujours un succès immédiat et général et apparaissaient comme l'interprétation d'un besoin profondément ressenti et largement partagé, jamais comme la froide application d'un schéma intellectuel. Je suis habitué à travailler ainsi; d'avoir été hors d'Italie pendant si longtemps m'a empêché de m'habituer à la nouvelle ambiance, aux nouvelles méthodes de travail, ne m'a pas permis d'acquérir les autres moyens de communiquer avec les masses et de prendre leur température que vous avez pu acquérir. Je ressens fortement cette faiblesse qui parfois me démoralise.

Il Seme. - Avant de conclure, je veux aborder une nouvelle proposition que le voudrais faire et qui, pour le moment du moins, ne servira, comme d'ailleurs les autres, qu'à la préparation de notre futur mouvement. J'ai pensé que notre Parti devrait faire renaître pour son compte le vieux petit journal du P.S.I. *Il Seme*, soit sous la forme

bimensuelle, soit sous la forme mensuelle. Il devrait être fait comme l'ancien, avec un contenu modernisé, mais du même type. Il ne devrait pas coûter plus d'un sou, de façon à pouvoir être diffusé parmi les paysans les plus pauvres, avoir beaucoup d'illustrations simples, beaucoup de petits articles, etc. Il devrait s'appliquer à populariser le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, à reprendre un peu la campagne anticléricale qui me paraît nécessaire car je pense que quatre ans de réaction doivent avoir à nouveau jeté les masses paysannes dans le mysticisme superstitieux, et à servir notre propagande générale. Je ne sais pas comment les socialistes n'ont pas encore pensé à reprendre ce petit journal qui avait une diffusion immense et qui a fait gagner de nombreuses voix dans le passé. C'est pourquoi je ne crois pas que l'on doive en parler publiquement, avant d'être à la veille de la publication, sinon les socialistes sont capables de saisir cette idée au vol et de la réaliser (1). Dès aujourd'hui, par contre, il faudrait entamer une espèce d'inventaire de nos forces d'organisation et de nos forces intellectuelles pour être en mesure de les utiliser au moment opportun. C'est là un travail qui n'a jamais été fait, à notre grand dommage. Je pense qu'il existe dans le Parti davantage de capacités que nous ne le pensons et il serait bon de les mettre en branle, de les forcer au travail, de les stimuler sans cesse. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut amplifier et renforcer le mouvement.

Salutations fraternelles.

Sardi.

À TERRACINI

Vienne, 27 mars 1924.

Très cher,

Je t'envoie chaque semaine au moins un petit mot pour ne pas en perdre l'habitude et parce que j'ai toujours soit quelque chose à répondre à une de tes questions soit quelque chose à te demander. Si, à la date du 20, tu n'as rien reçu, c'est qu'une lettre s'est perdue.

C'est Palmi qui doit rédiger les thèses (2), comme convenu, et il te les enverra immédiatement : par sa dernière lettre

tu dois avoir déjà appris comment les camarades de Rome ont décidé d'envisager la discussion, je te joins ma réponse à cette lettre.

Je verrai dans quelques jours Ridel (1), qui se trouve ici, et je lui demanderai des explications sur ce qu'il affirme à propos de la « section militaire ». Je me souviens que l'on a parlé de cette affaire, mais qu'on n'en a rien fait. Il n'y a jamais eu à Turin de réunion entre Samorè, Chiarini, Pieraccini, Ridel (2) ; Pieraccini n'est jamais venu à Turin, Samorè se méfiait de Chiarini, qui s'était présenté à nous, aux environs du mois d'octobre 1919, comme un étudiant sans parti, rien que pour voir comment le cercle étudiantin était organisé à Turin, et qui avait l'air de ne pas comprendre grand-chose aux questions générales. Pieraccini, en juillet 1920, quand je me rendis à Florence pour assister à la conférence des abstentionnistes, me mit en garde contre Chiarini, qu'il considérait carrément comme un espion et dont il me dit que les étudiants socialistes le tenaient à l'écart. Ridel se réfère, de toute évidence, aux conversations qu'il a eues, et qui, dans son intention, auraient peut-être dû avoir pour résultat la constitution d'un comité. Peux-tu me faire savoir si, il y a quelque temps, tu as reçu une longue lettre de moi à propos de Chiarini, où je t'écrivais tout ce que je savais à propos de ce joli monsieur : à ta façon de parler il semblerait qu'elle ne te soit pas parvenue.

A propos du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan, j'estime que le matériel qui est connu jusqu'à présent et la direction indiquée par le Komintern correspondent, dans leurs lignes générales, à la situation, et sont à approuver en bloc. Il me semble que la question doive se poser précisément dans les termes suivants : « Les divers partis ont-ils su, dans les différents pays, et selon leurs conditions particulières, appliquer concrètement cette ligne ? » A cette question on peut répondre : NON. Dans aucun pays n'a été menée une campagne systématique et conséquente sur ce mot d'ordre, et c'est en cela que me paraît résider la faiblesse du mouvement. Prenons par exemple l'Allemagne, qui a pourtant été le champ de manœuvre le plus disponible, et le plus adapté au but poursuivi. Les propositions de front unique faites aux dirigeants des partis opportunistes ne se sont point accompagnées de toute cette action systématique qui, chaque jour, en toute occasion, aurait dû être menée parmi les grandes masses. Des articles théoriques en faveur du front

unique en général, du gouvernement ouvrier et paysan en général, ont été écrits, mais ces mots d'ordre n'ont jamais été liés aux situations qui se succédaient rapidement. C'est là, me semble-t-il, un défaut général de tous nos partis, et il faudrait en rechercher les causes pour les combattre. Une de ces causes est indubitablement la façon dont est compris le soi-disant centralisme du Komintern : jusqu'à présent on n'a pas réussi à obtenir qu'existent des partis capables d'une politique qui soit autonome, créatrice, et automatiquement centralisée, tout en étant conforme aux plans généraux d'action ébauchés dans les congrès. C'est pourquoi je crois difficile de changer la situation actuelle en établissant des tactiques obligatoires, parce que cela s'est démontré tout à fait infructueux. L'Italie en est un exemple. C'est un problème très difficile, il est lié, en dernière analyse, au développement de la situation générale, qui est très lent et tortueux; il me semble qu'en attendant on n'ait pas à mener une action très différente de celle qu'on a menée jusqu'à présent. Quelle attitude devons-nous prendre sur le plan politique? C'est là un autre problème. Et il est très embrouillé. Je pense que notre attitude doit dépendre de la plus ou moins grande solidité de notre Parti. Si, d'ici au Ve Congrès (1), notre Parti est guéri de sa crise, s'il a un noyau constitutif et un centre qui, grâce à sa propre action et non parce qu'il se pare de reflets internationaux, jouit de la confiance des masses italiennes, nous pourrions adopter une position indépendante et même nous offrir le luxe de critiquer. Actuellement, il me semble qu'il nous convienne de *louvoyer* pour quelque temps encore afin de ne pas accroître la confusion et la crise de confiance et de prestige qui existent déjà sur une vaste échelle.

Je ne connais pas les thèses bulgares, et ne peux faire la comparaison que tu suggères (2) ; en général le dispose de peu de documents. Je ne sais si les thèses allemandes et les thèses bulgares sont des thèses internationales ou si elles ne concernent que leurs pays respectifs. En Bulgarie, en effet, étant donné la force que garde le parti des paysans, il me semble difficile de pouvoir se passer de l'affirmation que le gouvernement ouvrier et paysan est une « étape » indispensable pour la dictature. En Allemagne, au contraire, il me semble que le mot d'ordre immédiat ait été celui de dictature : je ne peux juger si c'est normal et autorisé par la situation, j'en doute. Maslow me semble avoir raison quand il n'exclut pas la possibilité d'en revenir encore à la

lettre ouverte (1). Mais, je le répète, j'ai peu d'éléments pour me prononcer. La situation allemande me semble encore peu claire, tant dans le Parti que dans le pays. Évidemment, il faut appuyer la gauche qui représente le véritable mouvement des masses révolutionnaires: la gauche a-t-elle cependant trouvé son exacte expression politique et idéologique auprès des chefs actuels? Il me semble que ce soit là tout le problème : et il pourrait donner lieu à des crises aiguës et

profondes, comme le Parti n'en a pas encore connues; il pourrait même amener le Parti au bord de la catastrophe. Rien n'est plus dangereux qu'un changement radical de chefs à la veille (voire à la veille présumée) de la révolution. L'allusion que tu fais à la question posée par Kuusinen à Serrati (2) semble prouver qu'on se méfie de la gauche, qu'on l'entoure d'un cordon sanitaire : comment l'expliques-tu? Qu'y a-t-il donc de vrai dans ce bouleversement survenu dans la centrale allemande? S'agit-il d'une manœuvre, ou bien est-ce un état d'urgence qu'on essaie de soigner par l'homéopathie ?

Je te serais reconnaissant si tu pouvais me renseigner sur l'état actuel de l'affaire Trotski-Zinoviev. Elle aura, je pense, des échos au Ve Congrès, et il est possible qu'il faille prendre position à son sujet. A ce propos, comment s'est passée la discussion avec les partis polonais, français et bulgare? C'est une question qui me paraît extrêmement intéressante et lourde d'imprévus.

Il y a toute une série de problèmes qui se dessinent tant sur les principes que sur l'organisation et qui devront être résolus tôt ou tard, car ils se poseront inéluctablement. Je voudrais des précisions sur ce point, ainsi que ton avis. De toute façon je me renforce toujours davantage dans la conviction suivante : nous autres, dans notre pays, nous devons travailler à construire un Parti fort, bien outillé, et capable de résister sur le plan politique comme sur celui de l'organisation, doté d'un bagage d'idées générales bien claires et bien ancrées dans les consciences individuelles, de façon à rendre impossible la désagrégation au moindre choc avec des problèmes du genre de ceux qui se posent aujourd'hui et qui surgiront chaque jour plus nombreux et plus dangereux au cours du développement de la situation et du renforcement objectif du mouvement révolutionnaire. Il serait peut-être opportun que, sur ces problèmes, nous puissions nous entretenir longuement entre nous afin d'être, au cas où ils se poseraient, en mesure de les résoudre au fur et à mesure, dans une communauté

d'esprit et en étant certains d'avoir l'appui du groupe tout entier. C'est certainement là une des grandes forces des camarades russes, alors que le manque d'entente est, au contraire, une des faiblesses des autres partis, qui courent le risque continuuel de se désagréger jusque dans la partie la plus solide de leurs noyaux constitutifs.

Salutations cordiales,

Masci.

A TOGLIATTI, SCOCCIMARRO, ETC.

(Copie à Urbani.)

Vienne, 5 avril 1924.

Mes chers amis,

J'ai reçu la communication de la camarade Silvia (1). Je vous avoue pourtant qu'elle m'a fortement embarrassé : la situation est encore complètement embrouillée et je ne parviens pas à comprendre ce que vous désirez exactement que je fasse. Quel est l'ordre du jour de la réunion du C.C.? A quel problème précis ou à quel point de la discussion devrait se référer la motion que j'aurais à écrire? J'ai pensé adresser une lettre ouverte au C.G. pour faire une déclaration personnelle, mais j'y ai renoncé à la pensée que je risquerais d'une façon ou d'une autre de m'éloigner de vous et de permettre ainsi à certains d'exploiter la situation. On peut considérer l'article que j'ai écrit dans le deuxième numéro de l'*O.N.* comme représentant ma déclaration à cette réunion et comme une mise au point sur ma position (2). Si besoin est, je vous prie de faire à ce propos une déclaration en mon nom.

Notre travail manque encore trop de cohérence. En réalité je ne sais pas encore exactement ce que vous voulez concrètement : acceptez-vous toutes mes propositions en bloc? mais alors n'y a-t-il aucun point de détail, qui peut pourtant être d'une importance essentielle, où il puisse y avoir désaccord? comment peut-on, dans ces conditions, rédiger une motion? Vous connaissez, je crois, assez bien mon point de vue; moi, je ne connais le vôtre qu'approximativement : puisque nous voulons faire un travail d'ensemble et structuré, si quelqu'un peut faire une

motion, c'est parmi vous, qui pouvez discuter et vous concerter, que se trouve ce quelqu'un.

En règle générale, si on discute à la réunion des problèmes de tactique et d'orientation du Parti, comme vous le dites, je crois qu'il faut nettement et sans hésitation prendre position : la position que j'ai indiquée si vous êtes complètement d'accord. Je crois qu'il suffit alors d'une petite motion qui viendrait en conclusion d'un discours de Palmi, par exemple, dans lequel serait fait l'exposé de notre attitude du congrès de Rome à aujourd'hui. A Rome, nous avons accepté les thèses d'Amadeo parce qu'elles étaient présentées comme une opinion pour le IVe Congrès et non comme une orientation de l'action du Parti (1). Nous pensions ainsi garder le Parti uni autour de son noyau fondamental, nous pensions qu'on pouvait faire cette concession à Amadeo, vu le rôle de première grandeur qu'il avait eu dans l'organisation du Parti : nous ne regrettons pas cette décision; politiquement, il aurait été impossible de diriger le Parti sans l'active participation au travail central d'Amadeo et de son groupe. Les événements qui se sont déroulés ultérieurement ont modifié la situation : nous nous trouvons devant une vague nouvelle qui déferle aussi en Italie. A l'époque nous nous retirions et il fallait faire en sorte que la retraite s'opérât dans l'ordre, sans nouvelles crises ni nouvelles menaces de scission au sein de notre mouvement, en évitant d'ajouter de nouveaux ferments de désagrégation à ceux que la défaite semait d'elle-même dans le mouvement révolutionnaire. Aujourd'hui, il faut jeter les bases d'un grand parti de masse et il faut éclaircir à fond ses propres positions théoriques et pratiques. Nous nous sommes trouvés partiellement en désaccord avec le Komintern, moins dans l'appréciation de la situation italienne en général que dans celle des conséquences que les mesures proposées auraient eu à l'intérieur de notre Parti, dont nous connaissions les faiblesses ainsi que la fragilité de sa constitution; nous avons été un peu sectaires, comme cela arrive quand le mouvement se restreint, disons aussi par opposition à l'optimisme excessif de la période précédente. En règle générale, nous avons toujours été d'accord avec le Komintern. Mais nos attitudes ont eu des conséquences qui nous ont fait réfléchir. Cependant que nous constatons que s'est opérée dans la minorité une clarification qui nous a aidés à définir notre orientation. Dans la minorité, on distingue maintenant deux tendances : l'une d'elles a

montré son véritable caractère liquidateur, prévu par nous et qui nous avait effarés; avec cette aile-là nous ne pourrions jamais avoir rien de commun : nous lutterons contre elle (1). L'autre tendance représentée par le camarade Tasca, a modifié ses positions, en acceptant pratiquement nombre de nos points de vue. Avec elle, ou plutôt avec la politique qu'elle dit représenter, il est possible de travailler avec profit. Quant à la gauche, il faudra encore de nombreuses discussions pour voir exactement tout ce qui nous distingue d'elle. Nous devons toutefois blâmer l'attitude d'Amadeo qui a nui au Parti.

Nous nous différencions de la gauche sur quelques principes d'organisation qu'il faudra approfondir pour voir jusqu'où ils peuvent s'étendre. Avec l'attitude prise par Amadeo, on nie le Parti mondial, pratiquement, je veux dire qu'on le nie dans la seule possibilité qu'il a de se concrétiser dans la situation actuelle. Dans le domaine international, on entrave le développement du Parti et on va droit à la passivité politique. Nous, malgré cela, nous continuons à penser qu'il faut qu'Amadeo collabore au travail du Parti. Nous pensons qu'un homme comme lui ne peut pas devenir un simple militant de base (2). Dans la pratique, cela signifierait un perpétuel état de malaise dans la masse du Parti, l'existence perpétuelle d'une fraction non organisée car à chaque instant, devant chaque difficulté, tous les camarades se poseraient la question : « Qu'en pense Amadeo ? Si c'était lui, les choses iraient peut-être mieux. » Affirmer qu'un *leader* peut rester dans le rang comme militant de base, c'est affirmer un non-sens tant sur le plan théorique que sur le plan pratique. Il suffirait qu'Amadeo insiste sur ce point pour que nous ne puissions plus l'aider en rien mais qu'il faille prévoir la nécessité de lutter contre lui pour empêcher que le marasme ne s'installe dans le Parti. Il faudra être clairs sur ces points et francs jusqu'à la brutalité. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra tirer le Parti des difficultés où il se débat et lui donner une orientation. Vous pouvez, si vous êtes d'accord, dire que mon article de l'*O.N.* représente en gros notre orientation et que nos affirmations à venir seront dans la suite logique des grandes lignes définies dans article :

1° Volonté de mettre fin à la crise en liquidant toute activité fractionnelle;

2° Travailler pratiquement en accord avec le Comité exécutif de l'Internationale, dont nous acceptons en bloc

À *Pietro Tresso*

299

les décisions (ce qui signifie que nous n'excluons pas qu'elles puissent être améliorées partiellement);

3° Impulsion au Parti afin de le mettre en mesure d'affronter les lourdes tâches qui l'attendent. Sur ces éléments, si vous êtes d'accord, vous pouvez faire vous-mêmes une brève motion, à laquelle vous apposerez également ma signature en précisant que le point de vue qu'elle représente est aussi et entièrement le mien.

Salutations cordiales,

Sardi.

J'ai reçu la lettre de Negri qui me persuade plus encore qu'il y a trop de manque de lien entre vous. Ses remarques me paraissent devoir être prises en considération, au moins pour ce qui concerne notre groupe et son organisation, pour cette raison aussi qu'on a désormais perdu beaucoup de temps. Pour la minorité, je ne suis pas d'accord avec lui : je crois absolument indispensable, vital, de chercher à arracher Tasca à la minorité, de scinder la minorité, au prix de n'importe quelle concession formelle. Vous ne vous fiez pas aux affirmations verbales de Tasca: raison de plus pour le détacher des autres. Salutations.

A PIETRO TRESSO (1)

Vienne, avril 1924.

Mon cher Lanzi,

J'ai eu ta lettre du 11 et bien que je pense avoir répondu avec la lettre que tu dois avoir reçue maintenant à de nombreux points que tu mentionnes, je crois toutefois opportun de m'expliquer mieux sur certains d'entre eux.

Je ne pose pas du tout le problème d'un plus grand danger à gauche qu'à droite. Pour nous, dans la situation actuelle, la question concrète est de se différencier de la gauche, voilà tout. Les faits s'expriment-ils oui ou non dans ces termes? Voilà la question à laquelle il faut répondre et, une fois qu'on y a répondu, il faut tirer toutes les conséquences logiques qui découlent de la réponse. Tu n'as pas voulu signer le manifeste des gauches. Mais qu'est-ce que c'était que ce manifeste? C'était le *seul*

terrain sur lequel Amadeo considérait comme possible de poursuivre dans la collaboration avec ce que j'appellerai notre tendance générale. Tu n'as pas voulu signer le manifeste comme je l'ai fait moi-même; pourquoi? Parce que tu as considéré que ce *seul* terrain était plutôt un traquenard. Mais alors qu'as-tu l'intention de faire? Quelles suggestions avances-tu? Des phrases générales: le danger est plus grand à droite qu'à gauche, etc. Cette dernière assertion peut même devenir vraie à plus longue échéance, avec les développements ultérieurs de notre situation. Mais aujourd'hui, dans l'immédiat, il faut expliquer aux masses du Parti pourquoi il s'est produit une rupture dans la majorité. Cette explication, tu ne peux pas la fournir en attaquant seulement la droite, ce qui serait puéril et aurait l'air d'un repli astucieusement ridicule. Cette explication tu ne peux la donner qu'en te livrant à une polémique contre Amadeo: il n'y a pas d'autre issue, on ne peut échapper à cette nécessité autrement qu'en se repliant dans l'ombre et en laissant les autres retirer les marrons du feu. A l'intérieur de quelles limites cette polémique devra-t-elle être maintenue? Sur quels points sommes-nous, dans notre groupe, parfaitement d'accord, et sur quels points, au contraire, ne le sommes-nous pas? Les points sur lesquels nous sommes d'accord sont-ils essentiels ou secondaires? offrent-ils le terrain propre à un regroupement permanent et susceptible de développement ou bien non? Voilà les questions concrètes que nous devons nous poser et à la solution desquelles tu ne contribueras guère si tu continues à n'exprimer que des doutes, des craintes, à voir des dangers, à lancer des affirmations générales.

Je ne sais pas de quelle affirmation que tu me prêtes tu as tiré la conséquence que je veux assimiler à droite et exclure à gauche. C'est pure fantaisie de ta part. Pour moi, le problème se présente de la manière suivante: à droite, nous ne pourrions jamais exclure les éléments anticomunistes, tant que la droite se présentera comme un ensemble apparemment homogène en ce qui concerne le soutien et la défense du point de vue du Komintern. C'est là un des points sur lesquels je me base pour critiquer la gauche: c'est d'avoir laissé se développer ce type de position qui, dans le cadre du « parti mondial », est dirigée contre nous. En effet, la minorité se présente comme la majorité internationale et nous, qui disons être pour le Parti mondial, nous nous trouvons isolés en beauté, à

moins que nous n'acceptons le point de vue d'Amadeo sur le *credo* international, l'organisation rigide, etc. (1): acceptation d'ailleurs qui ne nous permettrait que de sauver la face car, dans les congrès, ce point de vue serait repoussé comme mécaniste et abstrait. Je dis au contraire ceci: à savoir qu'il faut accentuer et accélérer le processus de désagrégation qui se produit dans la minorité et qui la fait éclater en deux groupes: Tasca-Vota qu'il faut assimiler, et M. et

Bombacci qu'il faut déféquer (2). On ne peut pas obtenir la première chose si on ne se résout pas à la seconde. Tasca est un homme politique et il ne faut pas penser que les autres sont prêts à se laisser tuer politiquement à longueur de temps pour nos beaux yeux. D'ailleurs, le Parti n'est pas un club de gentils amis qui s'embrassent à tout bout de champ sur les deux joues en se disant, entre deux ronds de jambe, leur estime mutuelle. Le Parti est surtout un organisme politique et c'est de ce point de vue qu'il faut toujours poser les questions. Il faut être prudent? D'accord. Mais quelle forme pratique cette prudence doit-elle prendre? Tout le problème est là. Consistera-t-elle à avoir toujours un visage alarmé, à afficher en permanence un air de méfiance, à chercher des chicanes à chaque pas? L'autre partie répondra alors par des arguments du même calibre, par des insinuations, par des diffamations et le Parti se trouvera empoisonné dans son ensemble par l'esprit de fraction et les questions personnelles. Il faut donc que la solution soit politique et il faut que ce soit dans la lutte politique que les diverses positions individuelles trouvent leur équilibre et leur juste physionomie.

Pour la gauche. - Aucune perspective d'exclusion. Mais il faut cependant se poser clairement le problème de ce qui peut arriver si Amadeo pousse sa position jusqu'à ses conséquences extrêmes. Cher Lanzi, je ne pose pas artificiellement le problème : il existe par lui-même et il serait criminel de ne pas s'en apercevoir, étant donné les conséquences qui pourraient s'ensuivre. Je pense que tu ne te rends pas suffisamment compte qu'Amadeo n'est pas un homme de paille qui fait de beaux gestes parce qu'il aime les beaux gestes : il est fermement convaincu de ce qu'il pense et il peut se faire qu'il n'hésite pas à pousser à fond. Cela peut se faire et ne pas se faire évidemment. Mais nous devons toujours envisager l'hypothèse la plus défavorable afin d'être plus proches de la réalité. Que faire? Nous n'avons pas le choix comme tu parais le croire. Nous

devons organiser notre groupe de manière que, quelle que soit l'attitude que prendra Amadeo, celle-ci soit la moins nuisible possible pour l'ensemble du Parti. Je pense d'ailleurs que si Amadeo a l'impression qu'il n'est pas très suivi, il sera plus prudent et il peut se faire même alors qu'il travaille au centre. C'est un homme pratique, pas du tout un Don Quichotte, et il tient à ce que les initiatives portent fruit et ne soient pas de simples gestes.

De même je ne suis pas d'accord avec ce que tu dis sur la discipline, que tu conçois, à ce qu'il me semble, un peu mécaniquement et militairement. Pour imposer une discipline, il faut posséder un centre fort qui fasse une politique adéquate. Est-ce que par hasard les cas Bombacci, M., etc., sont un phénomène d'aujourd'hui et n'existaient pas en fait déjà en 1921 et en 1922 ? Pourquoi n'ont-ils pas reçu alors de solution? Rappelle-toi l'article de Belloni publié dans le *Lavoratore* (sur le « Capitalisme d'État ») au cours du premier trimestre 1923 (1). Qu'est-ce qu'on a fait? Quelles mesures a-t-on prises? Et ne crois pas que des cas semblables fussent le fruit du hasard, cher Lanzi. Il convient bien plutôt de tenir compte du fait qu'Amadeo, dans ces sortes de choses, était très indulgent, parce qu'il leur accorde peu d'importance, tandis qu'il donne beaucoup d'importance aux questions d'organisation : cela vient de sa conception générale, du moins c'est mon avis.

J'espère te revoir d'ici peu de temps.

Sardi.

303

Appendice

TROIS FRAGMENTS

a) *Au camarade Palmi (etc.)* (1) .

Cher camarade,

Je réponds à ta lettre en t'exposant mon point de vue sur la situation où se trouve notre Parti à la suite de la décision de l'Exécutif élargi (2) et en t'indiquant un plan d'action générale dont la mise en oeuvre peut, selon moi, offrir à la situation elle-même une solution réelle et concrète. Je suis absolument persuadé que toute discussion qui aujourd'hui se limiterait aux aspects d'organisation et de droit de la question italienne ne peut avoir aucun résultat utile; elle ne pourrait que détériorer l'état de choses et rendre notre tâche plus difficile et plus périlleuse. Il nous faut au contraire travailler concrètement, démontrer, au travers de toute une action de parti et d'une activité politique en rapport avec la situation italienne, qu'on est ce qu'on prétend être et en finir avec l'attitude adoptée jusqu'ici de « génies incompris ».

1° Tu crois que la discussion ici à Moscou est centrée entièrement sur le fusionnisme ou l'antifusionnisme (3). Ce n'est qu'en apparence qu'il en est ainsi. Le fusionnisme et l'antifusionnisme représentaient la « terminologie agressive » de la discussion, mais n'en étaient aucunement la substance. La discussion était la suivante : à savoir si le P.C.I. a compris la situation générale en Italie et s'il est en mesure d'être un guide pour le prolétariat; si le P.C. I. est en mesure de développer une vaste campagne politique, en d'autres termes s'il est équipé du point de vue de l'idéologie et de l'organisation pour mener une action déterminée; si le groupe dirigeant du P.C.I. (4) a assimilé la doctrine politique de l'Internationale communiste, qui n'est autre que le marxisme tel qu'il s'est développé dans le léninisme, c'est-à-dire un ensemble organique et systématique de principes d'organisation et de points de vue tactiques...

b) Le mouvement socialiste italien des trente dernières années (1) a été un appareil destiné à sélectionner de nouveaux éléments dirigeants de l'État, bourgeois. *Idem* pour les populaires. Le fascisme est le dernier en date et le plus décisif de ces mouvements, lui qui tente d'absorber dans son entier la nouvelle couche sociale qui s'est formée, en dissolvant les liens qui unissaient les masses à leurs chefs.

La crise du P.S. n'a été rien d'autre qu'un aspect de l'effort laborieux du prolétariat pour retrouver son unité et son homogénéité de classe et pour se placer, dans le même temps, à la tête des autres classes de la population qui ne peuvent conquérir la liberté qu'en acceptant d'être guidées par le prolétariat révolutionnaire. Quelle doit être l'attitude du P.C. eu face de la crise actuelle du P.S.? Il doit aider les éléments sains à la dépasser et à la dépasser de façon bénéfique pour la classe ouvrière. Aujourd'hui encore, le Parti (S.) se débat. Il se désagrège. Ce qui veut dire désagrégation de la masse. Les masses s'organisent autour des partis politiques. Elles se déplacent, se disposent en fonction des « signaux » du parti qu'elles suivent. Si le parti au lieu de se déplacer, se désagrège, la masse aussi, dans la période actuelle, se désagrège.

Valeur politique de la fusion. La réaction s'est donné pour but de faire revenir le prolétariat aux conditions où il se trouvait dans les débuts du capitalisme : dispersé, isolé, des individus, non pas une classe qui sent qu'elle est une unité et qui aspire au pouvoir. La scission de Livourne (le fait que la majorité du prolétariat italien s'est détachée de l'Internationale communiste) a été sans aucun doute le plus grand triomphe de la réaction (2).

c) Le fascisme (3) tend à devenir un mouvement intégral, propre à une nouvelle classe qui, dans l'État italien, n'a jamais été indépendante : - la bourgeoisie agrarienne, alliée aux grands propriétaires, contre les paysans et contre les ouvriers.

La petite bourgeoisie urbaine, qui avait constitué le premier mouvement fasciste, prend aujourd'hui ses distances : les *Fasci* des villes tombent en décrépitude : l'attitude de D'Annunzio est tout à fait significative à cet égard.

QUE FAIRE ? 4

Chers amis de la *Voce*,

J'ai lu dans le numéro 10 de la *Voce* (15 septembre) l'intéressante discussion entre le camarade G.P. de Turin et le camarade S. V. La discussion est-elle close? Peut-on demander que la discussion reste encore ouverte pour plusieurs numéros et inviter tous les

Que faire?

305

jeunes ouvriers de bonne volonté à y participer, en exprimant, avec sincérité et honnêteté intellectuelle, leur opinion sur ce sujet?

Comment il faut poser le problème.

C'est moi qui commence, et j'affirme d'emblée que le camarade S. V., du moins il me semble, n'a pas bien posé le problème et a commis quelques erreurs, extrêmement graves du point de vue qui est le sien.

Pourquoi la classe ouvrière italienne a-t-elle été battue? Pourquoi n'était-elle pas unie? Pourquoi le fascisme a-t-il réussi à vaincre, non seulement physiquement, mais aussi idéologiquement, le Parti socialiste qui était le parti traditionnel du peuple travailleur italien? Pourquoi le Parti communiste ne s'est-il pas rapidement développé au cours des années 1921-1922 et n'a-t-il pas réussi à regrouper autour de soi la majorité du prolétariat et des masses paysannes?

Le camarade S. V. ne se pose pas ces questions. Il répond à toutes les inquiétudes angoissées qui se font jour dans la lettre du camarade G. P. en affirmant qu'il aurait suffi qu'existât un véritable Parti révolutionnaire et qu'il suffira pour l'avenir, d'en assurer l'organisation lorsque la classe ouvrière aura retrouvé sa liberté de mouvement. Mais tout cela est-il vrai, ou, du moins, dans quel sens et dans quelle mesure est-ce vrai?

Le camarade S. V. suggère au camarade G. P. de ne plus penser selon des schémas déterminés, mais de penser selon d'autres schémas qu'il ne précise point. Il faut préciser. Et c'est là ce qu'il faut faire immédiatement, c'est là ce que doit être le « début » du travail pour la classe ouvrière : il faut faire une autocritique impitoyable de notre faiblesse, il faut commencer par se demander pourquoi nous avons perdu, qui nous étions, ce que nous voulions, où nous voulions arriver. Mais il faut d'abord faire autre chose (on découvre toujours que le commencement a toujours un autre... commencement) : il faut fixer les critères, les principes les bases idéologiques de notre critique elle-même.

La classe ouvrière a-t-elle une idéologie propre ?

Pourquoi les partis prolétariens italiens ont-ils toujours été faibles du point de vue révolutionnaire? Pourquoi ont-ils échoué lorsqu'ils ont dû passer du langage à l'action? Ils ne connaissaient pas la situation dans laquelle ils devaient oeuvrer, ils ne connaissaient pas le terrain sur lequel ils devaient livrer bataille. Pensez : en plus de trente ans d'existence, le Parti socialiste n'a pas produit un seul livre consacré à la structure économique-sociale de l'Italie. Il n'existe aucun livre sur les partis politiques italiens, leurs liaisons de classe, leur signification. Pourquoi le réformisme s'était-il enraciné aussi profondément dans la Vallée du Pô? Pourquoi le Parti populaire, catholique, a-t-il plus de succès dans le Nord et en Italie centrale qu'en Italie méridionale, où la population est pourtant plus arriérée et devrait donc se rallier plus facilement à un parti confessionnel ? Pourquoi, en Sicile, ce ne

sont pas les paysans, mais les grands propriétaires terriens qui sont autonomistes, tandis qu'en Sardaigne, ce sont les paysans, et non les grands propriétaires, qui sont autonomistes? Pourquoi est-ce en Sicile, et non ailleurs, que s'est développé le réformisme des De Felice, Drago, Tasca di Cutà et consorts (1) ? Pourquoi l'Italie du Sud a-t-elle connu une lutte armée entre fascistes et nationalistes, quand il n'y en a pas eu ailleurs (2)? Nous ne connaissons pas l'Italie. Pis encore : nous manquons des instruments adéquats pour connaître l'Italie telle qu'elle est réellement, et nous sommes donc dans la quasi-impossibilité de faire des prévisions, de nous orienter, d'établir des lignes d'action qui aient quelque chance d'être exactes. Il n'existe pas d'histoire de la classe ouvrière italienne. Il n'existe pas d'histoire de la classe paysanne. Quelle a été l'importance des événements de Milan de 1898 (3) ? Quel enseignement en a-t-on tiré? Quelle a été l'importance de la grève générale de Milan de 1904,(4) ? Combien d'ouvriers savent que c'est alors que fut affirmée pour la première fois explicitement la nécessité de la dictature du prolétariat? Qu'a signifié en Italie le syndicalisme? Pourquoi a-t-il eu une audience parmi les ouvriers agricoles et pas parmi les ouvriers d'industrie? Que vaut le Parti républicain? Où il y a des anarchistes, il y a aussi des républicains : pourquoi ? Quels ont été l'importance et le sens d'un phénomène comme le ralliement de certains syndicalistes au nationalisme avant la guerre de Libye et de la réédition de ce phénomène sur une plus grande échelle en direction du fascisme?

Il suffit de se poser ces questions pour s'apercevoir que nous sommes tout à fait ignorants, que nous sommes désorientés. On dirait qu'en Italie, on n'a jamais pensé, jamais étudié, jamais fait de recherches. On dirait que la classe ouvrière italienne n'a jamais eu une conception bien à elle de la vie, de l'histoire, du développement de la société humaine. Et pourtant la classe ouvrière a une conception qui lui est propre : le matérialisme historique; et pourtant la classe ouvrière a eu de grands maîtres (Marx, Engels) qui ont montré comment on analyse les faits, les situations, et comment de leur examen on tire les orientations pour l'action.

C'est là qu'est notre faiblesse, c'est là la principale raison de la défaite des partis révolutionnaires italiens : n'avoir pas eu d'idéologie, ne pas l'avoir diffusée parmi les masses, ne pas avoir fortifié les consciences des militants avec des certitudes de caractère moral et psychologique. Comment s'étonner si certains ouvriers sont devenus fascistes? Comment s'étonner si S.V. lui-même en vient à dire : « Qui sait, même nous, à force de persuasion, nous pourrions devenir fascistes » ? (On ne doit pas dire ces choses-là, même pour plaisanter, même pour faire des hypothèses... de propagande (5.) Comment s'étonner si, dans un autre article publié dans le même numéro de la *Voce*, on déclare: « Nous ne sommes pas anticléricaux »? Nous ne sommes pas anticléricaux ? Qu'est-ce que cela veut dire? Que nous ne sommes pas anticléricaux à la façon des francs-maçons, du point de vue rationaliste des bourgeois ? Il faut le dire, mais il faut dire que nous, classe

ouvrière, nous sommes anticléricaux en tant que nous sommes matérialistes, que nous avons une vision du monde qui dépasse toutes les religions et toutes les philosophies qui ont vu le jour jusqu'ici sur le terrain de la société divisée en classes. Malheureusement... cette conception, nous ne l'avons pas, et c'est là la raison de toutes ces erreurs théoriques, qui finissent pas se refléter dans la pratique et qui, jusqu'à présent, nous ont conduits à la défaite et à l'oppression fasciste.

Le commencement... du commencement !

Que faire donc? Par où commencer? Voici : selon moi, c'est précisément par là qu'il faut commencer, par l'étude de la doctrine qui est celle de la classe ouvrière, qui est la philosophie de la classe ouvrière, qui est la sociologie de la classe ouvrière, par l'étude du Matérialisme historique, par l'étude du Marxisme. Voici un objectif immédiat pour les groupes d'amis de la *Voce*: se réunir, acheter des livres, organiser des cours et des conférences sur ce thème, se doter de solides critères de recherche et d'étude, et critiquer le passé, pour être plus forts dans l'avenir et pour vaincre.

La *Voce* devrait soutenir cette tentative par tous les moyens, en publiant des plans de leçons et de conférences, en donnant des indications bibliographiques raisonnées, en répondant aux questions des lecteurs, en stimulant leur bonne volonté. Il faudra faire d'autant plus qu'on a moins fait jusqu'ici, et faire le plus rapidement possible. Les échéances se rapprochent : la petite bourgeoisie italienne, qui avait mis ses espérances et sa foi dans le fascisme, voit s'écrouler chaque jour son château de papier. L'idéologie fasciste a perdu sa force d'expansion, elle perd même du terrain : la première lueur de la nouvelle journée prolétarienne recommence à pointer.

Signé Giovanni Masci,
La Voce della Gioventù, 1, 12,
1er novembre 1923.

LETTRES A ZINO ZINI (1)

10 janvier 1924.

Cher Professeur,

Voici bien longtemps que nous ne nous sommes vus et que je n'ai pas de vos nouvelles. Pendant de longs mois j'ai été gravement malade, d'un épuisement traité à tort à la quinine comme une malaria, ce qui bien entendu m'a procuré une foule de complications. Aussi ai-je fini par perdre tout contact avec mes camarades

et mes amis et par me sentir très isolé et désemparé dans le chaos tumultueux des événements. J'aurais tout particulièrement voulu vous écrire pour vous informer de certains des aspects de la vie russe qui auraient pu le plus vous intéresser. Je me souviens d'avoir donné votre nom à la rédaction d'une grande revue de Moscou comme correspondant éventuel susceptible d'informer sur la vie culturelle italienne : je ne sais si l'on vous a écrit.

J'ai recommencé à travailler depuis quelque temps pour notre mouvement italien. Dans quelques jours sortira le premier numéro de *L'Ordine Nuovo* (1), dans le même format qu'en 1919-1920. Il sera pourtant difficile, surtout les premiers temps, de donner à la revue le même contenu et la même vigueur qu'à cette époque. Il faut pourtant essayer. Pour ma part, je suis persuadé que la situation actuelle est plus favorable au succès de la Révolution que ne l'était celle de 1919-1920. A cette époque, après la Révolution, avec un parti comme le Parti socialiste, avec une classe ouvrière qui voyait généralement tout en rose et préférait les chansons et les fanfares aux sacrifices, nous aurions connu des tentatives contre-révolutionnaires qui nous auraient irrémédiablement balayés. Aujourd'hui le fascisme a remis beaucoup de choses à leur place et accompli une oeuvre de destruction jamais vue jusqu'alors en Italie : tous les liens traditionnels, faibles et superficiels, mais si agissants dans le monde gélatineux de l'Italie, ont été brisés pour toujours; tous les problèmes se posent crûment et impérieusement; la petite bourgeoisie, avec son Mussolini gonflé de rhétorique et d'intelligence comme un Odoacre, s'est discréditée pour toujours, et aux yeux de la bourgeoisie industrielle et aux yeux des masses populaires; le Midi est en fermentation et tend à prendre l'aspect d'une opposition territoriale, au risque de mettre gravement en danger l'unité du pays. Il faut aujourd'hui renforcer tout notre travail et nous le ferons.

Je ne sais pas ce que sont aujourd'hui vos préoccupations, mis à part vos activités professionnelles. Bien sûr, je désire vivement vous compter encore parmi les collaborateurs de *L'Ordine Nuovo*, même sans votre signature et sous un pseudonyme. Pourrez-vous encore m'aider? Les événements de ces dernières années, qui, sous certains aspects, sont encore plus terribles et plus exemplaires que ceux de la guerre, ne vous ont-ils pas suggéré des réflexions comme celles du *Congresso dei Morti* (2) ?

Je voudrais aussi vous proposer un travail de caractère plus technique. J'ai rapporté quelques livres de Russie. Entre autres une anthologie de Marx et Engels sur le matérialisme historique. Il s'agirait de préparer la même anthologie en italien, en recherchant l'original allemand des textes traduits en russe, en revoyant et en améliorant les traductions italiennes existantes et en traduisant les textes inédits en Italie. Le volume compte environ quatre cents pages petit in-8°. Si vous voulez vous en charger, aux mêmes conditions que celles de l'éditeur Bocca pour les

traductions, répondez-moi aussitôt et je vous enverrai le volume. Vous pouvez m'écrire sous double enveloppe à l'adresse de Maître Bruno Cassi

Lettres à Zino Zini 309

nelly, Via Valadier 26, Rome. Sur l'enveloppe intérieure, écrivez à Ruggero pour Gramsci.

Recevez mes plus cordiales salutations,

Gramsci.

Rinascita, XXI, 17, 25 avril 1964.
2 avril 1924.

J'ai reçu, moi aussi, votre réponse (1) avec beaucoup de retard et cela m'a fait un grand plaisir d'avoir directement de vos nouvelles. J'avais des informations diverses et contradictoires sur vous comme sur plusieurs autres amis et je n'arrivais pas à me faire une opinion sur votre façon actuelle, à vous comme à eux, de penser et d'envisager les événements. Notre désaccord d'aujourd'hui dépend beaucoup, je crois, du fait qu'en 1920 j'étais moi-même très pessimiste sur l'issue des événements. La venue au pouvoir du fascisme et les destructions qui ont précédé et suivi ces événements m'ont relativement surpris. Certes, le fait même que je ne sois pas resté en Italie ces derniers temps et que j'aie donc pu échapper à l'épouvantable pression intellectuelle que le supplice quotidien des violences et de l'abjection a exercée sur de nombreux camarades et amis, a contribué à déterminer mon état d'esprit actuel. En revanche, le spectacle quotidien, que j'ai eu en Russie, d'un peuple qui crée une nouvelle vie, de nouvelles mœurs, de nouveaux rapports, de nouvelles façons de penser et de poser tous les problèmes, me rend aujourd'hui plus optimiste quant à notre pays et à son avenir (2). Il existe dans le monde quelque chose de nouveau, qui travaille souterrainement, de façon moléculaire, dirais-je, de manière irrésistible. Pourquoi notre pays devrait-il échapper à ce processus de rénovation générale? L'attitude de bon nombre d'ouvriers italiens émigrés en Russie démontre que nous, si nous avons pris le pouvoir en 1920, nous n'aurions pu le conserver : ils ne comprennent pas comment, après six ans de révolution, les ouvriers russes arrivent à supporter de bon cœur les nombreuses souffrances auxquelles ils sont encore soumis; eux, les Italiens, veulent y couper, ils cherchent à les éviter par tous les moyens. Le fascisme, de ce point de vue, a transformé notre peuple et nous en avons des preuves chaque jour; il lui a donné une trempe plus robuste, une moralité plus saine, une résistance au mal ignorée jusqu'alors, une profondeur de sentiments qui n'avait jamais existé. Le fascisme a vraiment créé une situation de révolution permanente *, comme le tsarisme l'avait fait en Russie. Le pessimisme qui me dominait en 1920, en particulier pendant l'occupation des usines, a disparu aujourd'hui. Naturellement, cela ne veut pas dire que je voie la situation

* Textuellement : permanentemente rivoluzionaria (*N. d. T.*).

italienne en rose. Je crois au contraire que beaucoup de luttes et beaucoup de douleurs, plus sanglantes que par le passé, attendent notre prolétariat; mais il existe aujourd'hui une ligne sûre de développement et cela me paraît une constatation grandiose pour notre pays; aujourd'hui on peut faire des prévisions avec assez de certitude, on peut travailler avec plus d'ardeur qu'en 1919-1920. Tel est mon optimisme, que je voudrais communiquer à tous les amis et camarades avec lesquels je me retrouve en contact et qui me paraissent écrasés par la pression spirituelle du fascisme.

Je vois que les masses sont moins pessimistes que les intellectuels. Elles cherchent un point de référence, un centre de regroupement : c'est là aujourd'hui la question la plus importante dans notre pays, fournir aux masses un point de référence. Les intellectuels de la vieille génération, qui ont vécu tant d'expériences historiques, qui ont vu tout le cheminement tourmenté de notre peuple au cours de ces dernières décennies, manqueraient à leur devoir et à leur mission si, précisément dans cette phase culminante, ils se tenaient à l'écart, s'ils se refusaient à contribuer à ce rassemblement, cette organisation, cette centralisation des forces idéales qui existent déjà, qu'il n'est pas nécessaire de susciter (ce qui serait utopique) mais seulement de rassembler et d'orienter. Voyez ce qui se passe pour notre journal : on tire aujourd'hui deux fois plus d'exemplaires qu'en 1920; c'est un indice qui illustre ce que je vous écris (1). En 1920, la situation paraissait extrêmement favorable : c'était un accès de fièvre quarte; aujourd'hui, même dans un paysage de cataclysme, il y a plus de profondeur, plus de solidité.

Je serais très heureux de pouvoir recréer la communauté de travail qui s'était formée autour de la revue en 1919-1920. Je pense que, pour cela, votre collaboration serait précieuse : naturellement, vous devriez signer d'un pseudonyme : nous n'avons déjà que trop commis l'erreur d'exposer au danger nos forces désarmées ou presque face à un ennemi bien équipé et implacable. L'idée de votre collaboration à des revues russes pourrait être également reprise et menée à terme par mon intermédiaire. Il se publie en Russie toute une série de grandes revues littéraires, artistiques, philosophiques, qui voudraient recevoir des correspondances régulières d'Italie sur l'ensemble de notre mouvement culturel et intellectuel. Les articles ou chroniques seraient aussi fort bien rémunérés, car en Russie on apprécie beaucoup (peut-être même trop) l'activité littéraire. Cela vous donnerait, en tout cas, l'occasion de vous procurer les périodiques et les livres russes, dont la production dans tous les domaines, et surtout dans les sciences naturelles et dans la philosophie du marxisme, est en train de devenir gigantesque.

J'ai voulu répondre sans tarder à votre lettre et j'ai donc dû me contenter de ne faire qu'effleurer les nombreuses choses dont j'aurais voulu vous parler. Je vous serai reconnaissant si vous voulez encore m'écrire, à la même adresse que précédemment,

et me donner aussi des nouvelles du professeur Cosmo, avec qui j'avais eu une intéressante conversation à Berlin en mai 1922 (1).

Veillez agréer mes salutations les plus cordiales et les plus affectueuses.

Gramsci.

Rinascita, XXI, 17, 25 avril 1964,

NOTES

Page 53.

1. Il s'agit du XVIe Congrès du Parti socialiste italien (Bologne, 5-8 octobre 1919).

Page 54.

1. Sur les élections du 16 novembre 1919, cf. « La défaite bourgeoise », 19 novembre 1919, in *Écrits politiques*, 1, pp. 291-293.

Page 55.

1. Cf. n. 1, p. 363 in *Écrits politiques*, 1.
2. Gramsci évoque ici successivement la « grève des aiguilles » des 24 mars-4 avril 1920 et l'occupation des usines des 28 août-27 septembre 1920.

Page 56.

1. Il s'agit du conflit opposant au Comité exécutif de l'Internationale communiste la majorité du P.S.I. regroupée derrière Serrati, Ce conflit portait, on le sait, sur l'interprétation, c'est-à-dire l'application, des « 21 conditions » d'admission dans l'Internationale communiste.

Page 57.

1. Il s'agit, bien entendu, d'une allusion aux Bandar-Log du *Livre de la jungle*.
2. Sur l'épilogue de l'affaire de Fiume, cf. *Écrits politiques*, I, p. 273, n. 1.
3. La « révolution parlementaire » du 18 mars 1876 porta la « Gauche » au pouvoir. Sous la direction d'Agostino Depretis se développa une politique conservatrice, modérément réactionnaire, attentive surtout à ne pas céder aux pressions démocratiques des nouvelles forces sociales : ce fut le « transformisme ». Sous les présidences successives de Crispi, Rudini et Pelloux, la politique de la bourgeoisie italienne devint ouvertement réactionnaire: renforcement de la Triple et guerre douanière avec la France (1887), répression des *Fasci* siciliens (1894), guerre coloniale (1896), répression du mouvement ouvrier (1898), tentatives de dictature de Pelloux (1900). En rupture avec ces tendances « kaiséristes », le long règne, presque ininterrompu, de Giolitti (1902-1914) ne fut qu'un perpétuel effort pour se concilier les forces réformistes. C'est en fait -comme devaient le souligner les « méridionalistes » - sur l'alliance tacite des industriels du Nord, des grands

propriétaires fonciers d'Italie méridionale et des éléments réformistes du mouvement ouvrier que s'appuyait, au détriment de la paysannerie méridionale, cette « monarchie socialiste ».

Page 58.

1. Il s'agit de la fameuse « semaine rouge » de 1914. Le 7 juin, la police écrasait à Ancône une manifestation antimilitariste placée sous la présidence d'Errico Malatesta. Il y avait trois morts et quinze blessés. Dès le lendemain, grèves et émeutes secouaient la Romagne et les Marches, s'étendant aux grandes villes d'Italie du Nord. Désavoué par la direction réformiste de la C.G.I., le mouvement finissait par s'éteindre le 11 juin. Il avait fait une centaine de morts.

2. Cette formule -« le mai radieux désigne les journées de mai 1915 au cours desquelles l'agitation et les manifestations des interventionnistes préparèrent l'opinion à l'entrée en guerre de l'Italie.

Page 59.

1. Cf. *Écrits politiques*, 1, p. 359, n. 5; p. 363, n. 1.

2. Affichant un enthousiasme de façade pour l'occupation de Fiume, Mussolini ne fit rien pour soutenir efficacement une aventure qui répugnait à son réalisme politique et pouvait compromettre les destinées du fascisme. Vainqueur, D'Annunzio aurait été plus qu'un rival; vaincu, il aurait pu entraîner le fascisme dans sa chute. Aussi Mussolini se cantonna-t-il dans un attentisme prudent que D'Annunzio devait dénoncer dans une lettre du 16 septembre 1919 : « Vous tremblez de peur ! [...] Et vous ne nous aidez même pas par des souscriptions et des collectes. Nous devons tout faire nous-mêmes, avec nos pauvres moyens. Éveillez-vous ! Et ayez honte » (Carteggio *D'Annunzio-Mussolini 1919-1938*, Milan, 1971, pp. 9-10). Applaudissant au « réalisme » du traité italo-yougoslave de Rapallo (12 novembre 1920) et laissant passer avec la même sagesse le fameux « Noël de sang », le directeur du *Popolo d'Italia* finit par apparaître comme « traître » ou vendu à Giolitti. Reprise par certains fascistes, cette accusation devait peser jusqu'au congrès de Rome du mouvement fasciste.

Page 60.

1. Au cours de la nuit du 27 décembre 1920, une bombe fut lancée contre le siège de *La Stampa*: il s'agissait manifestement d'une initiative des partisans de D'Annunzio, exaspérés par l'attitude du journal à l'égard de l'expédition de Fiume.

2. Certains estiment, nous le savons, que cet article - paru dans une rubrique de *L'Ordine Nuovo* confiée d'ordinaire à Togliatti - ne saurait être attribué à Gramsci (cf., en particulier, A. Leonetti, « A ciascuno il suo (anche a Togliatti) », *Rinascita*, XXIX, 25, 23 juin 1972, pp. 21-22). Il nous a paru pourtant impossible d'écarter délibérément ce texte qui en recoupe plusieurs autres de la même inspiration et qui traite d'un problème sur lequel Gramsci reviendra à diverses reprises dans ses *Cahiers de prison* (cf. *Écrits politiques*, 1, p. 30). La publication récente d'un article de la même veine (« Bergson », *L'O.N.*, 30 octobre 1921, in A. Gramsci, *Per la verità*, Rome, 1974, pp. 226-227) semble, du reste, nous donner raison.

3. Les noms du pénaliste Enrico Ferri, un temps directeur de *l'Avanti* et du criminologiste Cesare Lombroso, membre également du Parti socialiste italien, ainsi que celui de l'anthropologue Giuseppe Sergi, que Gramsci cite peu après, désignent ici cet « âge positiviste » du socialisme italien qui demeure pour Gramsci inséparable du réformisme : c'est du reste ce qu'exprimait déjà son article du 4 mai 1918, « Notre Marx », in *Écrits politiques*, 1, pp. 145-149.

Notes 317

Page 62,

1. Cette phrase pourrait effectivement ne pas être de Gramsci.

2. Il s'agit du XVIII^e Congrès du Parti socialiste français (25-30 décembre 1920), où fut proclamée la fondation du Parti communiste de France ou, plus précisément, du « Parti socialiste (Section française de l'Internationale communiste) ».

3. L'ancien Comité pour la reprise des relations internationales (C.R.R.I). s'était transformé en Comité de la Ille Internationale le 8 mai 1919. Accusés de « complot contre la sûreté de l'État » ses principaux dirigeants, Loriot, Monatte et Souvarine, furent arrêtés au début du mois de mai 1920. Le 1^{er} mai 1920, qui avait vu, rien qu'à Paris, une centaine d'arrestations, marqua en effet le début de la grande grève des cheminots pour la nationalisation des transports en commun. Le 11 mai le gouvernement annonça l'ouverture d'une information contre la C.G.T., à laquelle vint s'ajouter, fort opportunément, la découverte d'un « complot » d'inspiration bolchevique. Comme devait l'écrire Rosmer, « une grève des cheminots mal engagée... avait fourni au gouvernement le prétexte qu'il attendait », (A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, Paris, 1953, p. 64). Isolée, mollement appuyée par Jouhaux et la C.G.T., la grève devait finir de s'éteindre le 29 mai.

Page 63.

1. Sur le vote des sections rurales au congrès de Tours, cf. A. Kriegel, *Aux origines du communisme français*, Paris-La Haye, 1964, pp. 834-836 («C'est l'élément paysan qui a pesé de tout son poids, dans les fédérations socialistes, en faveur de l'adhésion à la IIIe Internationale »).

Page 64.

1. Paul Faure et Louise Saumonneau avaient représenté le Parti socialiste français au congrès de Bologne (5-8 octobre 1919). Au lendemain de celui-ci, le 10 octobre 1919 se réunit à Imola une petite conférence internationale qui rassemblait, aux côtés de socialistes italiens, les délégués français et anglais et des Slaves des anciennes « provinces irrédentes ». On décida de lancer un Manifeste en faveur de la IIIe Internationale et mandat fut donné au Parti socialiste italien de « convoquer le plus tôt possible une conférence des partis et groupes socialistes de gauche, pour s'entendre sur les moyens de propagande et sur l'organisation de la IIIe Internationale dans les pays de l'Europe occidentale ».

Page 65.

1. Comme l'a noté Renzo De Felice, cette déclaration de Lounatcharski- dont nous n'avons pu retrouver la trace parmi les actes du IIe Congrès de l'I.C. - faisait probablement suite à la rupture entre Marinetti et le mouvement fasciste en juin 1920. Cf. R. De Felice, *Mussolini il rivoluzionario 1883-1920*, Turin, 1965, p. 594, n. 1.

2. Cf. *Écrits politiques*, 1, « Introduction », p. 30 ainsi que p. 147, n. 1.

3. Sur ces faits, cf. ci-après, pp. 217-219, la lettre à Trotski sur le futurisme italien.

4. « ... En régime communiste subsistent pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'État bourgeois - sans bourgeoisie 1 , (Lénine, *L'État et la révolution*, in *Œuvres*, t. XXV, Paris-Moscou, 1962, p. 509).

Page 66.

1. C'est en fait le lendemain, le 6 janvier 1921, que sera publié dans *L'Ordine Nuovo*, par les soins de Gramsci et de Zino Zini, le programme du *Proletkult* turinois. Cf. également n. 2, p. 218.

Page 68.

1. Il s'agit de la fraction « communiste unitaire », qui s'était organisée à Florence, autour de Serrati, les 20-21 novembre 1920.

Page 69.

1. Le texte des « Conditions d'admission à l'Internationale communiste »- au nombre de 21 - fut publié en italien dans *l'Avanti !* du 21 septembre 1920. Mais c'est dès le 11, Congrès de l'Internationale communiste que Serrati, délégué à Moscou, avait fait connaître ses désaccords; désaccords qui portaient non seulement sur l'interprétation ou l'application des « 21 conditions », mais aussi sur nombre des thèses adoptées par le Congrès. Quant aux « Thèses sur les questions nationale et coloniale », par exemple, il avait remarqué qu'elles débouchaient sur la collaboration du prolétariat communiste avec les « partis bourgeois prétendument révolutionnaires », voire sur le soutien, dans les pays d'Asie, de forces franchement rétrogrades.

2. C'est là un point où Gramsci s'oppose nettement à Bordiga. Pour ce dernier, en effet, le bolchevisme en Italie ne constitue pas une greffe ou un apport nouveau, mais s'inscrit dans le prolongement des activités de la gauche communiste, agissante depuis 1912 :« Le bolchevisme est bien vivant en Italie, et pas comme un article d'importation », note-t-il par exemple dès 1919» (*Il bolscevismo, pianta di ogni clima* » [Le bolchevisme, plante de tous les climats] *Il Soviet*, 23 février 1919). Ou encore, comme le soulignera un texte où son influence est dominante, s'il n'est entièrement de sa plume, le premier « Manifeste aux travailleurs d'Italie » du Parti communiste : « Le Parti communiste d'Italie... continue historiquement la gauche du Parti socialiste «Manifesto ai lavoratori d'Italia », *Il Comunista*, 30 janvier 1921).

Page 71.

1. Il s'agit du XVIIe Congrès du Parti socialiste italien, qui se réunit à Livourne du 15 au 21 janvier 1921 et au cours duquel la «fraction communiste »constituée à Imola les 28-29 novembre 1920 se sépara des « réformistes »et des « centristes »pour créer le Parti communiste d'Italie, Section de l'Internationale communiste.

Page 72.

1. Ce long passage, qui annonce déjà l'essai de 1926 sur la « question méridionale », reprend les principaux thèmes de la polémique menée par certains méridionalistes, et singulièrement Salvemini, contre l'alliance plus ou moins tacite des « aristocraties ouvrières »et des industriels

d'Italie du Nord aux dépens de la paysannerie pauvre d'Italie méridionale. L'attention au problème du libre échange, présent chez Gramsci, ou l'a vu, dès 1916 (Cf. « Contre le féodalisme économique », in *Écrits politiques*, 1, pp. 81-86), nous paraît ici attester tout particulièrement cette influence salveminienne.

2. Avec ses coopératives de production et de consommation, ses organisations paysannes et ses cercles politiques, l'Émilie « rouge », symbolisait le « paradis » des réformistes. Camillo Prampolini et Antonio Vergnanini avaient fait de Reggio une sorte de Mecque du coopératisme italien. Comme le rappelait une suite d'articles de Giovanni Zibordi publiée dans l'organe de la C.G.L., au début de l'année 1921 les réformistes contrôlaient en Émilie 38 municipalités sur 45, ils avaient organisé 120 cercles politiques regroupant 10 000 adhérents et publiaient, outre la *Giustizia* de Prampolini, depuis 1904 un quotidien du même nom. Cf. G. Zibordi, « Cos'è ilcosidetto "socialismoreggiano" » *Battaglie Sindacali* (Milan), 29 janvier 1921, p. 3.

Page 74.

1. Un artifice de procédure fit que le XVIIe Congrès du P.S.I. se dispensa de la lecture de ce rapport de la Direction du Parti. Dès le 15 janvier, en

Notes

319

effet, Francesco Misiano, qui était membre de la « fraction d'Imola », proposa que l'on en vint sans tarder à la discussion du sixième point de l'ordre du jour : la ligne politique du Parti et ses rapports avec la IIIe Internationale. Cette motion d'ordre fut adoptée en dépit de l'opposition des réformistes et le rapport de la Direction fut laissé à la disposition de ceux qui souhaiteraient en prendre connaissance.

Page 76.

1. Peu après le début de la guerre un décret d'août 1917 mit en place dans les principales zones industrielles d'Italie des Comités de mobilisation industrielle chargés de veiller au fonctionnement régulier de la production et de résoudre, dans le cadre de l'économie de guerre, les conflits du travail. L'un des plus importants d'Italie, celui de Turin, compta parmi ses membres des syndicalistes réformistes comme Mario Guarnieri, l'un des principaux dirigeants de la F.I.O.M. Le secrétaire de celle-ci, Bruno Buozzi, siégea, quant à lui, au Comité central de Mobilisation, qui avait pour charge de coordonner les divers comités régionaux.

2. Sommet de la chaîne montagneuse qui s'étend entre la Brenta et la Piave, le mont Grappa fut une des positions les plus disputées au cours de la Grande Guerre. Après la défaite de Caporetto

et le repli de l'armée italienne sur la ligne de la Piave, le mont Grappa devint le symbole de la patrie en danger. C'est ainsi que Turati, après avoir pris position dès Caporetto pour la défense de la patrie, en venait à proclamer le 23 février 1918 devant le Parlement « Vous avez dit : Le Grappa est notre patrie. Eh bien, il l'est pour nous tous, pour toute l'assemblée ! »

Page 77.

1. On l'a déjà dit, la défaite de Caporetto (24 octobre 1917), comme la victoire de Vittorio Veneto (3 novembre 1918), qui mit fin à la guerre sur le front italien(l'armistice avec les Autrichiens fut en effet signé le lendemain), fonctionnèrent très vite comme des métaphores dans la littérature et le journalisme politiques italiens de l'après-guerre. Moins fréquente, la référence à la bataille de la Piave des 15-23 juin 1918 sert ici à désigner, après le repli, la reprise de l'offensive.

2. Chef d'état-major jusqu'à Caporetto, le général Luigi Cadorna mena la guerre de façon aussi bureaucratique qu'absurde, sans regarder aux pertes et au gaspillage des soldats. Dès la fin de l'année 1915, soit après six mois de guerre, l'armée italienne avait ainsi perdu 66 000 hommes, outre 190000 blessés et 22000 prisonniers. Ce « massacre » devait durer jusqu'à Caporetto.

Page 78.

1. Encore une métaphore politico-militaire, empruntée cette fois à la guerre de Trente ans... Gramsci y reviendra plus longuement dans ses Cahiers de prison: cf. « Passalo e prescrite, Storia dei 45 cavalieri ungheresi ».Cahier 15 (11), 1933, p. 19a-20.

Page 79.

1. Lors de l'occupation des usines de septembre 1920, les dirigeants réformistes de la C.G.L. avaient proposé de donner comme objectif au mouvement la reconnaissance du contrôle ouvrier dans les entreprises. Soutenu par D'Aragona, ce point de vue avait prévalu au Conseil national de la C.G.L. réuni à Milan les 10-11 septembre 1920. C'était aller en fait au-devant des vœux de Giolitti, pour qui ce projet, loin d'être révolutionnaire, ne constituait, ainsi qu'il devait l'écrire dans ses Mémoires, qu'une « extension des rapports qui existaient déjà entre les syndicats ouvriers et les industriels pour le règlement des contrats de travail et pour la fixation des

salaires » (*Mémoires de ma vie*, trad. franç., Paris, 1923, p. 379). Un décret-loi du 19 septembre instaura donc une commission paritaire chargée d'élaborer un projet de loi qui aurait dû être soumis ultérieurement au Parlement.

Page 81.

1. Faisant suite au congrès de Livourne des 15-21 janvier, où s'était constitué le P.C. d'Italie, et au VIIe Congrès de la Fédération des jeunesses socialistes (Florence, 27-29 janvier), qui avait proclamé son adhésion à l'Internationale communiste des Jeunes, se tint à Livourne, du 26 février au 3 mars, le Ve Congrès de la C.G.L. Revendiquant près de 2 500 000 adhérents, la centrale syndicale, qui était liée par un pacte au P.S.I. depuis la conférence de Florence des 7-9 octobre 1907, avait décidé de reconduire cette convention le 28 septembre 1918. Dénonçant la « pratique contre-révolutionnaire de la collaboration de classe », des dirigeants réformistes de la Confédération, la fraction communiste de la C.G.L. soumit au Congrès une motion proposant la rupture avec l'Internationale syndicale d'Amsterdam et l'adhésion de la C.G.L. à l'Internationale syndicale rouge en train de se constituer, la renonciation au pacte d'alliance avec le P.S.I. et la reconnaissance du P.C. d'Italie comme « l'organisme auquel appartient la direction de l'action de classe du prolétariat italien » « *Mozione comunista al Congresso di Livorno della C.G.L.* », *Il Comunista*, 24 février 1921).

Page 84.

1. Le Ve Congrès de la C.G.L. repoussa la motion communiste par 1 435 873 voix contre 432 558, mais n'en adopta pas moins une motion proclamant son adhésion « sans réserves » à l'Internationale syndicale rouge et sa décision de rompre avec l'Internationale syndicale d'Amsterdam, conformément aux décisions qui seront prises au Congrès des Syndicats à Moscou ». Au 1er Congrès de l'I.S.R., qui eut lieu à Moscou du 3 au 19 juillet 1921, il apparut pourtant que cette motion était restée sans effet.

Page 86.

1. Cette formule de Romain Rolland était - on l'a dit - l'une des devises du groupe de *L'Ordine Nuovo*. Polémiquant avec l'anarchiste Luigi Fabbri, Gramsci s'en était d'ailleurs expliqué : « La conception socialiste du processus révolutionnaire est caractérisée par deux notes fondamentales que Romain Rolland a résumées dans sa devise : " pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté " » (« *Discorso agli anarchici* », *L'Ordine Nuovo*, 3-10 avril 1920, in *L'Ordine Nuovo 1919-1920*, pp. 396-401).

2. Il s'agit cette fois, du congrès de Livourne des 15-21 janvier 1921. L'appréciation que Gramsci donne ici de l'événement mérite d'être soulignée: « La scission de Livourne aurait dû se produire au moins un an plus tôt... soit à l'époque où lui-même s'assignait pour seul objectif la rénovation interne du P.S.I. : « Tout d'abord, rénover le Parti », *L'Ordine Nuovo*, 23-31 janvier 1920, in *Écrits politiques*, 1, pp. 305-309. Il semble qu'en fait ces regrets reflètent plutôt le point de vue de la direction bordiguiste : pour Bordigo, en effet, la rupture avec les réformistes était souhaitable - et possible - dès le congrès de Bologne d'octobre 1919.

Page 87.

1. Le matin du 21 janvier 1921, après le départ des communistes, le XVIIe Congrès du P.S.I. adopta à l'unanimité une motion « réaffirmant pleinement son adhésion à la IIIe Internationale » et faisant appel devant le prochain congrès de l'I.C. contre l'exclusion prononcée par les délégués de Moscou, Kristo Kabaktchiev et Mátỳàs Ràkosi. Serrati, qui avait inspiré cette motion, savait pouvoir compter sur l'appui, auprès de Moscou, de la

Notes

321

direction du Parti communiste allemand (V.K.P.D.) et, singulièrement, de Paul Levi et de Klara Zetkin. Quelques jours après Livourne le V.K.P.D. adopta en effet une motion invitant le Comité exécutif de l'I.C. à réaliser « l'union entre le Parti communiste italien et le groupe qui se détacherait de la fraction Serrati avec la résolution sérieuse de créer un organisme actif de lutte de l'I.C. en se séparant nettement de tous les éléments et tendances centristes ». Ce texte fut publié dans *l'Ordine Nuovo* du 5 février 1921, qui se contenta de réaffirmer : « Pour tous les éléments sincèrement révolutionnaires qui se trouvent encore dans le Parti socialiste, les rangs du Parti communiste italien sont toujours prêts à les accueillir comme des compagnons de lutte » (« Il Partito Comunista Tedesco ed il Congresso di Livorno », *L'Ordine Nuovo*, 1, 36, 5 février 1921, p. 4).

Page 88.

1. La violence fasciste se donna libre cours après l'occupation des usines. Après l'incendie du journal socialiste de Trieste, *Il Lavoratore*, le 14 octobre 1920, ce fut, en Émilie, l'assaut contre les municipalités de Bologne (21 novembre) et de Ferrare (20 décembre) et, en janvier 1921, l'incendie de la Bourse du travail de Bologne. Dans les Pouilles, les agressions fascistes contre les dirigeants socialistes provoquèrent la grève générale de Bari du 25 février 1921. En Toscane, l'assassinat du cheminot communiste Spartaco Lavagnini, directeur de *l'Azione comunista* de Florence, suscita une vague de violences qui fit - officiellement - seize morts et cent blessés.

Quelques jours plus tard, toujours en Toscane, la population d'Empoli attaquait par erreur, les prenant pour une colonne fasciste, deux camions chargés de marins: il y avait neuf morts et dix blessés, et les jours suivants les fascistes détruisaient les chambres du travail de plusieurs villes de Toscane. Dans le Piémont enfin, à Casale Monferrato, des fascistes venus de toute la province s'en prirent à la Bourse du travail et finirent par incendier le siège de la section socialiste.

2. Gramsci se réfère ici au discours prononcé à la Chambre des députés le 10 mars 1921 par le député socialiste Giacomo Matteotti, qui avait déclaré en particulier: « L'ordre de la Bourse du travail est de ne se livrer à aucune provocation. L'ordre est : restez chez vous, ne répondez pas aux provocations. Même le silence, même la lâcheté sont parfois héroïques » (*Giacomo Matteotti contro il fascismo*, Milan, 1954, p. 34). La volonté de non-violence souvent proclamée des dirigeants socialistes constitua en fait un argument de choix de la polémique communiste contre le « noskisme » de la social-démocratie. C'est ainsi que selon Bordiga la social-démocratie n'aurait repoussé la violence que comme violence prolétarienne, quitte à l'accepter et même à l'invoquer de la part de l'État bourgeois : preuve, ajoutait-il, que la social-démocratie n'était pas l'aile droite du mouvement ouvrier, mais bel et bien l'aile gauche de la bourgeoisie (« La funzione della socialdemocrazia in Italia », *Il Comunista*, 6 février 1921; , I socialdemocratici e la violenza », *ibid.*, 12 avril 1921; « Come matura il noskismo », *ibid.*, 14 juillet 1921).

3. Le Conseil du Travail était l'organe paritaire instauré par Giolitti à l'époque de l'occupation des usines et qui avait pour mission d'élaborer un projet de loi sur le contrôle ouvrier. Tout comme les pages du 10 février 1921 consacrées au « Contrôle ouvrier »-- ici, pp. 79-81 - le présent article constituait, de la part de Gramsci, une indéniable reprise de la problématique des Conseils d'usine des années précédentes. Aussi bien n'était-ce pas par hasard si Gramsci publiait dès le lendemain, et pour la première fois en Italie, le texte de son rapport de juillet 1920 à l'Internationale communiste : « Le mouvement turinois des Conseils d'usine », - in *Écrits politiques*, 1, pp. 353-365.

Page 89.

1. Gino Olivetti, Emilio De Benedetti et Federico Jarach représentaient la Confindustria; Ludovico D'Aragona, Gino Baldesi et Ettore Reina appartenaient à la direction de la C.G.L. et Giuseppe Giulietti dirigeait le syndicat des marins.

Page 90.

1. Sous la pression des industriels, le projet de loi sur le contrôle ouvrier ne fut jamais soumis au Parlement. Engagé dans une lutte contre l'augmentation du prix du pain, le groupe parlementaire socialiste lui-même parut s'en désintéresser. Après la dissolution de la Chambre (7 avril 1921), il n'en fut même plus question.

Page 92.

1. Quant au problème des dettes de guerre, Nitti avait déjà pris position, alors qu'il était président du Conseil, dans son discours du 2 mars 1920 : afin de permettre à l'Europe de « retrouver les conditions d'une existence humaine », il fallait d'abord reconstruire l'Allemagne et aider la Russie. Reprenant ces thèmes, son livre *L'Europa senza pace* (Turin, 1921) allait même jusqu'à proposer la réduction de la dette allemande et la suppression de la commission des réparations. Mais certains, et sans doute Gramsci, devaient rester sous l'impression de son livre sur la présence du capital étranger en Italie (*Il Capitale straniero in Italia*, Bari, 1915), favorable à l'entrée en guerre de l'Italie et au renforcement de son potentiel militaire et, surtout, exaltant dans la guerre, la possibilité de développer et de rendre « compétitives » les structures économiques italiennes.

Page 93.

1. Giolitti était président du Conseil depuis le 12 juin 1920. Une fois réglés certains problèmes de poids tels que la question albanaise, l'occupation des usines, les rapports avec la Yougoslavie et l'aventure de Fiume, il vit se dresser contre lui une opposition hétérogène qui, des socialistes à la droite, rendait la *Chambre ingouvernable*. Arguant du fait que celle-ci, élue en novembre 1919, n'exprimait plus la volonté populaire, il proclama le 7 avril 1921 la dissolution de l'Assemblée et fixa les élections au 15 mai suivant. Son objectif était, semble-t-il, double : intégrer les fascistes, qui n'étaient pas représentés au Parlement, dans les listes du « Bloc national » et réduire l'importance des socialistes pour les contraindre à participer ou, du moins, à soutenir le gouvernement.

Page 94.

1. Cf. n. 1, P. 58.

Page 95.

1. Il s'agit toujours de ces élections du 16 novembre 1919, à propos desquelles Gramsci avait proclamé : « L'Italie de la révolution est née » (« La défaite bourgeoise », 19 novembre 1919, in *Écrits politiques*, 1, pp. 291-293).

Page 96.

1. 11 s'agit du mouvement connu sous le nom d'action de mars ». Prenant prétexte des combats qui opposaient mineurs communistes et policiers dans la région de Mansfeld (Saxe), les émissaires de l'Internationale communiste en Allemagne (Béla Kun, Pogányi, Guralski) incitèrent les nouveaux dirigeants du Parti communiste à engager l'offensive. Il semble que cette décision ait visé à contrebalancer les effets désastreux de la un échec. Le mot d'ordre

Notes

323

de grève générale lancé par le K.P.D, ne toucha pas plus de trois cent mille ouvriers et le 31 mars les dirigeants communistes eux-mêmes durent donner l'ordre d'interrompre la grève.

Il n'est pas inutile de noter, pour éclairer l'arrière-fond de ce texte, que le K.P.D. se trouvait depuis le mois de février 1921 sous la direction de la « gauche » du Parti (Brandler, Thalheimer, Frölich, Stoecker). Paul Levi, qui était proche de Serrati et avait tenté, à Livourne, d'éviter la rupture avec les maximalistes, venait d'être écarté de la direction du K.P.D. par Rákosi et Kabaktchiev, responsables également de la scission de Livourne

Page 97.

1. Il s'agit de l'insurrection de Berlin de janvier 1919, au cours de laquelle furent assassinés Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Gramsci avait déjà évoqué la « Commune de Berlin » dans un article du 15 mai 1919 : « La controrivoluzione » (*L'Ordine Nuovo* 1919-1920, pp. 225-226). La formule qu'il emploie ici fait écho au dernier article de Liebknecht dans *Die Rote Fahne*: « Spartacus est le socialisme et la révolution mondiale. »

1. Aussitôt consommée la rupture avec les communistes, le 21 janvier 1921 le Parti socialiste italien adopta, on l'a dit, une motion présentée par Giorgio Bentivoglio protestant contre l'exclusion prononcée par le délégué de Moscou, Kristo Kabaktchiev. Réaffirmant son adhésion à la Ille Internationale, le P.S.I. s'y déclarait prêt à faire appel devant le Ille Congrès de l'I.C.

2. Les 30 et 31 mars 1921 se tint à Milan sur l'initiative de la C.G.L. une Conférence extraordinaire consacrée au problème de la crise économique et du chômage et rassemblant, outre la direction de la C.G.L., les représentants des principales fédérations de métier et ceux des Bourses du travail de Turin, Gênes et Milan. Au terme de la réunion fut adoptée une motion qui, tout en insistant sur le caractère passager de la crise : point de vue qui allait à l'encontre des thèses développées par le P.C. d'Italie, proposait un certain nombre de remèdes tels que le « contrôle syndical sur les entreprises industrielles, commerciales, agricoles, bancaires »; la nationalisation de certaines industries ; l'expropriation indemnisée de la terre ; une réforme fiscale, etc., etc. Seule, la Bourse du travail de Turin vota contre ce programme, que les communistes dénoncèrent comme une manœuvre électorale. Cf. U. Terracini, , Programma elettorale », in *L'Ordine Nuovo*, 1, 90, 1er avril 1921.

1. Conséquence de la crise mondiale de l'industrie automobile, crainte aussi d'une reprise de l'agitation, le 31 mars 1921 Giovanni Agnelli, directeur de la Fiat, annonçait le licenciement de 1 500 ouvriers, la commission interne proposant, quant à elle, une réduction des horaires ou, tout au moins, le versement d'une indemnité aux ouvriers licenciés. Entre-temps, ceux-ci continuaient à se présenter à leur poste. Prenant prétexte de cette occupation larvée, le 5 avril la direction de la Fiat annonçait la fermeture d'un certain nombre de ses établissements, qu'elle faisait évacuer avec l'appui de l'armée et de la police. Le lock-out touchait ainsi 14 992 ouvriers, qui étaient invités à s'engager individuellement à respecter le règlement national de la métallurgie et à accepter, quelles qu'elles soient, les tâches qui leur seraient confiées, Tandis que se prolongeait la grève, un premier accord était signé, le 22 avril, entre Giovanni Agnelli et Guido Fornaca, pour la Fiat, et Bruno Buozzi et Mario Guarnieri, pour la F.I.O.M. : les

représentants syndicaux acceptaient les conditions de la direction, qui s'engageait, quant à elle, à ne pas toucher aux salaires et à assouplir sa position dans l'affaire des licenciements. Dès le lendemain, pourtant, cet accord était repoussé par une assemblée de métallurgistes. L'incendie de la Chambre du travail de Turin par les fascistes, la nuit du 25 au 26 avril, ayant provoqué une grève générale de protestation, Agnelli, conscient des risques que pouvait comporter ce type de riposte populaire, décidait enfin de rouvrir ses portes aux ouvriers - au nombre de plus de 9 000 - qui avaient souscrit individuellement aux exigences de la Fiat : « Hommes de chair et d'os », ainsi qu'allait les définir Gramsci, hommes rendus à leur sérialité... Le 6 mai tout était terminé.

Page 104.

1. Cf. n. 1, 1). 88.

Page 105.

1. Se soumettant aux décisions du 11^e Congrès de l'Internationale communiste - qui avait condamné l'abstentionnisme - le Comité, exécutif du P.C. d'Italie fit connaître dès le 1^{er} avril sa décision de participer sans se mettre en grands frais et en se réservant pour des luttes « plus décisives », à la campagne électorale qui venait de s'ouvrir (« Norme per le elezioni politiche », *Il Comunista*, 14 avril 1921). Un manifeste électoral - généralement attribué à Gramsci - précisait du reste les objectifs du Parti : « De ces élections doit ressortir avec exactitude et précision que le degré de conscience politique et de clarté spirituelle ont atteint les grandes masses populaires italiennes. Les élections de 1919 ont été le procès de la classe dirigeante italienne [...]. Les élections de 1921 doivent être le procès du Parti socialiste... » (« Manifesto per le elezioni politiche - Ai proletari italiani », *Il Comunista*, 21 avril 1921).

Page 108.

1. Filippo Turati, « La pregiudiziale al programma », *Critica sociale*, XXXI, 8, 16-30 avril 1921, p. 1.

2. Comme l'a noté P. Spriano (*Storia del Partito comunista italiano*, 1, p. 126), c'est là une formule caractéristique du climat « bordiguiste » du P.C. d'Italie de cette période. C'est ainsi que dans sa conférence sur Lénine du 24 février 1924, Bordiga n'hésitera pas à proclamer : « La contre-offensive bourgeoise est pour nous la preuve de l'inévitabilité de la révolution, présente jusque dans la conscience des classes dominantes » (« Lenin nel cammino della rivoluzione » in *La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin*, Milan, 1964, pp. 33-34). Une thèse

assez proche est également développée par les anarchistes avec le concept de « contre-révolution préventive »: ainsi, Luigi Fabbri, *La Controrivoluzione preventiva*, Bologne, 1922.

Page 111.

1. Évoquant les violences fascistes, Giolitti avait en effet déclaré à Joseph Galtier : « J'ai convoqué hier, ici, le général des carabinieri, le général des gardes royales, d'autres généraux dit ministère de la Guerre. Je leur ai dit mon intention de mettre un terme à ces excès. C'est l'État qui doit intervenir et réprimer les désordres, et les réprimer, le cas échéant, vigoureusement. J'entends rétablir l'ordre et le maintenir. L'ordre à tout prix, telle est aujourd'hui ma consigne. Il ne faut pas, en ce moment, qu'on ait l'impression que la liberté du vote n'est pas assurée. Il ne faut jamais que les factions, que les ligues, de quelque côté qu'elles viennent, se substituent au gouvernement, à l'État. Les *fascisti* ont pu avoir à se défendre au

Notes

325

début, soit. Mais en tout cas, la défense ne doit pas être l'offense» (J. Gallier, « Une visite à M. Giolitti », *Le Temps*, 24 avril 1921, p. 2).

2. Cette impression parut trouver sa confirmation dans la crise interne qui secoua le mouvement fasciste après les élections de 1921. Tandis qu'autour de Mussolini et de Cesare Rossi, vice-secrétaire général des *Fasci*, se regroupait une tendance plus «politique», favorable à un compromis parlementaire, voire à l'entrée des fascistes dans un gouvernement de coalition avec les Populaires et les socialistes, le fascisme «rural », qui avait mené l'offensive que l'on sait contre les organisations prolétariennes et paysannes d'Émilie et de Toscane, prétendait parachever sa victoire par le même moyen. C'est ainsi qu'après la signature du « pacte de pacification », entre socialistes et fascistes du 2 août 1921, les principaux *Fasci* d'Émilie et de Romagne, réunis à Bologne à l'appel de Dino Grandi, en vinrent à condamner la « trahison » de Mussolini. Ponctuée par les conférences de Ferrare et de Todi, la « fronde » du fascisme rural se prolongea ainsi jus qu'au congrès de Home des 7-10 novembre 1921, qui vit la réconciliation - sur un compromis - des deux tendances du fascisme et la transformation de ce dernier en parti : le P.N.F. (Parti national fasciste).

Page 112.

1. « Nous constituerons l'anti-parti des réalisateurs », avait annoncé Mussolini dans le *Popolo d'Italia* du 17 novembre 1918. Et, préparant la réunion du 23 mars 1919, dont allaient sortir les *Fasci Italiani di Combattimento*, il avait également proclamé : « Le 23 mars, on ne fondera pas

un parti, mais on donnera une impulsion à un nouveau mouvement... Le 23 mars, on créera l'anti-parti ». (*Il Popolo d'Italia*, 9 mars 1919). Ce thème de l'anti-parti devait constituer pendant assez longtemps la quintessence de la « philosophie » fasciste.

Page 113.

1. Article écrit à la suite de la grève de la Fiat d'avril 1921 : cf. supra, « L'avènement de la démocratie industrielle », pp. 102-104.

Page 114.

1. Cf. la note 1, p. 86.

Page 115.

1. « Pour une rénovation du Parti socialiste », 8 mai 1920, in *Écrits politiques*, I, pp. 332-333.

Page 120.

1. Si l'on excepte l'entrée au Parlement de 35 députés fascistes, les élections du 15 mai 1921 ne paraissaient effectivement apporter aucun grand changement dans la vie politique italienne. Certes, la campagne électorale s'était déroulée dans un climat de violence effrénée : « La réaction dépasse toute imagination », écrivait Serrati à Jacques Mesnil. Nous vivons des journées d'angoisse. Et il n'y a rien à faire contre ces violences. » Mais, en dépit de la terreur fasciste, les partis ouvriers s'étaient-semblait-il-maintenus par rapport aux élections de 1919 où les socialistes - on l'a vu - avaient obtenu 156 sièges avec 1 840 593 voix : avec 1 861 505 voix les suffrages additionnés des deux partis ouvriers dépassaient même - de plus de 20 000 voix -- les résultats de 1919. Avec un total de 137 sièges : 122 pour le P.S.I., avec 1 569 553 voix et 15 pour le P.C. d'Italie, avec 291 952 voix, on restait pourtant loin du compte de 1919. La nouvelle assemblée comptait en effet 27 députés de plus qu'en 1919, qui représentaient les terres libérées, et les commentateurs évaluaient à 500 000 voix le manque à gagner des partis ouvriers. S'agissant de ces derniers, et c'était là sans

doute le plus grave, l'électorat avait en outre tranché brutalement en faveur des socialistes. La médiocrité des résultats du Parti communiste, à quoi venaient s'ajouter certains échecs cuisants, tel celui de Gramsci lui-même, candidat malheureux dans la province de Turin, n'en rendaient en effet que plus manifeste l'attachement du prolétariat au Parti socialiste. Alors qu'à Livourne - avec 58 783 mandats contre 112 723 - le rapport de force entre communistes et socialistes avait été de un à deux, il n'était même pas, ici, de un à cinq. Comment parler dès lors, ainsi que Gramsci l'avait fait un mois auparavant, de « procès du Parti socialiste » ?

Page 121.

1. Bologne était l'une des places fortes de l'Émilie rouge et constituait l'un des objectifs de prédilection du fascisme rural. Déjà, le 4 novembre 1920, les chemises noires avaient lancé un premier assaut contre la Bourse du travail. Mais les esprits furent particulièrement frappés par l'expédition du 21 novembre 1920 - jour d'entrée en fonction du nouveau conseil municipal socialiste -- qui fit dix morts et une centaine de blessés. En janvier 1921, enfin, la Bourse du travail fut incendiée par les fascistes.

Page 123.

1. Il s'agit du premier discours de Mussolini à la Chambre des députés, prononcé le 21 juin 1921. Siégeant à l'extrême droite, à une place où, selon lui, « personne n'osait plus s'asseoir », Mussolini prononça un discours qui en faisait « le leader, non seulement du mouvement fasciste, mais de toutes les forces nationales de droite » (*Scritti e Discorsi di Benito Mussolini, II. La Rivoluzione fascista*, Milan, 1934, p. 165). Ce fut en fait une véritable déclaration de guerre aux forces démocratiques et socialistes : « Je soutiendrai dans mon discours des thèses réactionnaires. Mon discours sera donc, je ne sais dans quelle mesure, parlementaire dans sa forme, mais nettement antidémocratique et antisocialiste dans sa substance... » (*loc. cit.*, p. 166).

Page 124.

1. « Je connais les communistes », avait déclaré Mussolini. « Je les connais parce que certains d'entre eux sont mes fils, disons, spirituels... et je reconnais avec une sincérité qui peut paraître cynique, que j'ai été le premier à infester ces gens-là, lorsque j'ai mis en circulation dans le socialisme italien un peu de Bergson mélangé à beaucoup de Blanqui » (*loc. cit.*, pp. 179-180). Quant au « blanquisme », de Mussolini, rappelons aussi que le *Popolo d'Italia* première manière avait pris pour devise la formule de Blanqui : « Qui a du fer a du pain » (Toast de Belle-Ile », 10 février 1851, in M. Dommanget, *Blanqui*, Paris, 1970, pp. 59-60).

2. La « semaine rouge » d'Ancône des 7-14 juin 1914 : cf. n. 1, p. 58.

Page 125.

1. Le Conseil directeur de la C.G.L. se réunit à Rome les 25-26 juin 1921 avec la participation de G. M. Serrati et d'Emilio Zannerini, représentant le P.S.I., pour débattre entre autres de l'attitude à adopter à l'égard du futur congrès de l'Internationale syndicale rouge (I.S.R.) et pour élaborer une stratégie susceptible de répondre à la crise et au chômage grandissant et de contrebattre le « plan d'action » déjà évident du patronat. La motion adoptée déplorait en particulier que l'État parût incapable de « (comprendre la gravité de la situation » (« Consiglio direttivo confederale »), *Battaglie Sindacali*, III, 25, 2 juillet 1921, p. 2). Pour la suite de cette polémique, cf. « L'opportunisme de la C.G.L. », pp- 132-135, ainsi que la n. 2, p. 133.

Page 128.

1. L'idée d'un « pacte de pacification » entre fascistes et socialistes fut d'abord lancée par des députés des deux groupes, tous anciens combattants.

Notes

327

Encouragée par De Nicola, président de la Chambre des députés, et par le président du Conseil, Ivano Bonomi, cette initiative déboucha sur la signature du « pacte de pacification » du 2 août 1921 par lequel le Conseil national des *Fasci*, d'une part, et le Parti socialiste et la C.G.L., d'autre part, s'engageaient à mettre fin à toutes « menaces, voies de fait, représailles, punitions, vengeances, pressions et violences personnelles de quelque sorte ». Le Parti communiste refusa de s'y associer.

2. Armando Bussi appartenait à la vieille garde réformiste du P.S.I.; ancien combattant, le député maximaliste Tito Zaniboni était l'un des initiateurs du « pacte de pacification » ; chef fasciste de Crémone et plus tard secrétaire du Parti national fasciste, Roberto Farinacci était responsable de plusieurs « expéditions punitives » ; général hors cadre, Cesare Maria De Vecchi devait être l'un des *quadrumvirs* de la « marche sur Rome ».

Page 129.

1. Silhouette efflanquée, visage livide, Stenterello est un « masque » créé par le dramaturge florentin Lui gi Del Biono vers la fin du XVIIIe siècle.

2. Arturo Labriola avait été ministre du Travail dans le dernier gouvernement Giolitti (24 juin 1920-23 juin 1921) et, en particulier, à l'époque de l'occupation des usines. À la date où Gramsci écrivait ces lignes, on ignorait toutefois qui le remplacerait : le gouvernement Bonomi ne fut formé en effet que le 4 juillet 1921. Bruno Buozzi était, on l'a dit, le secrétaire de la F. I. O. M.

Page 130.

1. Il s'agit de la grande grève des mineurs britanniques du printemps 1921. La Chambre des communes ayant adopté un *Bill* supprimant le contrôle de l'industrie houillère (instauré au cours de la guerre), le 31 mars la Fédération des mineurs se mit en grève en présentant un programme de revendications en trois points : 1) le maintien du contrôle gouvernemental sur les mines avec octroi de subventions aux exploitations « déficitaires »; 2) le *pooling* national, soit la constitution d'un fonds commun, de tous les bénéfices de l'exploitation dans les différents districts : mesure tendant à assurer aux mines « pauvres » le soutien des exploitations à rendement élevé; 3) le maintien d'un salaire national. Soutenu d'abord par les Syndicats des transports et des cheminots, avec lesquels la Fédération des mineurs avait constitué une « Triple-Alliance », le mouvement, abandonné dès la mi-avril par ses alliés, ne s'en maintint pas moins jusqu'au vote du 30 juin, où fut décidé l'arrêt de la grève. Le travail reprit le 4 juillet 1921.

Page 131.

1. Mineur depuis l'âge de quatorze ans, Frank Hodges avait été élu en 1918 secrétaire de la Miners' Federation of Great Britain. Membre du gouvernement travailliste en 1924, il fut nommé en 1925 secrétaire général de la Fédération internationale des mineurs, affiliée à l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Quant à James Henri Thomas, député du Labour Party depuis 1910 et secrétaire général de la National Union of Railwaymen depuis 1911, et responsable, à ce titre, de l'échec de la « Triple-Alliance » en 1921, il fut successivement président de la Commission parlementaire du T.U.C. et président de la Fédération internationale des Syndicats (ou Internationale d'Amsterdam).

Page 133.

1. Cf. « Une ligne d'action », pp. 125-127.

2. Répondant aux attaques de l'article de Gramsci, « Une ligne d'action » *Battaglie sindacali*, organe de la C.G.L., publia, sous le même titre, le 9 juillet

1921, un texte anonyme qui, tout en reconnaissant la gravité de la crise, soulignait que la révolution n'était pas « à deux pas ». Concluant par la formule : « Les orangers ne fleurissent pas à Turin », ce texte ironisait aussi sur le goût prononcé de Gramsci pour les « économistes libéraux » (« La linea d'azione... » *Battaglie sindacali*, III, 26, 9 juillet 1921, p. 1). Un autre article de *Battaglie sindacali*, qu'il n'est pas nécessaire de citer, répondit à cette nouvelle critique de Gramsci « Il nostro opportunismo », *Battaglie sindacali*, III, 27, 16 juillet 1921, p. 2.

Page 135.

1. Sur Cadorna, cf. ci-dessus p. 77, 11. 2.

Page 136.

1. Les *Arditi del popolo* ou *Arditi rossi* firent leur apparition de façon quasi spontanée au printemps 1921. Il s'agissait de groupes d'autodéfense rassemblant, sans distinction d'origine, socialistes, communistes, anarchistes et sans-parti. Leur première grande manifestation publique eut lieu à Rome, le 6 juillet 1921. En proclamant son adhésion aux *Arditi del popolo*, le député socialiste Giuseppe Mingrino rompait avec l'attitude officielle - toute d'hostilité - des partis prolétariens à l'égard des *Arditi rossi*. Dans un communiqué auquel se réfère Gramsci, le P.C. d'Italie faisait connaître sa méfiance à l'égard d'une initiative qui échappait à son contrôle : « L'encadrement militaire révolutionnaire du prolétariat doit être réalisé sur la base du *partito*, strictement lié au réseau des organes politiques du Parti ; et les communistes ne peuvent donc ni ne doivent participer à des initiatives de cette nature émanant d'autres partis ou même suscitées à l'extérieur de leur parti » (« Per l'inquadramento del Partito », *Il Comunista*, le 24 juillet 1921). Dès la fin du mois de juillet le P.C. d'Italie annonçait en effet la création de groupes d'autodéfense exclusivement communistes. Les *Arditi del popolo* étaient dénoncés désormais comme une « manœuvre de la bourgeoisie » (U. Terracini, « Les Arditi del popolo », *La Correspondance internationale*, 1, 4, 22 octobre 1921). L'affaire devait rebondir toutefois, au lendemain de la « marche sur Rome », dans le cadre du IV^e Congrès de l'Internationale communiste (5 novembre-5 décembre 1922). Témoin de la « marche », Vorovsky, représentant de la Russie à Rome, rapporta en effet au Présidium de l'I.C. que les *Arditi del popolo* avaient été les seuls à tenter d'opposer une résistance armée aux « chemises noires ». De la tribune du congrès, Boukharine et Zinoviev ne se firent donc pas faute de dénoncer la « faute doctrinaire » et « l'arrogance » du P.C. d'Italie « dans la question des *Arditi del popolo* » (Cf. sur ce point G. Berti, *I primi dieci anni di vita del P.C.I.*, p. 134, ainsi que J. Humbert-Droz, « La crise de croissance de l'Internationale communiste », *Annali Feltrinelli*, 1967, pp. 16-17).

2. Déserteur pendant la Première Guerre mondiale, Francesco Misiano avait participé à la révolution spartakiste allemande. Rentré en Italie, il prit une part active dans la création du Parti communiste et fut élu député en 1921. Attaqué par des fascistes en armes le 13 juin 1921, il fut défendu par le socialiste Mingrino.

Page 137.

1. Umberto Pasella était alors secrétaire général des *Fasci*. Alalà : Hourra ! était devenu le cri des légionnaires de Fiume et des fascistes.

Page 139.

1. Cf. n. 1, p. 128.

Notes

329

Page 140.

1. Sur les expéditions fascistes de Ferrare, de Reggio et des Pouilles, cf. n. 1, p. 88. Les violences fascistes dans le delta du Pô firent l'objet d'un discours à la Chambre du député socialiste de la région, Giacomo Matteotti (« La reazione fascista nel Polesine », 10 mars 1921, in *Giacomo Matteotti contro il fascismo*, Milan, 1954, pp. 19-29). Matteotti devait dénoncer à nouveau la terreur fasciste dans un discours du 27 juillet 1921 (« Il Polesine vive in una netta di schiavitù », loc. cit., pp. 30-36).

Page 141.

1. Comme le remarque G. Salvemini (*Scritti sul fascismo*, Milan, 1963, p. 68), à partir de l'été 1921 les fascistes adoptèrent, dans leurs expéditions, un nouveau type de tactique et procédèrent à de grandes concentrations armées dans les villes qu'ils désiraient « punir ». C'est ainsi que des bandes armées venues de toute la province saccagèrent le 1er juillet 1921 la ville de Grosseto (Toscane), qui était dirigée par une municipalité socialiste, ou que, le 12 juillet, une armée de mille cinq cents chemises noires détruisit les organisations républicaines et démocrates-chrétiennes de Trévise (Vénétie). Viterbe, dans le Latium, les troupes de choc fascistes de Giuseppe Bottai se heurtèrent en revanche à une vigoureuse résistance populaire et durent se retirer sans avoir pu pénétrer dans la ville (9 juillet 1921).

Page 142.

1. Le syndicat des cheminots - tout comme la Fédération des travailleurs de la mer - n'appartenait pas à la C.G.L.

Page 143.

1. Le 21 juillet 1921, à Sarzana, près de La Spezia, une bande de cinq cents fascistes sous la conduite d'Amerigo Dumini se heurta à un détachement de onze carabinieri et se dispersa aux premiers coups de feu. La population de la petite ville et les paysans des environs donnèrent la chasse aux fuyards à travers la campagne. Les fascistes eurent dix-huit morts et quarante blessés, dont le chef de l'expédition, Dumini.

2. Cf. ci-dessus n. 1, p. 129.

Page 144.

1. Il s'agit du « putsch Luttwitz-Kapp » du 13 mars 1920, auquel Gramsci, on l'a dit, avait alors consacré un article (« La rivoluzione tedesca », *L'Ordine Nuovo*, 1, 41, 20 mars 1920) et qu'il avait encore évoqué dans son réquisitoire d'avril 1920 contre la Direction du P.S.I. : cf. « Pour une rénovation du Parti socialiste », in *Écrits politiques*, 1, pp. 322-338. La manchette à laquelle Gramsci se réfère ici est celle de *L'Ordine Nuovo* du 16 juillet 19-21 : « La Confédération générale du travail d'Allemagne avait consacré trois mois à s'organiser pour être en mesure de briser le coup d'État de Kapp-Luttwitz. La Confédération du travail italienne a-t-elle prévu la possibilité d'un coup d'État en Italie? Ne croit-elle pas opportun de dire clairement aux masses populaires ce qu'elles doivent faire pour empêcher ce dernier attentat à leur liberté et à leur existence ? »

Page 145.

1. C'est là un thème fréquemment développé dans la littérature communiste après la chute de la Commune hongroise. Ainsi, dans l'interview avec Béla Kun publiée dans la revue américaine *The Liberator* (mars 1920), dont on sait que Gramsci la lisait : « Certains [sociaux-démocrates], en effet, quittèrent les rangs [du P.C. IL], mais d'autres, respectant les idées communistes, nous attaquèrent dans le dos. Ceux-ci étaient pires que les contre-révolutionnaires [...]. Tous ces dirigeants sociaux-démocrates qui collaborent

aujourd'hui avec la dictature militaire régnant à Budapest, ainsi que tous ceux qui, réfugiés à Vienne, écrivent contre la terreur blanche, furent en contacts réguliers avec les missions de l'Entente, servirent la contre-révolution « (B. Kun, *La République hongroise des Conseils*, Budapest, 1962, p. 229). La célèbre polémique entre Karl Radek et Paul Levi sur « Les enseignements de la révolution hongroise » fut du reste traduite dans *L'Ordine Nuovo* (11, 13, 21 août 1920). Dénonçant l'erreur majeure des communistes hongrois : avoir masqué la faillite des réformistes en acceptant leur adhésion formelle au P.C. - Radek y énonçait une formule qui allait être déterminante à Livourne : « On ne devient pas communiste du simple fait que l'on accepte le programme communiste. »

Page 148.

1. Si l'on en croit Gramsci lui-même (*L'Ordine Nuovo*, 14 septembre 1921), il y aurait eu en 1921 quelque quatre-vingt mille adhérents au P.C. d'I. et à la F.G.C.1. et cinq cent mille ouvriers communistes dans la C.G.L. Chiffres évidemment « gonflés » pour les besoins de la cause... Il suffit de rappeler ici qu'aux élections du 15 mai de la même année le P.C. n'avait obtenu que 291 952 voix. Le Rapport du C.C. en vue du 11, Congrès du P.C. d'Italie donne, pour le début de l'année 1922, des chiffres beaucoup plus réduits : 43 211 adhérents, soit déjà moins que les 58 593 voix communistes du congrès de Livourne (Cf. Partito Comunista d'Italia, *Secondo Congresso Nazionale - Roma 20-24 Marzo 1922 - Relazione del Comitato Centrale*, Rome, 1922. pp. 60-62.)

Page 149.

1. Le 14 août 1921 le Comité syndical communiste lança un appel à la C.G.L., à l'Unione sindacale italiana et au Syndicat des cheminots, pour les inviter à organiser en commun « une action de classe de tout le prolétariat organisé, afin de faire face à la situation critique présente ». Ce texte définissait, en cinq points, les positions à défendre (journée de huit heures; respect des conventions collectives et maintien des salaires; défense des contrats agricoles; assurance-chômage; droit d'organisation) et proposait de riposter à la moindre atteinte à l'un de ces points par une « grève générale nationale ». Il n'est pas inutile de noter, au demeurant, que la direction de l'Internationale communiste reprochera peu après au P.C. d'Italie de limiter, comme ici, la politique de « front unique » au seul plan syndical.

2. Cf. n. 2, p. 111.

Page 150.

1. Cf. « Les Arditi del popolo », pp. 136-138.

2. Le 17 août 1921, à l'initiative de Dino Grandi, se rassemblèrent à Bologne les *fasci* d'Émilie et de Romagne, hostiles au « pacte de pacification » avec les socialistes. S'engageant à poursuivre la lutte, ils dénoncèrent la « trahison » de Mussolini, qui, dès le lendemain, proposa de démissionner de la commission exécutive des *fasci*.

Page 152.

1. Sur Sarzana, Trévis, Viterbe, cf. n. 1, p. 141 et n. 1, p. 143. La petite ville de Roccastrada (Toscane) fit l'objet de deux « expéditions punitives »- les 1er et 24 juillet 1921 - organisées par le secrétaire des *Fasci* de Toscane, Dino Perrone Compagni. Il s'agissait de contraindre la municipalité socialiste à démissionner. La deuxième de ces expéditions fit neuf morts et de nombreux blessés. Plusieurs maisons furent incendiées.

Page 154.

1. Gramsci fait allusion ici à l'Introduction d'Engels (1895) au livre de Marx, *Les Luttes de classes en France 1848-1850*. Souvent invoqué par les

Notes

331

réformistes, ce texte d'Engels soulignait que les sociaux-démocrates allemands avaient rendu un « grand service » au socialisme « en montrant à leurs camarades de tous les pays comment on se sert du suffrage universel [...] ». Le temps des coups de main, ajoutait-il, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé [...]. Le lent travail de propagande et l'activité parlementaire sont reconnus là aussi [dans les pays romans] comme la tâche immédiate du Parti », (K. Marx, *Les Luttes de classes en France 1848-1850*, trad. franç., Paris, 1952, pp. 7-24).

Page 155.

1. Alberto Beneduce était le ministre du Travail du gouvernement Bonomi, formé le 4 juillet 1921. Il succédait dans ces fonctions à Arturo Labriola.

Page 156.

1. Allusion aux « Comités de mobilisation industrielle » institués pendant la guerre. Cf. *supra*, p. 76, n. 1.

2. Il s'agit de l'appel « Per la difesa e la riscossa proletaria contro l'offensiva borghese » lancé le 14 août 1921 par le Comité syndical communiste. Cf. « Contre la terreur » pp. 149-151.

Page 157.

1. C'est essentiellement l'aile gauche du P.P.I., sous la direction de Guido Miglioli, qui tentera de mettre fin au salariat agricole par la mise en place de structures d'association entre propriétaires fonciers et ouvriers agricoles (ou métayers, selon le cas). L'action de Miglioli se fit surtout sentir en Lombardie, en Toscane et en Vénétie, et, singulièrement, dans la région de Crémone, où furent signés, à partir du 11 novembre 1920, un certain nombre de contrats d'association, dont le plus fameux, le « Lodo [Arbitrage] Bianchi » du 10 août 1921 prévoyait la participation des ouvriers et métayers au « capital agraire » des entreprises agricoles. Miglioli finit par être exclu du P.P.I. (janvier 1925) et adhéra au Krestintern (Internationale paysanne).

Page 158.

1. Cf. *supra*, n. 1, p. 141.

2. Député populaire (P.P.L), Giuseppe Micheli fut ministre de l'Agriculture dans les gouvernements Nitti et Giolitti. Il élaborait avec un de ses collègues de parti, Giovanni Bertini, ministre de l'Agriculture du gouvernement Facta, un projet de réforme agraire, qui, bien qu'adopté par la Chambre, fut retiré après la « marche sur Rome ».

Page 159.

1. Il s'agit encore une fois de la « grève des aiguilles », d'avril 1920, au cours de laquelle l'agitation s'étendit au prolétariat agricole du Piémont.

2. A partir du printemps 1921, et dans la perspective des élections, Mussolini prit conscience de ce que le déferlement du *squadrismo* rural risquait d'aboutir à l'isolement du fascisme et, partant, de mettre fin, une fois de plus, à sa carrière politique. Il commença alors à lancer une série d'appels à lutter « contre toutes les déviations » et à en revenir au « fascisme de la première heure ». Ces invitations à la modération, qui s'accrochèrent après les élections et, surtout, après la première manifestation des *Arditi del popolo* (6 juillet 1921) et la fusillade de Sarzana du 21 juillet (cf. n. 1, p. 143), débouchèrent sur la signature du « pacte de pacification » du 2 août 1921.

Page 160.

1. C'est ainsi que, évoquant l'occupation des usines de septembre 1920, Giolitti écrit dans ses *Mémoires* :« Par bonheur, le bon sens prévalut, parti

culièrement dans les grandes organisations qui représentaient les masses ouvrières » (*Mémoires de ma vie*, éd. cit., p. 375).

2. Reggio d'Emilie était, on l'a dit, la « Mecque » du réformisme; quant à Milan, où se trouvait la rédaction de *l'Avanti!*, c'était la capitale du maximalisme.

Page 162.

1. Ce titre se réfère à la « grève des aiguilles » d'avril 1920 et à l'occupation des usines de la même année. Cf. déjà « Cinq mois après... », in *Écrits politiques*, 1, pp. 386-389.

2. Au cours de la réunion de Milan des 9-11 septembre 1920, alors que se déroulait l'occupation des usines, Buozzi et les délégués de la F.I.O.M. (Fédération italienne des ouvriers métallurgistes) avaient d'abord proposé d'élargir le mouvement afin d'aboutir à la mise en place d'un gouvernement socialiste chargé de « réaliser toutes les réformes politiques et économiques réclamées avec le plus d'urgence par le prolétariat et compatibles avec les conditions du pays ». Le Parti socialiste aurait dû assumer la direction du mouvement : tel était, du moins, le point de vue développé par la motion Bucco-Schiavello, dont on reparlera ci-après et qui se heurta au veto de D'Aragona et des dirigeants réformistes de la C.G.L. (Buozzi et ses amis s'abstenant). Sollicités à leur tour d'engager l'offensive, Togliatti et Tasca, conscients de l'isolement relatif de *L'Ordine Nuovo* à l'échelle italienne et de la faiblesse des positions qu'il représentait à l'intérieur du P.S.I., s'y étaient refusés. Après la défaite, un membre du groupe, Umberto Terracini, représenta les socialistes turinois dans la commission paritaire créée par Giolitti pour préparer une loi sur le contrôle syndical.

3. Le 2 septembre 1921, Bruno Buozzi participa aux travaux de la seconde réunion des Commissions internes des établissements métallurgiques et des délégués d'ateliers de la section milanaise de la F.I.O.M. Il prononça un discours dans lequel, selon le compte rendu de *l'Avanti!* du 3 septembre 1921, il affirma « encore une fois que, pendant l'occupation des usines, les communistes turinois contribuèrent spécialement à faire échouer la proposition d'extension du mouvement ».

4. « Même pendant l'occupation des usines, que nous avons soutenue avant le début de l'obstruction, nous étions sceptiques à l'égard des dirigeants de la C.G.L. Nous avons pourtant combattu jusqu'au bout, même lorsque les autres battaient en retraite en se cachant derrière le paravent du contrôle ouvrier ou un prétexte spécieux comme le faisaient certains mandarins turinois » (LIB « Per l'azione di difesa proletaria », *Umanità nova*, 11, 120, 31 août 1921).

Quotidien anarchiste sous la direction d'Errico Malatesta, *Umanità nova* fut publié d'abord à Milan (26 février 1920-23 mai 1921), puis à Rome (1er juillet 1921-décembre 1922).

5. Gramsci se réfère ici à l'article de Jacques Mesnil, « La Crise italienne », paru dans *La Revue communiste* de Charles Rappoport, alors membre du Comité directeur du Parti communiste français (Mesnil collaborait également à *L'Humanité*, où il « suivait » la politique italienne). Se référant à l'occupation des usines, Mesnil écrivait en effet : « Personne dans le Parti socialiste n'eut le courage de prendre la tête du mouvement, pas même les communistes de Turin, comme le prouve un document publié récemment » (*La Revue communiste*, II, 14, avril 1921, pp. 81-85).

Page 163.

1. Il s'agit de la première conférence nationale des industriels italiens, au cours de laquelle les dirigeants de la *Confindustria* décidèrent d'intensifier la production et de renforcer la « discipline du travail », de coordonner la

Notes

333

« politique » des entreprises et de rappeler Giolitti au gouvernement. L'incident qui fut à l'origine de la « grève des aiguilles » d'avril 1920, fut la première conséquence de cette réunion. Cf. « Turin et l'Italie », 3 avril 1920, in *Écrits politiques*, 1, pp. 327-329.

2. La motion présentée à Milan, le 10 septembre 1920, par Ercole Bucco, député maximaliste de Bologne, et Ernesto Schiavello, président de la Commission exécutive de la Bourse du travail de Milan et porte-parole de la gauche de la C.G.L., exprimait la position de la Direction du P.S.I. et de son secrétaire général, Egidio Gennari, favorables à l'extension du mouvement : « Le Conseil national de la C.G.L. mandate la Direction du P.S. pour diriger le mouvement en l'orientant vers les objectifs maximaux du programme socialiste, c'est-à-dire la socialisation des moyens de production et d'échange. » Cette motion, on l'a dit, fut mise en minorité par 591 245 voix (qui allèrent à la motion D'Aragona) contre 409 596 voix et 93 623 abstentions (F.I.O.M., pour l'essentiel).

Page 164.

1. Fondée à Milan en 1859, *La Perseveranza*, journal du matin qui portait en sous-titre la formule latine *usque ad finem*, représentait l'opinion et les intérêts de certains milieux modérés et conservateurs lombards.

2. Le Grand Prix automobile d'Italie se disputa sur le circuit de Montichiari, près de Brescia, le 4 septembre 1921. L'épreuve fut remportée par le Français Goux sur automobile Ballot. Le pilote italien Bordino, qui conduisait une Fiat, avait mené pendant la première moitié de la course, mais avait dû abandonner sur une panne de magnéto. La déception fut telle que le roi d'Italie, venu assister au triomphe de Fiat, se retira à deux tours de la fin pour ne pas être témoin de la victoire française.

Le même jour, toujours à Brescia, se disputa le Grand Prix d'Aviation, qui fut également remporté par un Français, Sadi Lecointe, devant le champion italien Brack-Papa.

Page 166.

1. Il s'agit cette fois d'un article intitulé « Aprile e Settembre 1920 » (*Umanità nova*, 11, 133, 15 septembre 1921), dans lequel le mystérieux « correspondant turinois » répond à l'article publié par Gramsci sous le même titre dans *L'Ordine Nuovo* du 7 septembre : « Les choses ne se sont pas passées précisément comme les présente *L'Ordine Nuovo*. Les dirigeants de la C.G.L. n'offrirent pas aux communistes turinois de prendre l'initiative du mouvement insurrectionnel, mais leur demandèrent un rapport sur la situation politique et syndicale et sur la préparation matérielle de Turin. Et, au cours de cette séance, les représentants turinois n'apportèrent vraiment aucune calorie au glacier d'intentions des dirigeants de la Confédération. En outre, au Conseil national, avant qu'on en vienne à un vote sur l'extension ou non du mouvement, Tasca, représentant politique de la Bourse du travail de Turin, proposa de limiter l'action aux métallurgistes et de chercher, en faisant même appel à l'aide du gouvernement, à constituer une grande coopérative de tous les établissements métallurgiques d'Italie. Après quoi ils [les communistes turinois] votèrent la motion Schiavello-Bucco. A Milan, avant et pendant le Conseil national, les représentants des communistes turinois refroidirent l'atmosphère au lieu de l'électriser. C'est pourquoi nous les avons comptés et nous les comptons toujours parmi les principaux responsables de la catastrophe de septembre dernier. »

Page 167.

1. Dans son article « Partito esindacati » publié dans *L'Ordine Nuovo* du 21 (et non du 15) août 1920, Gramsci s'inquiétait surtout de ce que la

F.I.O.M., « avant-garde du prolétariat » italien, se fût engagée dans la lutte pour la révision des conventions collectives sans qu'eut été résolu ni même pesé au préalable le problème des rapports entre le mouvement syndical et le Parti socialiste. Cf. *L'Ordine Nuovo* 1919-1920, pp. 404-408.

Page 168.

1. C'est là une métaphore « médicale » que l'on retrouvera dans l'article sur « Les origines du cabinet Mussolini », ci-après, p. 217.

Page 169.

1. La rupture avec les communistes au congrès de Livourne de janvier 1921 n'avait nullement résolu les contradictions du P.S.I., qui continuait de solliciter son adhésion à l'Internationale communiste et se trouvait divisé en trois, sinon quatre fractions : les maximalistes proprement dits, rassemblés autour de Serrati, qui formaient la majorité du Parti; une importante fraction, le tiers du Parti environ, qui, à des degrés divers, souhaitait la collaboration avec certains secteurs de la bourgeoisie pour mettre fin à la crise et se rassemblait autour de la *Critica sociale* et du groupe parlementaire socialiste; la petite fraction des «terzini» ou partisans de la Ille Internationale, restés à l'intérieur du Parti et qui venait précisément de se constituer en fraction après le voyage à Moscou (juillet 1921) de ses animateurs, Lazzari, Mafri et Riboldi. Le XVIII^e Congrès du P.S.I., convoqué à Milan les 10-15 octobre 1921, allait être appelé à trancher entre ces tendances. Cf. « Le congrès socialiste », *infra*, pp. 173-175.

Page 170.

1. Gramsci se réfère probablement à la lettre de Serrati à Lénine publiée dans *l'Avanti!* du 16 décembre 1920, dans laquelle le dirigeant maximaliste insistait sur l'absence de perspectives révolutionnaires en Italie. Hormis le soulèvement d'Ancône de juin 1920, l'Italie - soulignait-il - n'a pas connu de véritable mouvement insurrectionnel. « L'occupation des usines ne fut pas un mouvement révolutionnaire mais un mouvement syndical large et profond, complètement pacifique. »

Page 171.

1. A l'occasion des élections administratives des 31 octobre et 7 novembre 1920 se constituèrent, dans toute l'Italie, des « blocs nationaux » visant à s'opposer au « bolchevisme ». Le Parti populaire refusa officiellement de s'y engager et tenta de présenter des listes autonomes.

Mais, sous la pression de l'action catholique et de la hiérarchie ecclésiastique, dans plusieurs villes -Turin, Milan, Ferrare, Modène, Venise, Brescia et Padoue - les catholiques participèrent aux « alliances anti-bolcheviques ». Outre les amis de Miglioli, dont on a déjà parlé (n. 1. p. 157), la section de Bergame représenta le cas le plus retentissant de rupture « à gauche ».

Page 172.

1. Mussolini n'avait cessé dans ses discours à la Chambre du 21 juin, du 21 et du 23 juillet, de faire des avances aux réformistes et aux populaires. Dans son discours du 23 juillet, il alla même jusqu'à proposer une coalition des « trois grandes forces agissantes en ce moment dans la vie du pays... : un socialisme qui devra se corriger et qui a déjà commencé de le faire...; la force des populaires » et, bien entendu, le fascisme (B. Mussolini, *Seritti e Discorsi*, 11, Milan, 1934, pp. 196-197). La signature du « pacte de pacification » du 2 août 1921 parut constituer le premier pas de ce rapprochement. Il convient toutefois de noter que la dénonciation du « noskisme » virtuel de la social-démocratie était un des thèmes favoris de la polémique antisocialiste que menait alors le P.C. d'Italie : cf., par exemple, A. Gramsci, « L'Infanzia

Notes

335

di Noske », *L'Ordine Nuovo*, 5 mars 1921 (in *Socialismo e Fascismo*, pp. 92-94) et A. Bordiga, « Come matura il noskismo » *Il Comunista*, 14 juillet 1921 (trad. franc. in *Communisme et fascisme*, Marseille, Éditions « Programme Communiste » 1970, pp. 45-48).

Page 173.

1. Il s'agit du XVIII^e Congrès du P.S.I. (Milan, 10-15 octobre 1921) qui fut essentiellement consacré à la discussion de deux problèmes : le renouvellement de l'adhésion à l'Internationale communiste et les possibilités de collaboration ou d'appui à un gouvernement bourgeois susceptible de mettre fin à la crise et de rétablir la paix civile. La thèse de Serrati réaffirmant l'intransigeance du P.S.I. et son adhésion à l'I.C. - sous réserve du maintien d'une certaine autonomie tactique - l'emporta par 47 628 voix contre celles de Turati, Treves et Baldesi (19 916 voix) et d'Alessandri (8 030 voix), qui prônaient à des degrés divers la « collaboration de classes ». Quant aux *terzini*, prêts à souscrire sans réserves aux exigences de l'I.C., ils n'obtinrent que 3 765 voix.

Page 174.

1. Pendant les guerres d'Italie, Fabrizio Maramaldo qui se trouvait à la tête des troupes impériales à l'assaut de Volterra (1530), fut vaincu par le condottiere florentin Francesco Ferrucci. Lorsque, par la suite, ce dernier, blessé et prisonnier, se trouva en son pouvoir, Maramaldo l'exécuta d'un coup de poignard.

Il s'agit, d'autre part, du célèbre aventurier vénitien et de Cesare Borgia, duc de Valentinois.

2. Lors de la grande grève des cheminots de janvier 1920, Filippo Turati donna dix lires à un cheminot en grève pour qu'il conduisît son train de Pise à Rome. L'affaire fit quelque bruit à l'intérieur du P.S.I. : « Par son geste, écrivit Serrati, Turati s'est placé de lui-même hors de nos rangs » (*Avanti!*, 24 janvier 1920).

Page 175.

1. La participation de la délégation du P.S.I. au IIIe Congrès de l'Internationale communiste (22 janvier-12 juillet 1921) doit être replacée dans la perspective « tournant » amorcé en cette occasion. Le IIIe Congrès lança en effet un Appel à former le « front commun du prolétariat » qui annonçait déjà les thèses sur le « front unique » du Plénum du mois de décembre 1921 et qui se heurta d'emblée à l'opposition de la délégation du P.C. d'Italie. C'est pourquoi, si les trois délégués du P.S.I.-Costantino Lazzari, Fabrizio Maffi et Ezio Riboldi - n'obtinrent formellement rien du Congrès, les conditions posées au P.S.I. demeurant inchangées, ils n'en furent pas moins mandatés par certains dirigeants bolcheviques (dont Trotski), soucieux de contrebalancer le « sectarisme » de Bordiga et de favoriser l'« aller aux masses » du P.C. d'Italie, pour constituer une fraction et entraîner le XVIIIe Congrès du P.S.I. sur les positions de l'I.C.

Page 176.

1. Le Conseil directeur de la C.G.L. réuni les 8-9 octobre 1921, proposa de suspendre toutes les agitations salariales et de constituer, avec des représentants du gouvernement et du patronat, une commission tripartite qui serait chargée d'enquêter sur la situation réelle des industries dans le cadre de la crise économique. Cette proposition eut l'accord du gouvernement mais se heurta à l'hostilité de la Confindustria, défiante, comme à l'accoutumée, envers tout ce qui, de près ou de loin, pouvait évoquer un « contrôle ».

Page 178.

1. *L'Ordine Nuovo* du 30 septembre 1921 avait publié un Appel du Comité exécutif syndical du P.C. d'Italie invitant la C.G.L., l'U.S.I. et le Syndicat des Cheminots à organiser une grève générale unitaire. Deux autres textes dans le même sens avaient été également publiés dans les jours séparant le congrès socialiste de Milan de la conférence de Vérone de la C.G.L. (*Il Comunista*, 19 et 27 octobre 1921). Mais ces appels au front unique syndical n'avaient rencontré aucun écho parmi les dirigeants des grandes centrales ouvrières.

Page 179.

1. Ludovico D'Aragona, Mario Guarnieri et Emilio Colombino appartenaient tous trois à la direction réformiste de la C.G.L.; Armando Borghi animait l'Unione sindacale italiana anarchiste; également anarchistes, Leone Sbrana et Augusto Castrucci étaient membres du Comité central du Syndicat des cheminots.

2. Armando Borghi et Alceste De Ambris avaient animé ensemble l'Unione sindacale italiana (U.S.I.), syndicaliste révolutionnaire, de sa fondation (1912) à la guerre. De Ambris, rallié à l'interventionnisme, avait alors constitué l'Unione italiana del Lavoro (U.I.L.), qui devait déboucher sur le « syndicalisme national » et soutenir l'expérience de Fiume. Également lié à D'Annunzio, mais ami aussi de Malatesta, le capitaine Giuseppe Giulietti dirigeait le Syndicat des gens de mer.

Page 180.

1. Cf. « Syndicalisme et conseils », 8 novembre 1919, in *Écrits politiques*, 1, pp. 283-287.

2. C'est là, au vrai, un thème qu'avait déjà développé Malatesta devant le Congrès anarchiste d'Amsterdam de 1907. Le syndicalisme, déclarait-il en effet, « n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur, sans autre but accessible -et encore ! - que l'amélioration des conditions de travail » (cité in J. Maitron, *Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914)*, Paris, 1955, p. 307).

Page 183.

1. Mussolini avait été le premier à évoquer au Parlement la possibilité d'un coup d'État militaire. L'idée fit son chemin sous le gouvernement Bonomi, qui vit non seulement se renforcer la collaboration entre les forces armées et les fascistes, mais s'organiser, autour du cousin du Roi,

le due d'Aoste, et, surtout, de sa femme, l'ambitieuse Hélène de France, une conspiration militaire visant à substituer au petit Victor Emmanuel III le prestigieux Emmanuel Philibert. Le coup d'État aurait dû avoir lieu le 4 novembre 1921, soit près d'un an avant la « marche sur Rome », à l'occasion de la commémoration de l'armistice austro-italien de 1918 et aurait dû être placé sous la direction de D'Annunzio, qui avait, le premier, lancé l'idée d'une « marche sur Rome ». Mais le poète - acheté, dit-on, par Bonomi - ne se montra pas et l'affaire n'eut pas lieu.

2. A l'occasion du congrès de Rome du mouvement fasciste (7-10 novembre 1921), au cours duquel fut constitué le P.N.F. (Partito nazionale fascista), trente mille fascistes envahirent la capitale et s'y comportèrent comme en pays conquis, faisant, en trois jours, cinq morts et cent vingt blessés. La résistance des *Arditi del popolo* et, surtout, une grève générale qui devait se prolonger jusqu'au 14 novembre, les contraignirent à se retirer.

3. Cf. « Coup d'État », pp. 143-145, ainsi que la note 1, p. 144.

Notes

337

Page 187.

1. Il s'agit, bien entendu, des XVI^e (Bologne, 1919) et XVII^e (Milan, 1921) Congrès du P.S.I. Sur le congrès de Milan, cf. pp. 173-175.

12. Allusion au « pacte de pacification » du 2 août 1921.

Page 188.

1. Peu après le congrès socialiste de Milan, se tint à Vérone le Conseil national de la C.G.L. (5-7 novembre 1921) qui approuva la politique de la Direction réformiste et repoussa - par 1 426 521 voix contre 415 712 - une motion du Comité syndical communiste proposant de rompre avec la stratégie des grèves partielles et d'organiser une action générale susceptible de déboucher sur la formation d'un front unique syndical. La majorité de la centrale refusa également d'adhérer à l'Internationale syndicale rouge.

2. En Ligurie, région où l'U.S.I. était particulièrement active, les métallurgistes se trouvaient engagés, depuis le début du mois d'octobre, dans une série de grèves visant à s'opposer aux réductions de salaires annoncées par le Consortium des industriels ligures. Une grève générale de quatre jours (17-21 novembre), qui paralysa toute la province, contraignit les industriels à maintenir les salaires en vigueur et à renvoyer au printemps 1922 la révision des conventions

collectives. La grève générale de Vénétie Julienne tenta, quant à elle, de s'opposer à la fermeture des chantiers de construction navale de Trieste et de Muggia et aux réductions salariales annoncées dans ceux de Monfalcone. La grève de Turin du 5 décembre 1921 fut dirigée contre la sentence du tribunal de la ville qui avait condamné à un total de cent six ans de prison neuf ouvriers accusés d'avoir tué un policier pendant l'occupation des usines. Sur la grève de Rome, cf. n. 2, p. 183.

Page 189.

1. C'est à une faible majorité - 3 000 voix sur un total de 144 000 - qu'avait été élue, à l'automne 1920, la municipalité socialiste de Milan. C'était là, exception faite pour Bologne, où leur victoire avait été écrasante, la seule grande ville d'Italie où les socialistes avaient pu conquérir la municipalité. Aussi savait-on, depuis l'expédition fasciste de Bologne du 21 novembre 1920, que Milan serait l'un des prochains objectifs des « chemises noires ». L'attaque vint enfin, le 3 août 1922, conduite par Cesare Rossi, qui, profitant de la présence « exaltante » de D'Annunzio, défenestra la municipalité socialiste et incendia le siège de *l'Avanti!*

2. Le 31 octobre fut signé à Milan, sur proposition du préfet, un accord par lequel Bruno Buozzi, pour la C.G.L., et les représentants des industriels lombards décidaient de proroger jusqu'au 31 décembre les conventions collectives en vigueur dans la région.

3. Gramsci se réfère ici aux incidents sanglants qui marquèrent à Bologne, le 21 novembre 1920, la présentation du nouveau conseil municipal - « rouge » - issu des récentes élections administratives. Une fusillade - organisée par les fascistes - fit dix morts et une centaine de blessés. Parmi les morts se trouvait l'avocat Giulio Giordani, ancien combattant et mutilé, nationaliste et conservateur; ce qui permit à la presse bourgeoise d'attribuer la responsabilité de l'affaire aux socialistes.

Page 191.

1. Article écrit à l'occasion de l'anniversaire du congrès de Livourne des 15-21 janvier 1921, XVIIe Congrès du P.S.I. et Ier Congrès du P.C. d'Italie.

2. L'assassinat d'Umberto 1er par l'anarchiste Gaetano Bresci, le 29 juillet 1900, marqua la fin de la « réaction humbertienne » qui s'était fait particulièrement sentir sous les gouvernements de Crispi et de Pelloux. Cf. n. 3, p. 5 7.

Page 195.

1. La crise ministérielle avait été ouverte par la démission de Bonomi le 2 février 1922. A ceux qui reprochaient à Bonomi son incapacité à rétablir l'ordre - et l'assassinat, par les fascistes, d'Attilio Boldori, vice-président socialiste du Conseil provincial de Crémone, le 11 décembre 1922, n'avait pas peu souligné cette carence - étaient venues s'ajouter toutes les victimes, grands industriels et petits épargnants, de la faillite de la Banque d'escompte, rendue publique le 29 décembre 1921. Bonomi avait en effet accepté de promulguer un moratoire suspendant les paiements, mais s'était refusé à sauver l'organisme bancaire par une intervention directe du Trésor public. D'où le mécontentement des groupes qu'on a dit, fortement représentés au Parlement. Appelés après sa démission à constituer un nouveau gouvernement, De Nicola, puis Orlando s'étaient heurtés au veto des populaires. Président de la Chambre et organisateur du « pacte de pacification » du 3 août 1921, Enrico De Nicola avait une solide réputation de laïcité et jouissait de la sympathie des socialistes, qui lui avaient promis de s'abstenir au cours des votes.

Page 196.

1. Cf. « L'enquête sur les industries » pp. 176-178.

Page 197.

1. Après l'échec de De Nicola et de V. E. Orlando, le Roi invita Bonomi à retirer sa démission et à se représenter devant la Chambre. Mais, après cinq jours de débats, le 18 février 1922 le gouvernement fut mis en minorité par 295 voix contre 107. Le 25 février, enfin, la crise trouva une solution avec la formation d'un gouvernement qui eut l'appui des populaires et fut présidé par un vieil ami de Giolitti, Luigi Facta. Ce devait être le dernier gouvernement de l'Italie libérale.

2. Au cours de la crise ministérielle, le groupe parlementaire socialiste adopta, le 22 février 1922, une motion dénonçant « les indignes manœuvres de parlementaires appartenant à des partis constitutionnels [...] pour rendre impossible la formation d'un gouvernement tel que l'exigent et le désignent la situation parlementaire et le vote explicite de la Chambre... »

Page 198.

1. C'est là le dernier article écrit par Gramsci avant son départ pour la Russie, où il devait participer aux travaux du 1^{er} Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste (5 mars-11 juin 1922).

2. La crise économique mondiale se faisant particulièrement sentir dans la métallurgie, les industriels italiens décidèrent de procéder, conjointement aux licenciements, à des réductions progressives de salaires. La Fiat prit la tête du mouvement en tentant de réduire l'indemnité garantissant le pouvoir d'achat de son personnel, qui représentait environ 20% du salaire. Deux positions se firent jour dans les milieux syndicaux. Tandis que la section turinoise de la F.I.O.M., contrôlée par les communistes, et *l'Alleanza del Lavoro* (cf. *infra*, p. 201 et n. 1) proposaient de répliquer à cette réduction des salaires par une grève générale sectorielle qui pourrait être transformée en grève générale, la direction réformiste de la F.I.O.M. (Buozzi, Colombino, Uberti) préférait tenter de résoudre le conflit par la voie des négociations. On aboutit à un compromis, qui plaça la grève sous le contrôle de la direction de la F.I.O.M. en la mandatant pour poursuivre les négociations. La grève - commencée le 25 juin - dura jusqu'au 10 juillet et s'acheva sur un compromis défavorable aux ouvriers.

Page 201.

1. L'Alleanza del Lavoro [Alliance du travail] se constitua le 20 février 1922 sur l'initiative du Syndicat des cheminots. Elle regroupait, outre les

Notes

339

cheminots, la C.G.L., l'Unione sindacale italiana, l'Unione italiana del Lavoro, et la Fédération des travailleurs des ports. Son objectif était de mettre fin aux luttes intestines du mouvement syndical et d'organiser la lutte contre la « réaction patronale ». Tout en dénonçant le caractère « bureaucratique » de cette initiative, Gramsci devait - au cours du IIe Congrès du P.C. d'Italie - insister sur la possibilité d'infléchir et d'utiliser l'Alleanza dans une direction révolutionnaire.

Page 203.

1. Ces thèses sur « le Parti communiste et les syndicats » furent présentées officiellement, devant le IIe Congrès du P.C. d'Italie (Rome, 20-24 mars 1922), sous les signatures conjointes d'Antonio Gramsci et d'Angelo Tasca. En confiant à deux personnalités aussi opposées que Gramsci et Tasca la rédaction de ces thèses, Bordiga escomptait, semble-t-il, et tel est en tout cas le point de vue de Berti, que les deux hommes se feraient contrepoids (Cf. G. Berti, *op. cit.*, p. 61). En fait, si l'on en croit Tasca, les deux rapporteurs auraient même fini par présenter à Bordiga deux textes concurrents et ce dernier, de guerre lasse, se serait résigné à rédiger lui-même, à partir des deux projets, « une version nouvelle et définitive ») (A. Tasca, *I primi dieci anni... p. 126*). Il serait donc abusif, en tout état de cause, de présenter ces thèses comme l'expression absolument

fidèle des positions de Gramsci. Aussi a-t-on décidé de n'en retenir ici que des extraits - d'assez larges extraits, au demeurant - et de les publier en appendice. Nombre de thèmes qui sont abordés dans ces thèses, et pas seulement, comme le soutient Berti, le développement sur les Comités d'entreprise et sur les Conseils d'usine (*op. cit.*, p. 62), portent en effet, ainsi que le note A. De Clementi, la marque indéniable de Gramsci et, plus précisément, du Gramsci de *L'Ordine Nuovo* des années 1919-1920 : la définition du syndicat comme « la négation la plus tranchée de la démocratie bourgeoise » ou comme l'« embryon d'un État ouvrier à l'intérieur de l'État bourgeois », atteste, en particulier, la survivance d'un certain « sorélisme » et représente un point où les positions de Gramsci s'opposent radicalement à celles de Tasca ou, *a fortiori*, de Bordiga (Cf. A. De Clementi, « La politica del Partito comunista d'Italia nel 1921-1922 e il rapporto Bordiga-Gramsci » *loc. cit.*, pp. 74 et suiv.).

Page 204.

1. Comme l'ont noté F. Ferri et P. Spriano, c'est là une des idées de Marx que retiennent et soulignent en permanence, et le Gramsci des années 1919-1920, et le marxiste nord-américain Daniel De Leon. Cf. F. Ferri, « Consigli di fabbrica e partito nel pensiero di Gramsci », *loc. cit.*, p. 463; P. Spriano, « Introduction » à *L'Ordine Nuovo* (1919-1920), Turin, 1963, p. 58.

Page 205.

1. Il y a là, semble-t-il, la reprise d'un thème de Daniel De Leon dont on a déjà signalé la présence dans la problématique de *L'Ordine Nuovo*: «Le syndicalisme industriel est la République socialiste en construction... » Cf. en particulier « Syndicats et Conseils », 11 octobre 1919, in *Écrits politiques*, I, pp. 278-283.

2. On retrouve ici les termes du débat de 1920 entre *L'Ordine Nuovo* et *Il Soviet*: s'emparer de l'usine ou prendre le pouvoir. Cf. *Écrits politiques*, 1, p. 36.

Page 208.

1. C'était là, à l'époque de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire, un des principaux points de désaccord entre Gramsci et Tasca et, plus généralement,

entre Gramsci et les tendances « blanquistes » du socialisme italien. Cf. A. Caracciolo, « Serrati, Bordiga e la polemica gramsciana contro il "blanquismo" o settarismo di partito » in *La Città futura*, éd.cit., pp. 91-114. Page 210.

1. Il y a peut-être là un écho de la « discussion syndicale » qui est en train de secouer le Parti bolchevique; auquel cas Gramsci se retrouverait assez proche de l'Opposition ouvrière, hostile, on le sait, à la « militarisation » des syndicats et favorable au contrôle ouvrier.

Page 211.

1. Le krach de la Banque d'escompte, le 29 décembre 1921, avait ouvert la crise politique de l'Italie libérale. Cf. supra, n. 1, p. 195.

2. Cf. ci-dessus « L'enquête sur les industries », pp. 176-178. Page 212.

1. Cf. ci-dessus n. 1, p. 204.

2. Cet article, comme celui qui suit, est repris de l'édition française de l'Internationale *Press-Korrespondenz* (en abrégé *Inprekorr*), qui était le bulletin d'information de l'Internationale communiste. Pour qui connaît les conditions de travail des rédacteurs et traducteurs de l'*Inprekorr*, pour qui sait que les textes publiés étaient souvent des traductions de traductions, c'est une banalité que de dire que ces articles ne sauraient être considérés comme pleinement fidèles à la pensée de Gramsci. Ce dernier y a du reste longuement insisté à l'occasion d'une polémique avant *l'Avanti!* dans un article de 1924, dont Valentino Gerratana nous a obligeamment fourni une photocopie, « Discutiamo, se vi pare » (*Lo Stato Operaio*, 7 février 1924, p. 4). S'efforçant de mettre au jour, selon ses termes, l'« origine philologique de l'erreur de *l'Avanti!* », Gramsci y met en garde contre les versions de ses écrits publiées dans *La Correspondance internationale*, édition française de l'*Inprekorr*, et rappelle à ce propos que seule l'édition allemande, l'Internationale *Press-Korrespondenz*, peut être considérée comme fidèle. Il ne nous en a pas moins paru intéressant de restituer ici une image du Gramsci qu'a pu connaître, en son temps, le lecteur de langue française. En ce qui concerne cet article, on trouvera entre crochets les différences les plus marquantes par rapport à la version allemande, un astérisque signalant les phrases ou membres de phrase qui n'y figurent pas. Cf. « Italien und die Genua-Konferenz », *Internationale Presse Korrespondenz*, 11, 40, 4 avril 1922, pp. 321-322.

La conférence économique internationale de Gênes (10 avril-19 mai 1922) dont il est question ici, se proposait de normaliser les rapports des grandes puissances avec la Russie bolchevique et de réintégrer l'Allemagne dans l'économie européenne. Elle fut essentiellement marquée par un

coup de théâtre, la signature du traité de Rapallo entre l'Allemagne et la Russie des Soviets (16 avril 1922). Il est à noter à ce propos que ce texte de Gramsci est antérieur à la signature de ce traité.

Page 213.

1. Gramsci reprendra cet argument dans une intervention de juin 1923 devant la « Commission italienne » de l'I.C. pour justifier son hostilité à la fusion avec les maximalistes : cf. ci-après, p. 244, n. 2.

2. Comme Gramsci le note peu après, c'est effectivement Lloyd George qui, dans le cadre de la conférence de Cannes (5-12 janvier 1922), proposa, le 6 janvier 1922, de réunir une « conférence économique financière » destinée à « remédier à la paralysie du système européen » par la mise en oeuvre, en particulier, d'un plan de développement international de la Russie bolchevique.

Notes

341

Page 214.

1. Gramsci se réfère probablement à l'ouvrage de F. S. Nitti, *L'Europa senza pace* (Turin, 1921), dans lequel l'ancien président du Conseil, qui avait déjà publié, à la veille de la guerre, une étude sur les investissements étrangers en Italie (*Il Capitale straniero in Italia*, Bari, 1915), exposait comment la reconstruction de l'Allemagne permettrait à l'Italie de retrouver sa principale source de capitaux.

2. Filippo Meda (1869-1939) avait débuté comme journaliste à *L'Osservatore cattolico*, pour prendre ensuite la direction de *L'Unione* (1907) et de *L'Italia* (1912). Député depuis 1909, il s'était rallié à Salandra en 1914 et avait été ministre dans les gouvernements Boselli (1916-1917), Orlando (1917-1919) et Giolitti (1920-1921). En 1923 il s'efforça de rallier ses collègues du P.P.I. à la réforme électorale fasciste. De 1920 à 1928 il présida la Banca popolare de Milan.

3. La chute du gouvernement Bonomi fut la conséquence directe du krach de la Banque d'escompte du 29 décembre 1921. Abandonné au Parlement par le groupe de la « Démocratie sociale » de Colonna Di Césarò et par les « Démocrates italiens » (ou « radicaux ») de Nitti, Bonomi fut mis en minorité et forcé de démissionner le 18 février 1922. Se coalisant avec les groupes démocrates, la droite l'avait tout particulièrement attaqué sur sa politique étrangère.

Page 215.

1. Gramsci reprend ici la substance d'un article de Gaetano Salvemini, « La politica estera dell'on. Giolitti », paru dans *L'Unità* du 27 décembre 1917 (aujourd'hui in G. Salvemini, *Dalla guerra mondiale alla dittatura* (1916-1925), Milan, 1964, pp. 133-137). Comme le souligne Salvemini, lors du renouvellement de la Triplice le 5 décembre 1912, Giolitti renonça à tout un système de garanties parallèles qui libérait l'Italie de l'obligation de participer à un conflit déclenché par les puissances centrales. Le précédent renouvellement du traité, le 8 juillet 1902, s'était en effet doublé d'un accord avec la France et la Grande-Bretagne sur les problèmes méditerranéens et le statu quo dans les Balkans. En cas d'agression de l'Autriche contre la Serbie, par exemple, l'Italie aurait été libérée de ses obligations à l'égard des puissances centrales et se serait même retrouvée aux côtés de la France et de l'Angleterre. Un accord du même type avait été également signé avec la Russie, à Racconigi, en 1909. La convention militaire avec l'Allemagne fut, quant à elle, négociée par le général Pollio en juillet 1913. Elle devait entrer en vigueur à partir du 8 juillet 1914. Le général Alberto Pollio (1852-1914) était chef d'état-major depuis 1908. Quoique favorable à la Triplice et, surtout, à l'alliance allemande, il avait tenté de mettre en oeuvre une réforme de l'armée italienne et de réorganiser la défense sur la frontière austro-hongroise.

Page 216.

1. Il s'agit toujours de la « grève des aiguilles » d'avril 1920. Cf. *Écrits politiques*, 1, p. 327, n. 1.

2. Les origines de la « Confederazione italiana dell'industria », (ou Confindustria) remontent en réalité au 5 mai 1910. Mais Gramsci, qui l'a déjà fait dans un article de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire « Superstition et réalité », 8 mai 1920, in *Écrits politiques*, 1, pp. 339-346), entend probablement souligner ici l'importance, pour la « longue durée » de l'histoire du capital en Italie, de ce Conseil national de la Confindustria (Milan, 6-7 mars 1920) au cours duquel cette dernière commença effectivement d'exercer son hégémonie sur l'ensemble de l'économie italienne et de formuler le discours du capital comme discours politique. La contre-offensive dont il est question

ici répondait en effet à la première « sortie » politique des conseils d'usine du 28 février au 9 mars, les usines textiles des Établissements Mazzonis avaient été occupées par les ouvriers en grève et surtout - c'était là la nouveauté - gérées par les Conseils d'usine. Pour les dirigeants de la Confindustria -Gino Olivetti, Giovanni Silvestri - il s'agissait désormais de mettre fin à l'expérience des Conseils et de reprendre le terrain perdu depuis la fin de la guerre. Réquisitoire fut dressé contre le gouvernement qui n'était pas intervenu dans l'occupation des Établissements Mazzonis et les industriels furent invités à « s'en tenir strictement aux ordres » émanant de la Confindustria.

3. Le Congrès national de la F.I.O.M. se réunit en fait à Gênes du 20 au 24 mai 1920. Par 84 819 voix contre 26 296 il condamna l'expérience turinoise des Conseils d'usine et fit sien le projet de politique contractuelle proposé par Bruno Buozzi. Attaqué pour son attitude au cours de la grève d'avril, ce dernier fut toutefois amené à reconnaître que le prolétariat était prêt, désormais, d'accéder à la gestion des usines.

Page 217.

1. Ce point a fait l'objet de polémiques et de controverses. Cf. « Les responsabilités des classes dirigeantes. Un exemple : Bonomi et le fascisme », in R. Paris, *Les Origines du fascisme*, Paris, 1968, pp. 113-114.

2. Cette lettre à Léon Trotski, écrite lors du séjour de Gramsci en Russie, a été publiée pour la première fois en russe sous le titre « Pismo t. Gramsci ob italianskom futurisme » [Lettre du camarade Gramsci sur le futurisme italien] dans le livre de Trotski, *Literatura i revolucija*, Moscou, 1923, pp. 116-118. Nous en donnons ici une traduction à partir de l'italien, mais le texte a été vérifié par nos soins sur l'original russe.

3. *Il Principe* était en effet un organe ultra-monarchiste. « La monarchie absolue est le régime le plus parfait », proclamait le journal, dont les deux directeurs allaient bientôt rallier le fascisme et animer une nouvelle revue : *L'Impero*, devenu ensuite *L'Impero fascista*. Pour les problèmes politiques qui s'attachent au futurisme, cf. R. Paris, *op. cit.*, pp. 42-46.

4. G. Papini, *Storia del Cristo*, Florence, 1918; trad. franç.: *Histoire du Christ*, Paris, Payot, 1949.

5. Il s'agit bien entendu d'un *lapsus*. Signataire avec Marinetti du « Manifeste futuriste » du 20 février 1909, Aldo Palazzeschi, qui a commencé de s'éloigner du futurisme dès 1914, n'a jamais été fasciste.

1. Gramsci fait successivement allusion à *Guerra sola igiene del mondo* (Milan, 1915), *L'alcova d'acciaio* (Milan, 1921) et *Al di là del comunismo* (Milan, 1920).

2. Les communistes turinois et piémontais avaient effectivement créé, sur le modèle du *Proletkult* russe, des « Instituts de culture prolétarienne », qui organisaient, selon un rapport du Comité central au lie Congrès du P.C. d'Italie, « des cycles de leçons tant de culture générale que sur les problèmes du communisme, complétés par des concerts, des représentations et autres initiatives d'ordre artistique » (Partito comunista d'Italia, *Secondo Congresso Nazionale, Roma 20-24 marzo 1922, Relazione del Comitato Centrale*, éd. cit., p. 12). Le premier *Proletkult* turinois était né d'une initiative de Gramsci et de Zino Zini et son programme, rédigé par ce dernier, avait été publié dans *L'Ordine Nuovo* du 6 janvier 1921 (G. Bergami, « Préface » à Z. Zini, *La tragedia del proletariato in Italia*, éd. cit., p. 36). C'était probablement là, dans le cadre du P.C.I., une initiative unique, où se faisait sentir, de toute évidence, l'« héritage » de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire. Barbusse et le mouvement *Clarté* et, plus encore, Lounatcharski et le *Pro*

letkult avaient en effet représenté, on l'a dit, des points de référence essentiels pour le groupe de *L'Ordine Nuovo*. Cf. en particulier la « Chronique » de Gramsci des 11-18 décembre 1920, in *Écrits politiques*, 1, pp. 409-410.

3. La revue *Lacerba* naquit à Florence le 1er janvier 1913 d'une scission du groupe de *La Voce*. Elle était animée essentiellement par Giovanni Papini et Ardengo Soffici. Organe du futurisme militant - c'est là que fut publié, en 1913, le premier « Programme politique futuriste » - à partir de 1914 *Lacerba* mena une campagne effrénée en faveur de l'intervention. Elle cessa de paraître le 22 mai 1915, deux jours avant l'entrée en guerre de l'Italie.

4. Anton Giulio Bragaglia était le fondateur du Théâtre des Indépendants de Home. Réagissant contre le théâtre « littéraire », il s'efforçait, à la façon d'Antoine ou de Stanislavski, de mettre en œuvre un théâtre « expérimental », un théâtre « théâtral ». Une bonne partie de son répertoire était constituée de pièces futuristes, mais il donnait aussi des œuvres expressionnistes et des *commedie dell'arte*. Il animait également une « Maison de l'Art » et dirigeait la revue *Cronache d'Attualità*, consacrée aux problèmes artistiques. Cf. le témoignage d'un contemporain in J. C. Mariátegui, *El Artista y la Epoca*, Lima, 1959, pp. 188-192.

5. *Recte*: Giacomo Balla.

6. F. T. Marinetti, *Les Dieux s'en vont, D'Annunzio reste*, Paris, 1908, Sansot. Comme une grande partie des oeuvres de Marinetti, ce livre fut écrit et publié directement en français.

Page 223.

1. Gramsci répond ici à une lettre de Togliatti du 1^{er} mai 1923 dans laquelle celui-ci lui annonce que, préoccupé de porter le débat qui oppose la direction du P.C. d'Italie à l'I.C. devant la base du Parti, Bordiga, qui est emprisonné depuis le 3 février, envisage de publier un manifeste : « Il [Bordiga] veut que le groupe politique qui a eu jusqu'ici la direction du P.C.I., qui est responsable de sa formation et de son action au cours des trois dernières années, s'adresse au prolétariat à travers un manifeste. Ce manifeste devrait affirmer que l'action de l'Internationale communiste à l'égard du P.S.I. a empêché ce groupe politique de mener à terme la tâche historique qu'il s'était assignée : détruire la vieille tradition pseudo-révolutionnaire incarnée par le P.S.I., déblayer la route de ce cadavre et fonder simultanément une nouvelle tradition et une nouvelle organisation de combat »(P. Togliatti, *La formazione del gruppo dirigente del P.C.I.*, éd. cit., p. 54), - point de vue avec lequel Togliatti est alors entièrement d'accord. Le texte du manifeste « A tutti i compagni del Partito comunista d'Italia » a été publié, dans sa version originelle, par Stefano Merli (« Nuova documentazione sulla " svolta " nella direzione del Partito comunista d'Italia nel 1923-1924 », *Rivista Storica del Socialismo*, VII, 23, septembre-décembre 1964, pp. 513-540).

2. Togliatti rapporte (*op. cit.*, p. 63) que Scoccimarro, qui assista à ces conversations, s'accorda avec Gramsci pour estimer que le désaccord avec Bordiga, loin de se borner aux questions de tactique, investissait toute la stratégie du P.C. d'Italie et de l'I.C. et que la rupture était donc inévitable. Il est certain, pourtant, qu'à la même époque, soit en novembre 1922, non seulement Gramsci ne s'était pas démarqué publiquement de Bordiga, mais encore avait refusé d'adopter - comme Zinoviev, Boukharine et Trotski le pressaient de le faire - une « position de lutte contre Bordiga » (G. Berti, « Appunti e ricordi 1919-1926 », *loc. cit.*, pp. 37-38).

3. Cf. en particulier « Le programme de *L'Ordine Nuovo* » in *Écrits politiques*, 1, pp. 368-377. La « droite » ayant été la seule à s'opposer à

l'adoption des « Thèses de Rome », le reste du Parti, Gramsci y compris, semblait totalement acquis aux thèses de Bordiga et Tasca, en cette année 1923, pouvait se présenter comme le seul héritier de la « tradition turinoise ».

Page 224.

1. Il s'agit du « groupe d'éducation communiste » constitué par Gramsci en juillet 1920. Cf. *Écrits politiques*, 1, p. 368, n. 1. Mario Montagnana (1897-1960) était un ouvrier métallurgiste de Turin. Membre du Parti socialiste depuis l'âge de treize ans, il avait appartenu au groupe de *L'Ordine Nuovo* et, après le congrès de Livourne, il avait assuré la chronique syndicale de *L'Ordine Nuovo* quotidien. Cf. ses souvenirs sur Gramsci et *l'O.N.* in *Ricordi di un operaio torinese* (Rome, Rinascita, 1948). Pour Leonetti, voir ci-après n. 2, p. 240.

2. Ces « liquidateurs », ce sont, bien entendu, Tasca et la « droite » du Parti, qui n'ont cessé d'oeuvrer en vue de l'unification avec les maximalistes, libérés depuis quelques mois de l'aile réformiste du P.S.I.... Après le congrès de Milan d'octobre 1921 - cf. « Le congrès socialiste », *supra*, pp. 173-175 - au terme duquel le P.S.I. s'était vu signifier son exclusion définitive de l'Internationale communiste (2 novembre 1921), le fossé n'avait cessé de s'élargir entre réformistes et maximalistes. La visite de Turati chez le Roi, le 29 juillet 1922, avait achevé de rendre la scission inévitable.

Le congrès de Rome du P.S.I. (1er-4 octobre 1922) proclama donc l'exclusion des réformistes par 32 106 voix contre 29 119. Tandis que les exclus constituaient, avec Giacomo Matteotti, le Parti socialiste unitaire, les maximalistes sollicitèrent leur admission dans l'I.C. et une délégation, dirigée par Serrati, prit le chemin de Moscou. Informé de la scission de Rome, le IVe Congrès de l'I.C. décida la fusion immédiate du P.C. d'Italie et du P.S.I. en un « Parti communiste unifié d'Italie ». Comme devait le dire Zinoviev, « l'étape des scissions était passée ». On parla même de substituer Gramsci à Serrati à la tête de *l'Avanti!*. Une commission fut mise en place pour préparer la fusion. Présidée d'abord par Zinoviev, puis tour à tour par Manouïlski et Ràkosi, elle rassembla des représentants des deux partis intéressés : Gramsci, Scoccimarro et Tasca pour le P.C., et, pour les maximalistes, G. M. Serrati, Fabrizio Maffi et Giovanni Tonetti. C'était ouvrir une nouvelle crise entre le P.C. d'Italie et l'Internationale communiste. Pour Gramsci comme pour Bordiga, pour Scoccimarro comme pour Terracini, pour la « majorité » du Parti (Tasca et la « droite », constituant alors la « minorité », la fusion avec les maximalistes - les maximalistes, il faut y insister, et pas seulement les *terzini*, ces partisans de l'I.C. demeurés dans le P.S.I. après le 21 janvier 1921 - signifiait, en effet, non seulement le ralliement à Serrati et à toute une tradition du socialisme italien, mais surtout l'annulation des effets de Livourne et de la clarification qui s'y était opérée (ou était censée s'y être opérée);

c'était, pour reprendre la formule de l'époque, une « catastrophe ». Aussi bien la « majorité », Gramsci y compris, fit-elle tout pour freiner la fusion et exigea-t-elle, en particulier, que la fusion procédât, non d'organisation à organisation, mais par adhésion individuelle des maximalistes au P.C. d'Italie. Le 24 novembre déjà, une lettre du Comité central du P.C. russe, signée par Lénine, Trotski, Zinoviev, Boukharine et Radek, allait placer les communistes italiens devant un véritable ultimatum : se soumettre à la discipline de l'I.C. ou se vouer à l'isolement. Quelques mois plus tard, lassé de tant de tiédeur et de tant d'atermoiements, suite peut-être aussi au congrès de Milan du P.S.I. l'Exécutif élargi de juin 1923 devait finir par placer la « minorité » à la tête du Parti italien.

Page 226.

1. Il s'agit, cette fois, du congrès de Milan du P.S.I. des 15-17 avril 1923, congrès extraordinaire convoqué pour décider de la fusion, qui, en l'absence.

Notes

345

deSerrati (qui se trouvait en prison), avait vu triompher, par 5 361 voix contre 3 968 et 900 abstentions, les thèses du « Comité de défense » d'Arturo Vella et Pietro Nenni, farouchement hostile à l'adhésion à l'I.C. Convaincus, toutefois, qu'ils allaient être majoritaires au congrès suivant, les « unionistes » décidèrent - et les délégués de l'I.C., Matyas Rákosi et Jules Humbert Droz, les y encouragèrent - de demeurer dans le P.S.I., en évitant de s'en faire exclure, pour le travailler de l'intérieur. Publiée sous la direction de Serrati, la revue *Pagine rosse*, qui commença de paraître le 20 juin, fut l'organe de cette fraction. Signé de la seule lettre *t*, l'article dont parle ici Gramsci fut publié, dans *Il Lavoratore* de Trieste, le 26 avril 1923, et, quoique lui-même le conteste (« Il est signé *t*, mais il n'est pas certain qu'on doive l'attribuer à Togliatti », in *La formazione....* p. 63), paraît bien être de la plume de Togliatti. Au lendemain du congrès de Rome du P.S.I., Togliatti avait publié dans *L'Ordine Nuovo* un compte rendu (« Dopo la scissione », *L'Ordine Nuovo*, 5 octobre 1922) qui paraissait inviter le P.C. d'Italie à adopter, à l'égard d'une fusion qui paraissait désormais inéluctable, une attitude plus réaliste. L'article du 26 avril, au contraire, marquait d'évidence un retour à des positions plus « sectaires » d'où l'irritation de Gramsci.

2. Le IV^e Congrès du P.P.I. se réunit à Turin les 12 et 13 avril 1923. Tirillé entre une droite qui, avec Egilberto Martire et Cesare Nava, prônait le soutien inconditionnel au fascisme, et une « gauch » violemment antifasciste et prête à l'alliance avec les socialistes (Francisco Luigi Ferrari), Don Luigi Sturzo, leader toujours plus contesté du parti, parvint à faire adopter une motion « centriste » rappelant toutefois l'attachement du P.P.I. aux libertés et sa volonté de

poursuivre la lutte « contre toute perversion centralisatrice au nom de l'État panthéiste et de la nation déifiée ». Considérant que « le fond du congrès de Turin », avait été « essentiellement antifasciste », Mussolini, dès le 17 avril, se sépara de ses ministres populaires. Dans les mois qui suivirent, la discussion autour du projet de loi électorale élaboré par Giacomo Acerbo vit s'élargir le fossé entre le P.P.I. et le fascisme.

3. Le Parti sarde d'action s'était constitué à Oristano, en Sardaigne, en avril 1921, parmi les anciens combattants : la Sardaigne était en effet la province d'Italie qui, proportionnellement à sa population, avait fourni le plus grand contingent de soldats. Représentant les couches les plus pauvres de la population de l'île, soit essentiellement le prolétariat rural et la petite bourgeoisie urbaine prolétarisée, mouvement de type populiste, donc, comme le P.P.I., le P.S. d'A. offrait un curieux mélange de républicanisme et d'esprit « ancien combattant », de mazzinisme et de sorélisme, d'attrance pour les expériences coopératives et pour le syndicalisme révolutionnaire. Antiparlementaire, antibureaucratique et antilibéral, c'était, dans le cadre de l'île, un concurrent direct pour un fascisme qui se voulait encore « subversif » et « révolutionnaire » : « Entre notre programme et le programme fasciste de 1919, auquel, j'en suis fermement convaincu, le fascisme devra fatalement revenir, il existe une profonde identité », constatait un dirigeant du Parti sarde d'action en 1922 (cité par S. Sechi, *Dopoguerra e fascismo in Sardegna*, Turin, 1969, p. 381). Conflits et heurts ne cessant de se multiplier entre *fascisti* et *sardisti* - et ils redoublèrent d'intensité à l'époque de la « marche sur Rome » - Mussolini avait fini par dépêcher à Cagliari le général Asclepio Gandolfo, avec mission de clarifier la situation et de parvenir à un accord avec le Parti sarde d'action. Déjà, quoique les effets en eussent été médiocres, la signature d'un « pacte de pacification » entre *sardisti*, *fascisti* et *nazionalisti* (14 novembre 1922) avait démontré qu'un accord était possible entre gens se réclamant tous de l'interventionnisme et de l'esprit « ancien combattant ». Ce fut l'affaire de Gandolfo qui, dès le

14 février, parvint à un accord avec certains cadres du Parti sarde d'action; accord que vint confirmer le congrès extraordinaire du 4 mars 1923. Dès lors, à l'exemple de Paolo Orano (qui avait rallié le P.N.F. dès novembre 1922) et en dépit de l'opposition des fondateurs du mouvement (Emilio Lussu, Francesco Fancello, Camillo Bellieni), nombre de cadres et de militants du Parti sarde d'action commencèrent à rallier les *fasci*.

Page 228.

1. Avocat, membre de la gauche du P.P.I., Giuseppe Speranzini s'était consacré à organiser les paysans de Lombardie. L'organisation des métayers qu'il animait s'étant prononcée pour la transformation des contrats de métayage en contrats locatifs, en décembre 1920 il fut exclu du P.P.I. Dans un article de *L'Ordine Nuovo* du 5 janvier 1921, Gramsci s'efforça de tirer la leçon de l'événement : « La nouvelle... est passée inaperçue. Personne ne lui a fait l'honneur d'un commentaire. Les mouvements intérieurs au Parti populaire paraissent ne pas intéresser les quotidiens, qui suivent pourtant jusqu'au moindre potin la crise du Parti socialiste. [...] Si elle s'étendait, la crise des populaires mettrait fin à cette unité équivoque qui s'est créée, au sein du nouveau parti, entre des éléments hétérogènes. [...] Le Parti populaire est voué à la crise. Son origine elle-même et sa composition font peser sur lui cette menace. Il est destiné à entrer en crise au fur et à mesure que les éléments qui le composent accèdent à la conscience de soi et de leurs intérêts réels [...] Cette crise doit nous donner la possibilité de gagner une classe de travailleurs, qui, en échappant à l'influence des populaires, aura commencé à apprendre que la liberté ne sera vraiment acquise que par une révolution qui donne le pouvoir aux travailleurs et au parti qui prépare et organise les forces dans ce but » (« Crisi dei popolari ? », *L'Ordine Nuovo*, 5 janvier 1921, in *Socialismo e fascismo*, éd. cit., pp. 18-20).

2. Écrite deux mois après le Plénum de juin 1923 et l'avènement de la « minorité » à la tête du P.C. d'Italie, cette lettre a été publiée pour la première fois par Stefano Merli (*Rivista Storica del Socialismo*, VI, 18, janvier-avril 1963, pp. 115-123). Dans son étude sur la formation de la direction gramscienne du P.C. d'Italie, Palmiro Togliatti, qui la considérait comme perdue, s'était contenté d'en fournir, de mémoire, un résumé assez fidèle (*La formazione...*, éd. cit., p. 39 - où la lettre est toutefois datée de janvier 1924).

3. La décision en fut prise vers la fin du mois d'août après la rupture entre l'I.C. et le P.S.I. et, à l'intérieur de ce dernier, la radiation de Serrati et des rédacteurs de la revue « fusionniste » *Pagine rosse*. Pour le Présidium, il s'agissait de lancer un journal « sans étiquette », qui pût accueillir les *terzini* en vue de préparer leur entrée dans le P.C. et, plus encore peut-être, faire contrepoids à *l'Avanti!*. Envoyé en mission en Italie vers la mi-décembre, Jules Humbert-Droz, assez mal informé, semble-t-il, des décisions déjà prises, proposa également à Zinoviev de « créer

un quotidien pas nettement du Parti, avec collaboration des *terzini* » (Rapport du 26 décembre 1923, in J. Humbert-Droz, *De Lénine à Staline 1921-1931*, Neuchâtel, La Baconnière, 1971, p. 168).

Page 230.

1. Cette « traduction italienne » du mot d'ordre de l'I.C. de « gouvernement ouvrier et paysan », permet à Gramsci, comme le constate S. Merli, de faire, pour la première fois, de la question méridionale, le « centre de ses intérêts » (*loc.cit*, p. 122). Ajoutons qu'elle lui permet d'intégrer à sa stratégie un fédéralisme qui procède en droite ligne de l'oeuvre de Salvemini (Cf. S. Massimo Ganci, « Il " federalismo ", di Gaetano Salvemini », *Società*, XVI, 3, mai-juin 1960, pp. 239-255).

Notes

347

Page 231.

1. Gramsci arriva à Vienne le 4 décembre 1923 avec mission du C.E. de l'I.C. d'y organiser un Bureau extérieur du P.C. d'Italie. Comme le précisait une circulaire de la Direction du P.C. d'Italie aux autres sections de l'I.C. (30 novembre 1923), la création de cet organisme visait à tirer les communistes italiens de l'isolement où les avait plongés la réaction fasciste. C'est ce que soulignait également Mauro Scoccimarro dans une lettre du 17 novembre 1923 à laquelle il sera fait allusion plus loin.

2. Organisée par le C.E. de l'I.C., la Conférence balkanique de novembre 1923 réunit les partis communistes des Balkans. Gramsci, qui était membre du C.E. depuis le IIe Plénum (6 mars-11 juin 1922), dut y assister avant de partir pour Vienne.

3. Il s'agit, bien entendu, de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire des années 1919-1920.

Page 232.

1. Ce sera là effectivement le sous-titre de *L'Ordine Nuovo*, 3e série (1924-1925).

2. Il s'agit d'Amadio Terracini, frère d'Umberto, qui était ingénieur à Turin.

3. Il s'agit de Carlo Niccolini, pseudonyme du bolchevik russe Nikolai Markevitch Liubarskii, envoyé en Italie par l'I.C. en 1919. Après avoir aidé Serrati à fonder, en octobre 1919, la revue *Comunismo*, Niccolini avait envoyé à Moscou des rapports - souvent inexacts - sur les activités

des maximalistes; rapports qui paraissent avoir pesé dans la politique des émissaires de l'I.C. au congrès de Livourne. Il repartit en Russie en 1921.

4. Dans sa lettre du 17 novembre, Scoccimarro s'étonnait de ce que Gramsci, alors que le P.C. d'Autriche avait mis à sa disposition Guido Zamis, eût fait venir à Vienne, pour lui servir de secrétaire, Maria Codevilla.

5. Pseudonyme de Mario Codevilla. Après le retour de Gramsci en Italie, Codevilla (1900-1950) accomplit des missions en Amérique latine et en Espagne pour le compte du Secrétariat des Pays latins de l'I.C. Pour la suite de sa carrière et sa fin, dans des circonstances obscures, à New York en 1950, cf. Guelfo Zaccaria, *200 comunisti italiani tra le vittime dello stalinismo*, Milan, 1964, pp. 101-102 (où il est désigné, assez curieusement, comme Carlo [sic] Codevilla).

6. Guido Zamis était un communiste triestin en exil que le P.C. d'Autriche avait mis à la disposition de Gramsci. Cf. son témoignage sur cette période « Gramsci a Vienna net 1924 », in *Rinascita*, XXI, 47, 28 novembre 1964, pp. 22-23.

Page 233.

1. Il s'agit de la lettre précédente, pp. 231-232.

Page 234.

1. Gramsci reviendra sur ce projet dans sa lettre à Terracini du 12 janvier 1924 et proposera alors d'intituler la revue *Critica proletaria*: cf. p. 247.

Page 235.

1. Il s'agit d'un commentaire du *Manifeste communiste* écrit par David Riazanov à l'usage des écoles du P.C. russe et publié par les éditions Moskovskii Rabotchii en 1921. Gramsci parle à plusieurs reprises de ces notes dans ses lettres à sa femme : « Je suis en train de traduire les notes de Riazanov au *Manifeste communiste* », lui écrit-il le 1er janvier 1924, pour lui

annoncer ensuite, en lui demandant de les corriger, l'envoi des premiers chapitres (13 janvier 1924); correction qui se fera manifestement attendre (6 mars 1924) : cf. 2 000 *pagine di Gramsci*, Milan, 1964, 11, pp. 27-28, 29, 35.

2. Abréviation de *Internationale Presse-Korrespondenz*, bulletin d'information de l'I.C. publié, en plusieurs langues (en français : *La Correspondance internationale*) et édité successivement à Moscou, Berlin et Vienne.

3. En décembre 1923 s'ouvrit à Petrograd une école internationale pour les communistes étrangers, le *Mejdunarodni Leninski Kurs*, qui devait accueillir plusieurs élèves italiens.

Page 237.

1. Le communiste nord-américain Israël Amter faisait partie de la commission pour la question italienne constituée lors du Plénum du C.E. de l'I.C. en 1923. Il n'a pas été possible d'établir jusqu'ici le nom du journal auquel Gramsci fait allusion ici. Il ne peut s'agir, selon nous, que du *Daily Worker*, quotidien du P.C. des U.S.A., publié à Chicago à partir du 1er janvier 1924.

2. En 1923, les envois d'argent des immigrants s'élevèrent à près de 560 millions de liras, dont 118 millions placés dans les caisses d'épargne (postes et banques). L'année suivante, ils ne furent que de 551 millions, mais les dépôts dans les caisses s'élevèrent à 125 millions. Cf. *Annuario statistico dell'emigrazione italiana dal 1876 al 1925*, Rome, Commissariato all'emigrazione, 1926, p. 1646.

3. Gastone Sozzi et Antonio Cicalini suivirent effectivement les cours de l'école de Petrograd. Entré très jeune au P.C. d'Italie (il était né en 1903), Sozzi, qui dirigeait la section de Forlì des Jeunesses communistes, avait dû s'exiler dès 1922. Après deux ans passés en Russie, il rentra en Italie pour y travailler clandestinement. Arrêté le 4 novembre 1927, il mourut en prison, le 6 février 1928, assassiné par ses geôliers. Membre du « Centre intérieur » du P.C., Cicalini fut également arrêté - en 1931 - et condamné à huit ans de prison.

4. Secrétaire de la Commission interne de la principale des usines Fiat, Giovanni Parodi avait été l'âme de l'occupation des usines de septembre 1920. Inculpé pour détention d'armes et participation à une « association de malfaiteurs », il émigra en Russie, où Gramsci devait le retrouver en 1922. Parodi, qui était métallurgiste, travaillait alors à l'usine Amo de Moscou.

5. Selon P. Spriano, c'est là le pseudonyme d'un militant communiste - non identifié - de la province d'Udine.

Page 238.

1. Le 7 novembre 1923, l'usine d'automobiles Amo, de Moscou, prit le nom de l'anarchiste turinois Pietro Ferrero, secrétaire du syndicat des métallurgistes (F.I.O.M.), assassiné par les fascistes au cours des massacres de décembre 1922. En cette occasion, le Comité des groupes communistes d'usine de Turin adressa aux ouvriers de l'usine Amo une lettre leur annonçant l'envoi d'un portrait de Ferrero et d'un drapeau rouge. L'événement fut longuement évoqué dans un article attribué parfois à Gramsci - de Giovanni Parodi dans *L'Ordine Nuovo*, 3e série : « La fabbrica Ferrero a Mosca » (*L'Ordine Nuovo*, 3e série, 1, 1, mars 1924).

2. Silvio Flor était député socialiste de Trente depuis 1921.

3. Pavirani était membre d'une mission commerciale italienne en Russie.

Page 239.

1. C'est là - Tito Gualtieri - l'un des pseudonymes de Bruno Forti

Notes

349

chiari qui avait dirigé jusqu'à cette époque le Bureau clandestin du P.C. d'Italie. Gramsci avait pu le rencontrer à Vienne, où Fortichiari, inculpé dans le procès d'octobre 1923, était venu se réfugier.

2. Il s'agit du communiste hongrois Gyula Alpári. Journaliste, ancien rédacteur des journaux communistes hongrois *Vörös Újság* et *Internacionálé*, Alpári (1882-1944) avait été membre du gouvernement révolutionnaire de Béla Kun. Il assurait à Vienne la publication de *Inprekorr*.

Page 240.

1. Dans une lettre du 1er mai 1923, Togliatti, on l'a dit, avait informé Gramsci de l'intention manifestée par Bordiga d'adresser aux militants du P.C. d'Italie un manifeste les invitant à trancher entre l'I.C. et la Direction du parti. D'une lettre de Terracini du 2 janvier 1924, ainsi que de la réponse de Gramsci, datée du 12 janvier, on peut inférer qu'une première version de ce texte (celle qu'a publiée Stefano Merli : cf. n. 1, p. 223) avait été transmise à Gramsci à l'époque de l'Exécutif élargi de juin 1923. Une lettre de Togliatti à Gramsci du 29 décembre 1923 permet de supposer que Gramsci, vraisemblablement parce qu'en désaccord avec l'analyse du

maximalisme proposée par Bordiga, avait refusé de donner son aval à ce texte. Une nouvelle version du manifeste, amendée de ses aspects les plus provocants, fut adressée à Gramsci, alors à Vienne, par Scoccimarro, qui lui en annonçait l'envoi dans une lettre du 25 décembre 1923. Refusant également de signer le manifeste dans sa nouvelle mouture, Gramsci allait enfin s'en expliquer ici pour la première fois - avec deux mois de retard, ainsi qu'allait le lui reprocher Terracini. Mauro Scoccimarro [Negri], destinataire de sa lettre, avait été délégué au VI^e Congrès et au Plénum de juin 1923. Depuis le 5 mars 1923 il était membre du Comité exécutif et du Comité central du P.C. d'Italie.

2. Membre du P.C. d'Italie depuis sa fondation, Pietro Tressa [Lanzi] incarnait, pour Gramsci, la base prolétarienne du Parti. Ouvrier du textile des environs de Vicenza, après avoir fait la guerre dans une compagnie disciplinaire, Tressa (1895-1943) s'était spécialisé dans les questions syndicales. Délégué au IV^e Congrès, il avait ensuite représenté le P.C. d'Italie près l'Internationale syndicale rouge et, pendant leur séjour commun à Moscou, il s'était lié d'amitié avec Gramsci. Journaliste au *Grido del Popolo*, puis à *l'Avanti!*, ancien collaborateur de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire, Alfonso Leonetti [Ferri] avait été successivement rédacteur en chef de *L'Ordine Nuovo* quotidien, du *Lavoratore* de Trieste et de *L'Unità* (qu'il devait diriger jusqu'en 1926). C'était à l'époque, comme le constate Berti (*op. cit.*, p. 159), « le seul membre du groupe qui apparût pleinement d'accord avec Gramsci ». Tout comme Tressa, il devait être élu membre du C.C. au congrès de Lyon de 1926.

3. C'est au début du mois de mars 1922 que le Comité exécutif de l'I.C. prit connaissance des «Tesi sulla tattica» parues dans *L'Ordine Nuovo* du 3 janvier 1922. Au témoignage de Terracini, Trotski et Radek furent particulièrement critiques. Il était clair, en effet, que les rapporteurs - Terracini et Bordiga - n'avaient nullement renoncé à leur hostilité au « front unique » et continuaient à renâcler devant l'« aller aux masses » que prônait l'I.C. depuis le III^e Congrès : c'est ainsi, pour ne citer que cet exemple, que le paragraphe 21 excluait toute tentative de « noyautage » ou de création de « fractions » à l'intérieur des autres mouvements politiques... Il fut donc décidé que le congrès de Rome se contenterait d'un vote consultatif, « étant entendu que ce vote n'engageait pas la tactique réelle qui serait fixée dans les discussions entre l'Exécutif de l'I.C. et les représentants du P.C.I. » (J. Humber Droz, *op. cit.*, pp. 55-61 - Rapport à Zinoviev du 26 mars 1922).

Page 241.

1. Il s'agit, bien entendu, du IIe Congrès du P.C. d'Italie. Sur ce point, cf. également ci-après, p. 263.

Page 242.

1. Cf. ci-dessus, n. 3, p. 1235.

2. Cf. *Écrits politiques*, 1, p. 366, n. 1.

Page 243.

1. Il s'agit d'articles destinés à une nouvelle série de *L'Ordine Nuovo*, dont le premier numéro allait sortir le 1er mars 1924. Le titre de la rubrique demandée à Togliatti, « La battaglia delle idee », était déjà celui d'une chronique régulière de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire.

2. Jeune libéral fortement marqué par l'influence de Salvemini (alors qu'il n'avait que dix-huit ans, ne s'était-il pas vu offrir par ce dernier la direction de *l'Unità* !), Piero Gobetti (1901-1926) avait progressivement rompu avec le démocratism abstrait de ses débuts pour se rapprocher des communistes turinois : enthousiasmé par le mouvement de *L'Ordine Nuovo* et l'occupation des usines, il lui apparaissait qu'un renouveau du libéralisme et un renouvellement de la classe politique ne pouvaient procéder que de ce type d'expériences ouvrières; la grande usine, la Fiat, représentait pour lui le lieu privilégié et le berceau d'une Réforme que l'Italie n'avait malheureusement pas connue. En 1921, Gramsci lui avait confié la rubrique théâtrale de *L'Ordine Nuovo* devenu quotidien. Les critiques de Togliatti et du même Gramsci contre l'« idéalisme » du jeune directeur d'*Energie Nove* (1918-1920) paraissaient bien oubliées... Depuis le 12 février 1922, Gobetti publiait un hebdomadaire qui allait devenir très vite l'un des centres les plus actifs (et les plus intelligents) de la lutte contre le fascisme, *La Rivoluzione liberale*. Celle-ci se proposait, selon son fondateur, de « donner naissance à une classe politique clairement consciente de ses traditions historiques et des exigences sociales découlant de la participation du peuple à la vie de l'État ». Le livre homonyme de Gobetti, *La Rivoluzione liberale* (Bologna, Cappelli, 1924), n'étant sorti qu'au mois de mars 1924, c'est bien entendu à la revue que pense Gramsci. La curiosité que ce dernier manifeste ici tranche d'ailleurs singulièrement avec le « sectarisme » de ses camarades de parti, tel, par exemple, Umberto Terracini, qui parle à la même époque d'« une inoffensive revue hebdomadaire portant le titre terrifiant de la *Révolution liberale* » (U. Terracini, « 7 000 arrestations d'ouvriers en Italie », *La Correspondance internationale*, III, 8, 2 mars 1923, p. 121).

3. Mouvement antifasciste fondé clandestinement à Florence par d'anciens combattants, *Italia libera* fit sa première apparition publique quelques jours après la disparition de Matteotti en publiant, le 16 juin 1924, un manifeste exigeant la démission de Mussolini.

4. Pseudonyme d'Angelo Tasca.

Page 244.

1. Giovanni Gentile fut le premier ministre de l'instruction publique du gouvernement Mussolini. Il concoctait depuis des années des projets de réforme de l'éducation, qu'il tenta de mettre en application à travers la Réforme liée à son nom. Celle-ci fut instaurée par un décret du 6 mai 1923. Rétablissant le crucifix dans les salles de classe et l'enseignement religieux dans les écoles, elle marqua un renforcement du contrôle de la classe dominante sur l'éducation et du caractère de classe de cette même éducation. C'est ainsi que, sous prétexte de substituer la formation à l'information, Gentile fit fermer la moitié des écoles normales et remplaça les écoles techniques par des «cours complémentaires »qui constituèrent autant de voies

Notes

351

de garage. Selon une célèbre formule de Gobetti, il y eut ainsi trois écoles: pour les maîtres, pour les esclaves et pour les courtisans (« La scuola delle padrone, dei servi, dei cortigiani » La Rivoluzione liberale, II, 13, 8 mai 1923, in P. Gobetti, Scritti politici, éd. cit., pp. 495-497).

2. Dans sa lettre du 2 janvier 1924 à Gramsci, Scoccimarro et Togliatti, Terracini s'étonnait de ce que Gramsci , revenant sur l'attitude qu'il avait adoptée lors du Plénum de juin 1923, refusât soudain de signer le manifeste de Bordiga « A tutti i compagni del P.C. d'Italia » : « *Les restrictions que Masci [Gramsci] avait avancées dès l'Exécutif élargi ne portaient pas sur la nécessité du document commun[avecBordiga], mais bien sur son contenu. Tout en se réservant le droit d'y apporter un ciment particulier, il acceptait donc le principe du maintien de notre unité* » (*La formazione...*p. 145). La surprise et l'indignation de Terracini s'expliquaient d'autant mieux que, en juin 1923 encore, Gramsci avait prononcé, devant la « Commission italienne », un discours extrêmement violent contre la fusion avec les maximalistes, qui ne s'était démarqué en rien des positions de Bordiga : « *Le Parti socialiste n'a jamais été un parti ouvrier, mais une confusion d'éléments ouvriers et paysans. [...] On ne peut envisager de fondre ensemble deux partis dont l'un est préparé à l'illégalité quand l'autre ne l'est nullement. [...] Fondre les deux partis c'est comme vouloir marier Guignol à la fille du roi du Pérou pays qui n'a pas de roi et*

donc pas de fille de roi. [...] Le pacte de pacification entre socialistes et fascistes a été un crime... » A quoi s'ajoutait la sempiternelle évocation de l'« exemple hongrois » : « Nous, nous ne voulons pas que se produise en Italie ce qui s'est passé en Hongrie, nous ne voulons pas que, pour faire la fusion, alors qu'approche le mouvement révolutionnaire, on laisse ce qu'ont fait les camarades hongrois [...] ... La décomposition du fascisme marque [en effet] le début de la lutte décisive du prolétariat pour la conquête du pouvoir. » C'est, du reste, à la suite de ce discours que Gramsci se serait décidé, si l'on en croit Tasca, à aller s'installer à Vienne : sa situation, dans l'appareil du Komintern, serait devenue « insupportable » (A. Tasca, *I primi dieci anni...*, pp. 135-136).

Page 245.

1. Le P.S.I., au contraire, représente alors pour Gramsci - on vient de le voir - « une confusion d'éléments ouvriers et paysans ».

Page 247.

1. Ambrogio Belloni, Duilio Remondino et Nicola Bombacci, qui étaient tous trois députés, provenaient d'un des courants « maximalistes » qui avaient conflué dans le P.C. d'Italie dès le congrès de Livourne de 1921. Dans un discours au Parlement du 30 novembre 1923, Bombacci venait d'avoir quelques formules malheureuses sur la parenté entre « révolution bolchevique » et « révolution fasciste ». Belloni et Remondino avaient surtout commis des thèses « révisionnistes » mais leur cas était souvent lié à celui de Bombacci : cf. la lettre de Scoccimarro à Gramsci du 30 mars 1924 (in *La formazione...*, p. 269) ainsi que Ruggero Grieco, « Il gruppo parlamentare (comunista ?) » *L'Ordine Nuovo*, 111^e série, 1, 1, mars 1924, pp. 7-8.

2. «...Dans le cas présent, comme dans toute la vie du Parti, Scoccimarro, Togliatti et moi avons constitué le pont entre Bordiga et Gramsci », écrivait Terracini dans sa lettre du 2 janvier.

3. Cf. p. 234. Togliatti note justement que le projet de Gramsci - qui ne verra pas le jour - suit d'assez près le modèle de *La Critica* de Benedetto Croce. Il n'est pas inutile de souligner aussi que ce sommaire reste extrêmement « unitaire » et que toutes les tendances du Parti y sont représentées, Bordiga se voyant même confier les « problèmes de tactique prolétarienne », en dépit des divergences sur les « Thèses de Rome ».

Page 248.

1. Alma Lex, la compagne de Terracini.

2. Cf. la lettre au C.E. du P.C. d'Italie du 6 décembre 1923, ci-dessus p. 231-233, ainsi que « le programme de *L'Ordine Nuovo* », avril 1921, in *Ecrits politiques*, III.

Page 249.

1. Togliatti avait été arrêté à Milan, en compagnie d'autres dirigeants communistes (dont Gennari, Vota et Tasca), le 21 septembre 1923. Il avait été libéré à la fin de l'année après trois mois de « préventive ». Gramsci se réfère ici à sa lettre du 29 décembre, écrite quelques jours après sa sortie de prison.

2. Cf. ci-dessus, pp. 240-248.

3. Il s'agit de l'organisation clandestine du P.C. d'Italie : cf. n. 1, p. 239. C'est Scoccimarro - et non Togliatti - qui s'en était occupé après la fuite de Fortichiari, recherché par la police fasciste.

4. Bordiga avait été arrêté à Rome le 3 février 1923; Grieco, à Milan, le 31 mars. La grande campagne anticommuniste du printemps 1923 s'était soldée par l'arrestation, selon les sources gouvernementales, de plus de deux mille communistes. La presse de l'I.C. parle généralement, quant à elle, de cinq mille arrestations, parfois même de sept mille : cf. U. Terracini, « 7 000 arrestations d'ouvriers en Italie » déjà cité, n. 2, p. 243.

Page 250.

1. L'Exécutif du Parti se trouvant sous les verrous ou dans la clandestinité, un petit centre clandestin s'était reconstitué à Milan sous la direction de Terracini. Lorsque ce dernier était parti pour Moscou, à la fin du mois d'avril, il avait été remplacé par Togliatti. Détail curieux, pour reprendre contact avec son « successeur » qui s'était littéralement volatilisé, Terracini avait dû publier, dans *l'Avanti!* du 12 avril, un petit communiqué ainsi rédigé : « Le camarade Palmiro Togliatti est invité à rentrer immédiatement en contact direct avec le Comité exécutif du Parti. »

2. Ce membre du C.C. du P.C. russe n'a pas été identifié.

Page 252.

1. C'était là un des leitmotifs de Bordiga et de ses amis dans leur polémique avec l'I.C. Ainsi, Terracini, lors de la dixième séance (18 juin 1923) du Plénum de l'I.C. : « On a essayé de trouver dans les communistes italiens des alliés contre le centralisme. Rien n'est plus faux, au contraire le Parti italien et son chef Bordiga ont même réclamé l'application urgente des décisions sur le centralisme. [...] Si l'Italie peut être utilisée en la matière, c'est pour et non contre la centralisation » (La Correspondance internationale, III, 53 [Supplément], 4 juillet 1923, p. 2).

Page 253.

1. Il s'agit, bien entendu, du célèbre grillon du roman de Carlo Collodi, *Le Avventure di Pinocchio*. Cette référence, nullement isolée, à un personnage de la littérature enfantine (ou dite telle) a probablement chez Gramsci des racines profondes. Selon le témoignage de certains de ses proches, à l'époque où son père, Francesco Gramsci, se trouvait en prison, sa mère, qui n'avait rien à leur donner à manger, mettait Antonio et ses frères et sœurs au lit en leur racontant, pour tromper leur faim, les aventures de Pinocchio et d'autres histoires de ce genre.

Notes

353

Page 254,

1. Ce sera l'article « Un " chef " », mars 1924, in *Écrits politiques*, III.

Page 255.

1. Gramsci répond ici à une lettre d'Alfonso Leonetti du 28 janvier 1924 l'enjoignant de prendre l'initiative de constituer une fraction susceptible de se réclamer de la tradition turinoise de *L'Ordine Nuovo* : « Tu es la seule personne qui puisse et doive prendre l'initiative de sauver notre Parti tant du danger d'une scission avec l'I.C. que du risque de sombrer dans le chaos et dans l'inertie la plus méprisable. Il faut préparer un petit ensemble de thèses très claires retraçant brièvement l'histoire du P.C.I. », etc. (*La formazione*, éd. cit., pp. 164-166).

Page 256,

1. Il y a là, dirait-on, une réminiscence des formules déjà employées par Gobetti dans sa « Storia dei comunisti torinesi scritta da un liberale » (1922) : « *Le tempérament de Terracini est plutôt celui d'un politique que d'un théoricien. L'élaboration de la théorie ne l'intéresse pas, sinon à la façon dont elle intéresse Lénine (comme un moyen d'action). Quand le moment est mûr, il décide sereinement, Le fait qu'il se soit rangé avec Gramsci, qu'il ait combattu Serrati,*

démontre combien il a vu lucidement, d'un œil pratique, la question du socialisme italien. Il est antidémagogique par système, aristocratique, hostile aux violences oratoires, d'un raisonnement dialectique, subtil, implacable, fait pour la polémique et pour l'action... [...] Togliatti n'a pas encore eu de responsabilités actives, il est venu à la politique à partir d'une solide préparation intellectuelle, mais on trouve en lui une inquiétude, parfois même une nervosité qui ressemble à du cynisme et qui est de l'indécision, indécision qui nous réservera peut-être de nombreuses surprises et qui doit nous inviter en tout cas à suspendre notre jugement », (P. Gobetti, *Scritti politici*, pp. 283-284).

2. Cf. *Écrits politiques*, I, p. 332, n. 1.

Page 257.

1. On l'a dit, le manifeste de la gauche ne fut pas publié. C'était Bordiga et ses camarades qui se désignaient comme « gauche communiste ». en faisant remonter à l'époque de la guerre de Libye, date de leur rupture avec le réformisme, les origines de leur mouvement. Cf. du reste la *Storia della sinistra comunista*, Milan, 1964, ouvrage anonyme mais dû pour une très large part à Bordiga.

Page 258.

1. Il s'agit de l'insurrection manquée d'octobre 1923. En dépit des attaques de la « gauche » du Parti (Ruth Fischer, Arkadi Maslow, Arthur Rosenberg, etc.), Heinrich Brandler, qui avait succédé à Paul Levi à la tête du K.P.D., s'était montré jusqu'alors un partisan résolu du « front unique » et avait œuvré, avec l'appui de l'I.C., à la formation de « gouvernements ouvrier » destinés à servir ultérieurement de points d'appui pour la révolution allemande. Le premier d'entre eux avait fait son apparition en Saxe le 21 mars 1923 sous la direction du socialiste Zeigner; un autre fut formé en Thuringe le 13 octobre (de la même année. Le succès de la grève générale du 9 août 1923, qui entraîna la démission de Cuno et la formation d'un gouvernement Stresemann à participation social-démocrate, provoqua toutefois un véritable « tournant » dans l'attitude de l'I. C. Il semblait qu'on pouvait désormais, précipitant les rythmes, passer sans attendre à l' « Octobre allemand ». Brandler, convoqué à Moscou, fut enjoint par Zinoviev et Trotski de préparer l'insurrection, - ce qu'il fit, semble-t-il, assez mollement, lui-même préféré

